

N° 13-010-XIF au catalogue



Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Troisième trimestre de 2007



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^S valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostat@statcan.ca ou par téléphone entre 8h30 et 16h30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1-800-635-7943
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1-800-565-7757

Centre de renseignements de Statistique Canada :

Télécopieur	1-613-951-0581
-------------	----------------

Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Publications.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui sont observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.ca sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Troisième trimestre de 2007

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2007

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Décembre 2007

N° 13-010-XIF au catalogue, vol. 6, no 3

Périodicité : trimestrielle
ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexes

PIB en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0060, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036
Publication :	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et document analytique:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

PIB par industrie

Tableau CANSIM	379-0027
Publication :	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication :	
Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

Flux financiers

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
Tableaux et document analytique	13-014-PPB
Chiffriers	13-014-DDB, 13-014-XDB

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publications :	
Les comptes canadiens de productivité - Données	15-003-XIF
Croissance de la productivité du travail au niveau provincial, 1997 à 2005	15-206-XIF

Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication :	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
Publication :	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Chiffriers	13-214-DDB, 13-214-XDB

Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication :	13-605-XIF
---------------	------------

Table des matières

À propos de cette publication.	5
Politique de révision	5
Révisions dans cette édition.	5
Section A	
Aperçu.	6
La croissance des dépenses de consommation ralentit	7
Accumulation importante de stocks	8
La croissance des importations dépasse largement celle des exportations	8
Important investissement en machines et matériel	8
L'investissement en logement poursuit sa progression	8
La progression du revenu du travail a ralenti par rapport au premier semestre de 2007	8
Hausse des bénéfices des sociétés	9
Produit intérieur brut par industrie, septembre 2007	9
Section B	
PIB en termes de revenus et de dépenses	12
La croissance des dépenses de consommation ralentit	12
Constitution importante de stocks	13
La croissance des importations dépasse largement celle des exportations	13
Important investissement en machines et matériel	14
L'investissement en logement poursuit sa progression	15
La progression du revenu du travail a ralenti par rapport au premier semestre de 2007	15
Hausse des bénéfices des sociétés	15
Prix pour l'ensemble de l'économie	16
Section C	
PIB par industrie	22
Forte avancée du commerce de gros	22
Le secteur de la fabrication fléchit pour un deuxième mois d'affilée	22
Le secteur de l'énergie prend de l'expansion	23
La construction progresse	23
Le commerce de détail recule	23
Autres industries	23
Troisième trimestre de 2007	23
Section D	
Balance des paiements internationaux	27
Compte courant	27
Forte baisse de l'excédent au chapitre des biens, sous l'impulsion de baisses de prix pour certains produits	27
La reprise des importations entraîne aussi l'excédent au chapitre des biens vers le bas	28
Le déficit au chapitre des services décroît malgré un déficit record au compte des voyages	28
Très léger accroissement du déficit au compte du revenu de placements	29
Compte financier	29
Un rare désinvestissement en titres étrangers attribuable principalement aux instruments du marché monétaire	29
Les investissements directs à l'étranger ralentissent pour un troisième trimestre consécutif	30
Importants investissements directs étrangers dans l'économie canadienne sous l'impulsion d'acquisitions	30
Les prises de contrôle étrangères mènent à un désinvestissement record en titres de portefeuille canadiens	31
Opérations liées aux dépôts, aux prêts et aux réserves	31

Section E

Comptes des flux financiers	34
Secteur des ménages	34
Secteur des entreprises	35
Secteur des administrations publiques	35

Section F

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre	41
La croissance de la productivité demeure modérée au Canada, pendant qu'elle accélère nettement aux États-Unis	42
Les coûts unitaires de main-d'œuvre continuent de ralentir	43
Analyse industrielle	43
Pendant que la productivité du secteur des biens continue de reculer...,	43
... celle du secteur des services poursuit sa progression	44
Baisse des pressions à la hausse de la rémunération horaire dans les deux secteurs	44
Légère accélération des coûts unitaires du travail dans les industries produisant des biens...	44
... mais une nette amélioration dans les services	45

Section G

Bilan des investissements internationaux du Canada	50
Le dollar canadien continue d'alimenter l'augmentation du passif international net	50
L'actif international diminue plus que le passif international	50
Actif canadien : forte diminution des avoirs au niveau des titres étrangers et de l'investissement direct	51
Passif du Canada : augmentation des investissements directs étrangers au Canada	51
Le bilan net des investissements directs devient négatif.	51
L'augmentation de la dette extérieure nette est plus marquée lorsque les placements de portefeuille sont à la valeur de marché	52

Section H

Comptes du bilan national	54
Ralentissement de la croissance de la valeur nette des ménages	55
Nouvelle baisse de l'endettement non financier des sociétés	56
Le rapport de la dette nette des administrations publiques au produit intérieur brut continue de diminuer	56
Les établissements financiers continuent d'accroître leur actif financier	56

À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national :

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

PIB par industrie :

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national :

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2007.

PIB par industrie :

Depuis la dernière diffusion de la *Revue trimestrielle des Comptes économiques canadiens*, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2002.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre :

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2007 au niveau agrégé et au premier trimestre de 1997 au niveau industriel.

Section A Aperçu

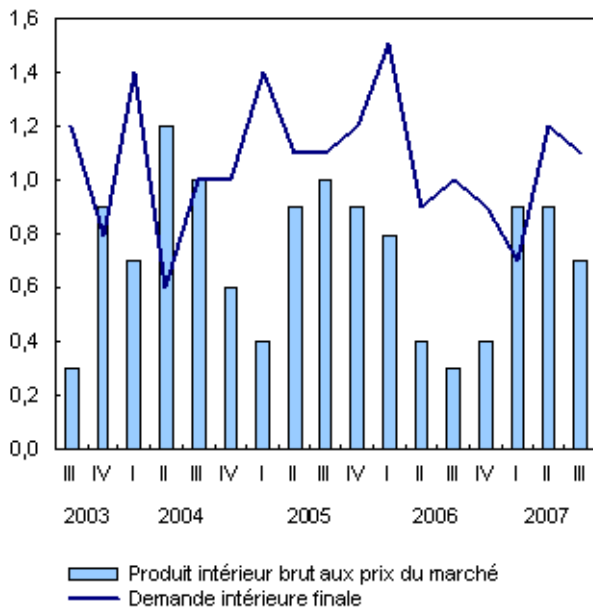
Troisième trimestre de 2007 et septembre 2007

La croissance économique a légèrement ralenti au troisième trimestre, le produit intérieur brut réel (PIB) ayant progressé de 0,7 %, comparativement à 0,9 % au deuxième trimestre. L'activité économique a augmenté de 0,1 % en septembre, après avoir progressé de 0,2 % en août et de 0,1 % en juillet. La demande intérieure finale a conservé sa vigueur (+1,1 %); sa croissance a été supérieure à celle du PIB pour une onzième fois au cours des douze derniers trimestres.

Graphique A.1

La croissance de la demande intérieure finale dépasse celle du PIB

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



Les dépenses de consommation, vigoureuses au deuxième trimestre, ont ralenti au troisième, tandis que les détaillants et les grossistes ont accru substantiellement leurs stocks. La croissance des importations a nettement dépassé celle des exportations, la valeur du dollar canadien ayant continué de croître de façon importante par rapport à la devise américaine (+5,1 %).

Note aux lecteurs

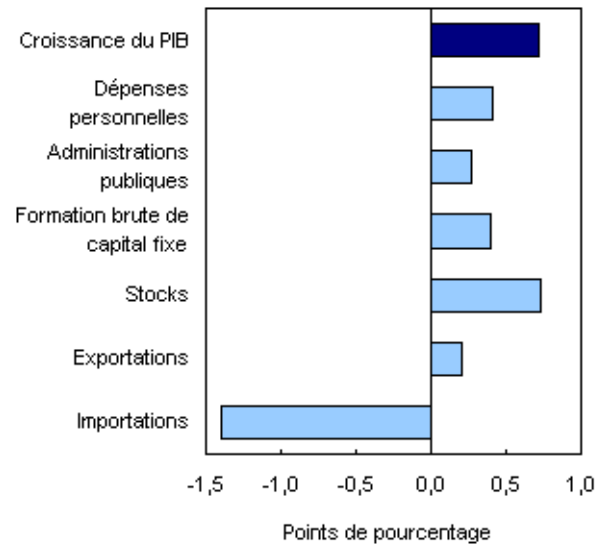
Les variations en pourcentage des statistiques des comptes des dépenses et par industrie (telles que les dépenses de consommation, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculées à partir des mesures de volume, c'est-à-dire corrigées des effets des variations de prix. Les variations en pourcentage des statistiques des comptes des revenus (telles que le revenu du travail, les bénéfices des sociétés et le revenu agricole) sont calculés à partir des mesures nominales, c'est-à-dire non corrigées des effets des variations de prix.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec un agent de renseignements de la Division des comptes des revenus et dépenses au 613-951-3640 ou par courriel à lead-info-dcrr@statcan.ca. On trouvera plus d'information sur la méthodologie du volume en chaîne Fisher à [Indices de volume en chaîne Fisher – Méthodologie](#) (numéro 13-605-XIF au catalogue).

Les entreprises ont tiré parti des prix plus bas en investissant fortement en machines et matériel. L'investissement en logement est demeuré élevé, alimenté par la construction d'habitations neuves, tandis que le marché de la revente connaissait un repli.

Graphique A.2

Contributions à la variation en pourcentage du PIB, troisième trimestre de 2007



La production du secteur des services s'est accrue de 0,9 % au troisième trimestre, tandis que celle des industries productrices de biens s'est contractée de 0,1 %. Une hausse appréciable a été observée dans le commerce de gros. Les secteurs de la finance et des assurances, de la construction, de l'extraction minière, de l'hébergement et des services de restauration ont également participé à la croissance générale. Ces hausses ont été partiellement neutralisées par le recul de la fabrication, des services publics et de la foresterie et l'exploitation forestière.

La croissance du revenu du travail a ralenti par rapport au premier semestre de 2007, tandis que le revenu personnel disponible a connu une hausse modeste. Les bénéficiaires des sociétés ont pour leur part augmenté en raison des gains importants réalisés par les banques.

L'économie canadienne a enregistré un taux de croissance annualisé de 2,9 % au troisième trimestre, comparativement à 4,9 % pour l'économie américaine.

Tableau A.1
Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (2002)^[1]

	Variation	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
			%
Premier trimestre de 2006	0,8	3,4	3,6
Deuxième trimestre de 2006	0,4	1,5	3,1
Troisième trimestre de 2006	0,3	1,3	2,4
Quatrième trimestre de 2006	0,4	1,5	1,9
Premier trimestre de 2007	0,9	3,5	1,9
Deuxième trimestre de 2007	0,9	3,8	2,5
Troisième trimestre de 2007	0,7	2,9	2,9

1. La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

La production industrielle (soit celle des services publics, des mines et des fabricants) a fléchi de 0,4 % au troisième trimestre, alors que les services publics et le secteur de la fabrication ont tous deux cédé du terrain. Le secteur minier, toutefois, a pris de l'expansion grâce à l'intensification des activités d'exploration pétrolière et gazière ainsi que d'extraction de minerais métalliques. En comparaison, les trois secteurs ont progressé aux États-Unis, ce qui s'est traduit par une augmentation globale de 1,1 % de la production industrielle au cours du trimestre.

Tableau A.2
Produit intérieur brut mensuel par industrie au prix de base

	Avril 2007 ^f	Mai 2007 ^f	Juin 2007 ^f	Juillet 2007 ^f	Août 2007 ^f	Septembre 2007 ^p
Données désaisonnalisées, dollars enchaînés (2002), variation mensuelle en %						
Ensemble des industries	0,0	0,4	0,2	0,1	0,2	0,1
Industries productrices de biens	0,0	-0,2	0,2	-0,2	0,1	-0,1
Industries productrices de services	0,1	0,7	0,2	0,3	0,2	0,2
Production industrielle	0,1	-0,4	0,2	-0,2	-0,1	-0,3
Fabrication	-0,1	0,1	-0,7	0,3	-0,4	-0,9
Commerce de gros	-0,7	1,9	0,4	1,4	0,1	1,0
Secteur de l'énergie	0,4	-1,3	1,7	-0,9	0,0	0,8

^f Données révisées.

^p Données provisoires.

Les prix pour l'ensemble de l'économie au Canada, mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont légèrement fléchi de 0,3 % au troisième trimestre, en raison notamment d'une diminution des prix des exportations de produits de l'énergie. Si l'on exclut l'énergie, les prix pour l'ensemble de l'économie ont augmenté de 0,2 % comparativement à une augmentation de 1,5 % au deuxième trimestre.

La croissance des dépenses de consommation ralentit

La croissance des dépenses de consommation est passée à 0,7 % au troisième trimestre, ce qui représente moins de la moitié de celle observée au deuxième; il s'agit de la plus faible hausse au cours des deux dernières années.

Les achats de véhicules automobiles neufs et d'occasion faits par les consommateurs, qui avaient augmenté de 3,9 % au deuxième trimestre, ont fortement reculé (-2,6 %) au troisième. Il y a eu également une baisse des dépenses relatives aux pièces et réparation de véhicules automobiles ainsi qu'aux carburants. La consommation d'électricité, de gaz naturel et d'autres combustibles a aussi diminué.

La vigueur soutenue du marché de l'habitation a stimulé les dépenses en meubles et appareils ménagers. Les dépenses liées à l'achat de matériel de loisir, de sport et de camping ainsi que de vêtements et chaussures ont également été fortes.

La consommation de services a progressé au même rythme qu'au deuxième trimestre, c'est-à-dire de 1,1 %. Les dépenses nettes à l'étranger ont augmenté de façon importante pour un deuxième trimestre consécutif, la vigueur du dollar ayant entraîné une hausse des dépenses de voyage des Canadiens à l'étranger (entre autres les automobiles et les camions achetés aux États-Unis puis ramenés au Canada) et ayant restreint les dépenses des visiteurs au Canada.

Accumulation importante de stocks

Les entreprises ont consacré 15 milliards de dollars à l'augmentation de leurs stocks non agricoles de biens et de matériaux au troisième trimestre, après deux trimestres de légères hausses.

La part de cette accumulation de stocks attribuable aux détaillants dépasse légèrement les 9 milliards de dollars, les véhicules automobiles représentant près de la moitié de ces nouveaux stocks. Les grossistes ont eux aussi accru substantiellement leurs stocks de véhicules automobiles ainsi que de machines et matériel.

En dépit d'une diminution de 0,7 % de leur production, les fabricants ont accumulé des stocks pour un deuxième trimestre de suite, l'augmentation des stocks de biens finis ayant plus que contrebalancé la diminution des stocks de matières premières.

Les stocks agricoles ont quant à eux diminué pour un troisième trimestre consécutif, les agriculteurs ayant écoulé leurs céréales à des prix gonflés par la demande de biocarburants.

La croissance des importations dépasse largement celle des exportations

Les importations de biens et de services ont bondi de 4,4 % au troisième trimestre après avoir augmenté de 1,9 % au deuxième trimestre. La croissance des importations a maintenant dépassé celle des exportations au cours de douze des dix-sept derniers trimestres.

Les entreprises canadiennes ont effectué d'importants investissements en machines et matériel nouveaux, dont les importations ont de ce fait grimpé de 6,4 %. Les avions et les moteurs et pièces d'avion ont dominé cette catégorie. Les produits automobiles et les autres biens de consommation ont aussi progressé de façon marquée.

Les importations de voyages ont enregistré une forte hausse pour un deuxième trimestre de suite, l'appréciation du dollar canadien ayant eu pour effet de stimuler les dépenses de voyage à l'étranger des Canadiens.

Les exportations de biens et de services ont connu une croissance de 0,6 % au troisième trimestre, comparativement à 0,8 % au deuxième.

Les exportations de biens et matériaux industriels ont augmenté de 4,5 %, ce qui constitue la plus forte croissance enregistrée depuis un an, en raison notamment de l'augmentation des livraisons de minerai de nickel. Pour leur part, les livraisons de produits automobiles ont crû de 2,0 % après avoir connu un recul au cours des deux trimestres précédents. Les exportations de produits de

l'énergie ont augmenté de 1,4 % en raison de la hausse des livraisons de pétrole et de gaz naturel au sud de la frontière.

Les conflits de travail dans le secteur forestier en Colombie-Britannique ainsi que le relâchement persistant de la construction résidentielle aux États-Unis ont contribué à la forte diminution (-6,2 %) des exportations de produits de la forêt. La production du secteur de la foresterie et de l'exploitation forestière a fléchi de 7,2 %.

Important investissement en machines et matériel

L'investissement des entreprises en machines et matériel s'est accéléré au troisième trimestre, ayant progressé de 3,6 %, soit à un taux plus de deux fois supérieur à celui du deuxième trimestre et le plus élevé à avoir été enregistré au cours des dix derniers trimestres.

L'investissement en autre équipement de transport a grimpé de 14 %, surtout en raison des dépenses en immobilisations du secteur du transport aérien. Il y a également eu de vigoureuses hausses des dépenses en équipement de télécommunications, en ordinateurs et autre matériel de bureau ainsi qu'en logiciels.

À l'opposé, les dépenses en camions ont fléchi pour une troisième fois de suite, cette fois de 2,8 %.

L'investissement en logement poursuit sa progression

L'investissement en logement a de nouveau connu une solide croissance au cours du troisième trimestre. L'investissement total en bâtiments résidentiels a augmenté de 4,8 % au cours des trois derniers trimestres, alors qu'il avait reculé de 2,9 % au cours des trois trimestres antérieurs.

Cette vigueur découle des activités de construction d'habitations neuves. Les activités de rénovation ont également joué un rôle, ayant progressé de 1,2 %, soit à un rythme deux fois plus élevé qu'au deuxième trimestre.

Le marché de la revente a fléchi durant les mois d'été, les coûts de transfert de propriété (qui comprennent les commissions de courtage immobilier) ayant reculé de 1,6 % après avoir enregistré des hausses importantes au cours des deux trimestres précédents.

La progression du revenu du travail a ralenti par rapport au premier semestre de 2007

Le revenu du travail a augmenté de 0,5 % au troisième trimestre, soit moins du tiers de sa progression au premier et au deuxième trimestres, au cours desquels des paiements spéciaux au titre de l'équité salariale au Québec et des cotisations spéciales aux fonds de retraite à Terre-Neuve-et-Labrador avaient stimulé le revenu du travail.

Si l'on fait exception de ces paiements spéciaux, la croissance du revenu du travail se serait établie à 1,8 % au premier trimestre, à 1,6 % au second et à 1,2 % au troisième.

Hausse des bénéfices des sociétés

Les bénéfices des sociétés avant impôts ont augmenté de 2,6 %, ce qui représente le rythme le plus rapide en près de deux ans. Cette progression tient notamment aux gains réalisés dans le secteur bancaire. Les secteurs de l'extraction de pétrole et de gaz ainsi que du raffinage du pétrole et des produits du charbon ont également connu de bons résultats à ce chapitre, tout comme les détaillants et les grossistes.

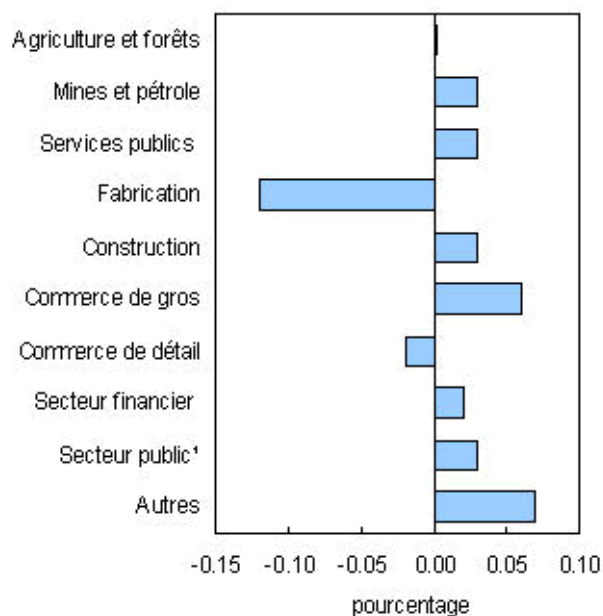
L'affaiblissement des exportations et les conflits de travail dans le secteur forestier en Colombie-Britannique ont contribué à la diminution des bénéfices des producteurs de bois et de papier, tandis que la baisse des prix des produits de base a entraîné un recul des bénéfices dans le secteur de l'exploitation minière (exception faite des combustibles minéraux).

Produit intérieur brut par industrie, septembre 2007

L'activité économique a augmenté de 0,1 % en septembre, après avoir progressé de 0,2 % en août et de 0,1 % en juillet. La croissance observée dans les services (+0,2 %) a été partiellement neutralisée par le fléchissement de la production des biens (-0,1 %). L'expansion du secteur de l'énergie et du commerce de gros a stimulé la croissance, tandis que le repli des secteurs de la fabrication et du commerce de détail l'a atténuée. Des hausses ont également été notées dans les secteurs de la construction ainsi que dans celui de l'hébergement et des services de restauration. Le secteur de la finance et des assurances et celui de l'extraction de minerais métalliques ont également reculé.

Graphique A.3

Contribution des principaux secteurs industriels, septembre 2007



1. L'éducation, la santé et les administrations publiques.

Le commerce de gros a progressé de 1,0 % en septembre, sa cinquième hausse mensuelle d'affilée. Les ventes de produits alimentaires et de boissons, de véhicules automobiles, ainsi que celles de matériaux de construction ont augmenté. Ces hausses ont été affaiblies par la diminution des ventes de céréales et de graines oléagineuses, d'ordinateurs et d'autres appareils électroniques, de bois d'œuvre et de menuiseries, ainsi que de machines de bureau et d'usage professionnel. Après avoir affiché de très bons résultats en août, le commerce de détail a enregistré une légère baisse de 0,3 % en septembre.

Le secteur de la fabrication a poursuivi son mouvement de repli en septembre (-0,9 %), à la suite des baisses observées en août et en juin, alors que le dollar canadien s'appréciait par rapport à la devise américaine. La production de biens non durables (-0,7 %) et de biens durables (-0,9 %) a diminué. Des 21 grands groupes du secteur de la fabrication, 16 d'entre eux, représentant 78 % de la valeur ajoutée manufacturière totale, ont régressé.

Le secteur de l'énergie a grimpé de 0,8 % en septembre, après être resté stable en août. La production d'électricité a fait un bond de 1,7 % en septembre, tandis que la production de gaz naturel a connu une légère hausse et la production de pétrole brut a glissé. Les activités d'exploration pétrolière et gazière se sont intensifiées (+3,7 %) pour un quatrième mois consécutif, mais restent nettement au-dessous du niveau enregistré au début de 2007.

Le secteur de la construction a progressé de 0,4 % en septembre, soit une cinquième hausse mensuelle consécutive. La croissance observée dans la construction résidentielle (+0,8 %) ainsi que dans les travaux de génie et de réparation (+0,3 %) a plus que compensé le faible repli de la construction de bâtiments non résidentiels (-0,1 %).

La production industrielle (soit celle des mines, des services publics et des fabricants) a diminué de 0,3 % en septembre. La croissance du secteur des services publics et de celui de l'extraction minière n'a pas suffi à faire contreponds au repli du secteur de la fabrication. Aux États-Unis, la production industrielle a augmenté de 0,2 % en septembre. Le secteur de la fabrication et celui de l'extraction minière ont pris de l'expansion, alors que les services publics ont cédé du terrain.

Tableau A.3 Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars aux prix courants								
PIB en termes de revenus et de dépenses								
Rémunération des salariés	730 928 0,5	739 764 1,2	751 268 1,6	767 872 2,2	781 416 1,8	785 172 0,5	694 041 6,0	737 382 6,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	197 444 1,4	201 864 2,2	201 464 -0,2	205 872 2,2	208 444 1,2	213 764 2,6	189 357 11,9	198 859 5,0
Intérêts et revenus divers de placements	65 880 0,4	65 464 -0,6	64 304 -1,8	66 672 3,7	68 740 3,1	66 980 -2,6	61 070 12,9	65 310 6,9
Revenu net des entreprises individuelles	86 064 0,5	86 408 0,4	87 200 0,9	89 244 2,3	91 344 2,4	91 512 0,2	84 957 1,0	86 324 1,6
Impôts moins subventions	164 092 1,4	160 384 -2,3	160 040 -0,2	163 840 2,4	167 724 2,4	168 388 0,4	156 181 4,9	161 582 3,5
Revenu personnel disponible	833 116 -0,2	844 976 1,4	856 616 1,4	875 836 2,2	882 628 0,8	888 184 0,6	791 486 4,3	842 302 6,4
Taux d'épargne personnelle[2]	1,7 ...	1,8 ...	2,2 ...	2,8 ...	1,6 ...	1,3 ...	1,6 ...	2,3 ...
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	750 550 0,9	759 897 1,2	766 839 0,9	773 292 0,8	784 543 1,5	790 397 0,7	724 942 3,8	755 204 4,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	250 155 0,8	251 113 0,4	252 961 0,7	254 395 0,6	256 429 0,8	260 042 1,4	242 557 2,2	250 604 3,3
Formation brute de capital fixe	297 993 0,7	300 447 0,8	303 625 1,1	304 912 0,4	307 871 1,0	313 448 1,8	279 345 8,5	299 468 7,2
Investissement en stocks	17 572 ...	12 838 ...	61 ...	2 469 ...	4 401 ...	15 490 ...	13 575 ...	10 198 ...
Exportations de biens et services	502 355 -0,4	505 539 0,6	508 881 0,7	509 858 0,2	513 714 0,8	516 624 0,6	501 732 2,2	505 344 0,7
Importations de biens et services	544 582 2,4	552 820 1,5	551 615 -0,2	551 726 0,0	562 040 1,9	586 498 4,4	519 435 7,5	545 268 5,0
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 280 142 0,4	1 284 213 0,3	1 288 949 0,4	1 300 021 0,9	1 312 063 0,9	1 321 433 0,7	1 247 780 3,1	1 282 204 2,8
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
PIB aux prix de base, par industrie								
Industries productrices de biens	375 464 -0,8	374 480 -0,3	373 421 -0,3	377 643 1,1	378 710 0,3	378 377 -0,1	371 208 2,7	375 489 1,2
Production industrielle	274 517 -1,3	273 486 -0,4	271 364 -0,8	275 049 1,4	275 885 0,3	274 839 -0,4	274 884 1,6	274 357 -0,2
Secteur de l'énergie	85 772 -0,5	86 638 1,0	84 925 -2,0	86 508 1,9	86 674 0,2	86 726 0,1	85 011 1,6	85 876 1,0
Fabrication	187 315 -1,8	184 920 -1,3	183 590 -0,7	185 630 1,1	186 293 0,4	184 967 -0,7	188 478 1,6	186 631 -1,0
Fabrication de biens non durables	74 464 -1,3	74 031 -0,6	73 355 -0,9	72 738 -0,8	73 420 0,9	73 118 -0,4	75 800 -0,1	74 329 -1,9
Fabrication de biens durables	113 027 -2,1	111 038 -1,8	110 392 -0,6	113 113 2,5	113 076 -0,0	112 041 -0,9	112 814 2,8	112 470 -0,3
Construction	73 596 1,0	74 369 1,1	75 536 1,6	76 115 0,8	76 696 0,8	77 768 1,4	68 527 7,8	74 087 8,1
Industries productrices de services	816 920 0,9	822 022 0,6	827 148 0,6	833 623 0,8	841 930 1,0	849 885 0,9	788 924 3,1	818 862 3,8
Commerce de gros	68 644 1,9	69 239 0,9	68 298 -1,4	69 076 1,1	70 324 1,8	72 243 2,7	63 879 6,0	68 383 7,1
Commerce de détail	68 968 2,0	69 647 1,0	69 847 0,3	71 264 2,0	72 874 2,3	73 309 0,6	65 132 3,6	69 015 6,0
Transport et entreposage	55 493 0,4	55 565 0,1	55 683 0,2	55 808 0,2	56 264 0,8	57 244 1,7	53 802 3,5	55 501 3,2
Finance, assurances, services immobiliers et de location	229 000 0,9	231 525 1,1	234 023 1,1	236 632 1,1	239 166 1,1	240 987 0,8	221 951 3,2	230 362 3,8
Technologies de l'information et des communications	54 271 0,9	54 744 0,9	55 151 0,7	55 772 1,1	56 671 1,6	56 953 0,5	52 262 4,6	54 485 4,3

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Taux actuel.

Section B

PIB en termes de revenus et de dépenses

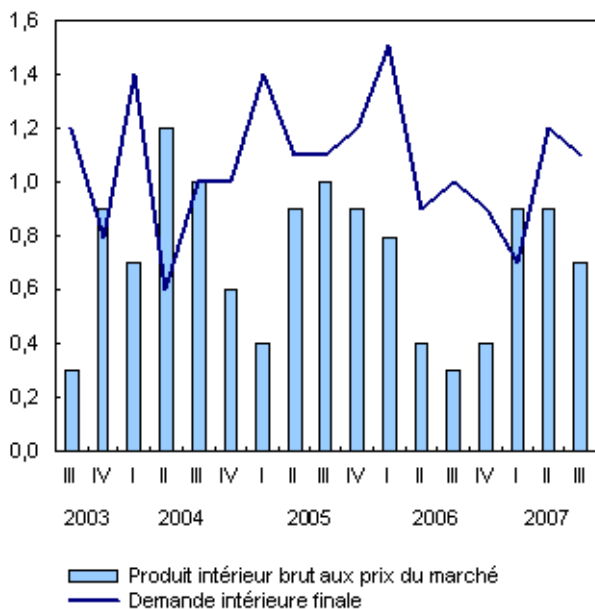
Troisième trimestre de 2007

La croissance économique a légèrement ralenti au troisième trimestre, le produit intérieur brut réel (PIB) ayant progressé de 0,7 %, comparativement à 0,9 % au deuxième trimestre. La demande intérieure finale a conservé sa vigueur (+1,1 %); sa croissance a été supérieure à celle du PIB pour une onzième fois au cours des douze derniers trimestres.

Graphique B.1

La croissance de la demande intérieure finale dépasse celle du PIB

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)

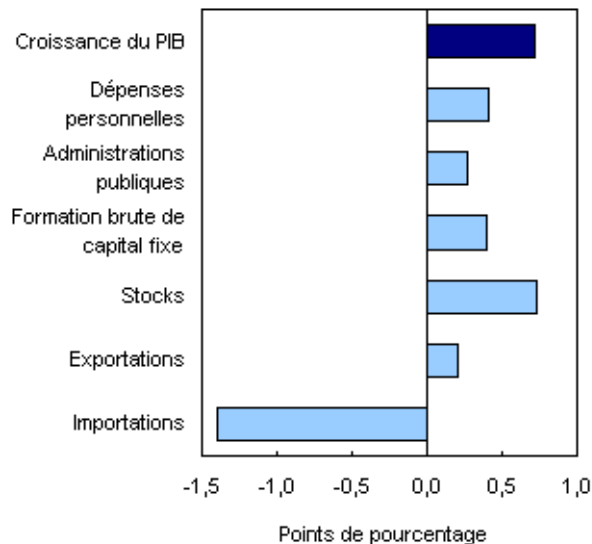


Les dépenses de consommation, vigoureuses au deuxième trimestre, ont ralenti au troisième, tandis que les détaillants et les grossistes ont accru substantiellement leurs stocks. La croissance des importations a nettement dépassé celle des exportations, la valeur du dollar canadien ayant continué de croître de façon importante par rapport à la devise américaine (+5,1 %).

Les entreprises ont tiré parti des prix plus bas en investissant fortement en machines et matériel. L'investissement en logement est demeuré élevé, alimenté par la construction d'habitations neuves, tandis que le marché de la revente connaissait un repli.

Graphique B.2

Contribution à la variation en pourcentage du PIB, troisième trimestre de 2007



La croissance du revenu du travail a ralenti par rapport au premier semestre de 2007, tandis que le revenu personnel disponible a connu une hausse modeste. Les bénéfices des sociétés ont pour leur part augmenté en raison des gains importants réalisés par les banques.

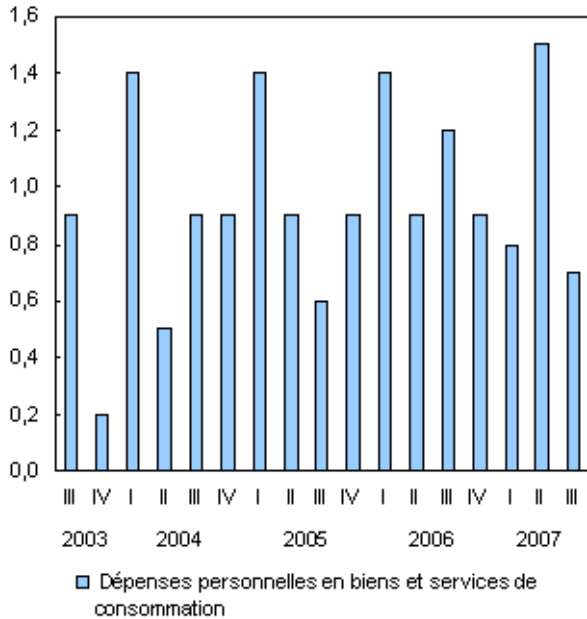
L'économie canadienne a enregistré un taux de croissance annualisé de 2,9 % au troisième trimestre, comparativement à 4,9 % pour l'économie américaine.

La croissance des dépenses de consommation ralentit

La croissance des dépenses de consommation est passée à 0,7 % au troisième trimestre, ce qui représente moins de la moitié de celle observée au deuxième; il s'agit de la plus faible hausse au cours des deux dernières années. La consommation de biens tant durables que non durables a légèrement fléchi en raison de la faiblesse de la demande de produits automobiles et de produits de l'énergie.

Graphique B.3**Ralentissement des dépenses de consommation après un deuxième trimestre fort**

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



Les achats de véhicules automobiles neufs et d'occasion faits par les consommateurs, qui avaient augmenté de 3,9 % au deuxième trimestre, ont fortement reculé (-2,6 %) au troisième. Il y a eu également une baisse des dépenses relatives aux pièces et réparation de véhicules automobiles ainsi qu'aux carburants. La consommation d'électricité, de gaz naturel et d'autres combustibles a aussi diminué.

La vigueur soutenue du marché de l'habitation a stimulé les dépenses en meubles et appareils ménagers. Les dépenses liées à l'achat de matériel de loisir, de sport et de camping ainsi que de vêtements et chaussures ont également été fortes.

La consommation de services a progressé au même rythme qu'au deuxième trimestre, c'est-à-dire de 1,1 %. Les dépenses nettes à l'étranger ont augmenté de façon importante pour un deuxième trimestre consécutif, la vigueur du dollar ayant entraîné une hausse des dépenses de voyage des Canadiens à l'étranger (entre autres les automobiles et les camions achetés aux États-Unis puis ramenés au Canada) et ayant restreint les dépenses des visiteurs au Canada.

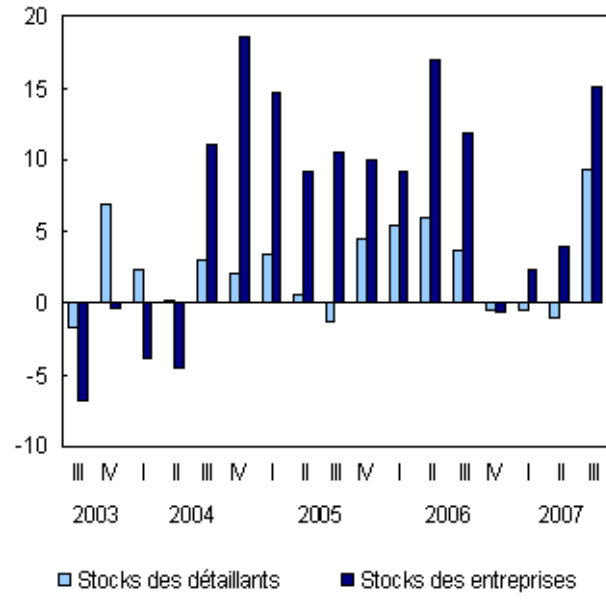
Constitution importante de stocks

Les entreprises ont consacré 15 milliards de dollars à l'augmentation de leurs stocks non agricoles de biens et de matériaux au troisième trimestre, après deux trimestres de légères hausses.

La part de cette accumulation de stocks attribuable aux détaillants dépasse légèrement les 9 milliards de dollars, les véhicules automobiles représentant près de la moitié de ces nouveaux stocks. Les grossistes ont eux aussi accru substantiellement leurs stocks de véhicules automobiles ainsi que de machines et matériel.

Graphique B.4**Importante accumulation des stocks des détaillants**

Milliards de dollars enchaînés (2002)



En dépit d'une diminution de 0,7 % de la production, les fabricants ont accumulé des stocks pour un deuxième trimestre de suite, l'augmentation des stocks de biens finis ayant plus que contrebalancé la diminution des stocks de matières premières. Les stocks agricoles ont quant à eux diminué pour un troisième trimestre consécutif, les agriculteurs ayant écoulé leurs céréales à des prix gonflés par la demande de biocarburants.

Le ratio des stocks aux ventes pour l'ensemble de l'économie a atteint 0,66, les stocks pouvant suffire pour 61 jours de ventes au rythme actuel, ce qui correspond au ratio moyen des quatre trimestres précédents (0,67).

La croissance des importations dépasse largement celle des exportations

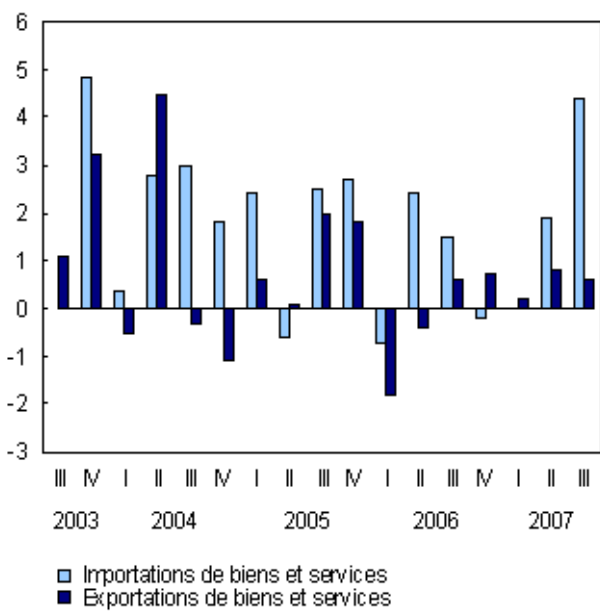
Les importations de biens et de services ont bondi de 4,4 % au troisième trimestre après avoir augmenté de 1,9 % au deuxième trimestre. La croissance des importations a maintenant dépassé celle des exportations au cours de douze des dix-sept derniers trimestres. On observe une hausse pour chacune des principales catégories de biens importés, exception faite des produits de l'énergie.

Les entreprises canadiennes ont effectué d'importants investissements en machines et matériel nouveaux, dont les importations ont de ce fait grimpé de 6,4 %. Les aéronefs et les moteurs et pièces d'aéronef ont dominé cette catégorie. Les produits automobiles et les autres biens de consommation ont aussi progressé de façon marquée.

Les importations de voyages ont enregistré une forte hausse pour un deuxième trimestre de suite, l'appréciation du dollar canadien ayant eu pour effet de stimuler les dépenses de voyage à l'étranger des Canadiens.

Graphique B.5
La croissance des importations dépasse celle des exportations

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



Les exportations de biens et de services ont connu une croissance de 0,6 % au troisième trimestre, comparativement à 0,8 % au deuxième. Depuis le quatrième trimestre de 2002, qui a marqué le début de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine, les exportations n'ont progressé que de 7,7 %; pendant cette période, la croissance des importations de biens et de services a été de 34 %. L'écart n'est cependant pas aussi marqué lorsqu'on l'exprime en prix courants, la croissance des exportations au cours de la même période étant alors de 9,3 % et celle des importations, de seulement 15 %.

Ce sont les biens et matériaux industriels, les produits automobiles et les produits de l'énergie qui ont stimulé la croissance des exportations au cours du trimestre. Les exportations de biens et matériaux industriels ont augmenté de 4,5 %, ce qui constitue la plus forte croissance enregistrée depuis un an, en raison notamment de l'augmentation des livraisons de minerai de nickel. Pour leur part, les livraisons de produits automobiles ont crû de 2,0 % après avoir connu un recul au cours des deux trimestres précédents. Les exportations de produits de l'énergie ont augmenté de 1,4 % en raison de la hausse des livraisons de pétrole et de gaz naturel au sud de la frontière.

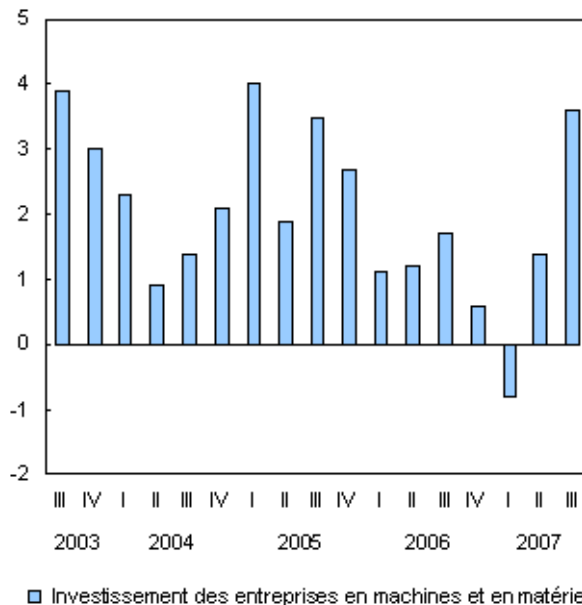
Les conflits de travail dans le secteur forestier en Colombie-Britannique ainsi que le relâchement persistant de la construction résidentielle aux États-Unis ont contribué à la forte diminution (-6,2 %) des exportations de produits de la forêt, en particulier le bois d'œuvre et les autres semi-produits en bois. La production du secteur de la foresterie et de l'exploitation forestière a fléchi de 7,2 %.

Important investissement en machines et matériel

L'investissement des entreprises en machines et matériel s'est accéléré au troisième trimestre, ayant progressé de 3,6 %, soit à un taux plus de deux fois supérieur à celui du deuxième trimestre et le plus élevé à avoir été enregistré au cours des dix derniers trimestres.

Graphique B.6
Hausse importante de l'investissement des entreprises en machines et matériel

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



L'investissement en autre équipement de transport a grimpé de 14 %, surtout en raison des dépenses en immobilisations du secteur du transport aérien. Il y a également eu de vigoureuses hausses des dépenses en équipement de télécommunications, en ordinateurs et autre matériel de bureau ainsi qu'en logiciels.

À l'opposé, les dépenses en camions ont fléchi pour une troisième fois de suite, cette fois de 2,8 %.

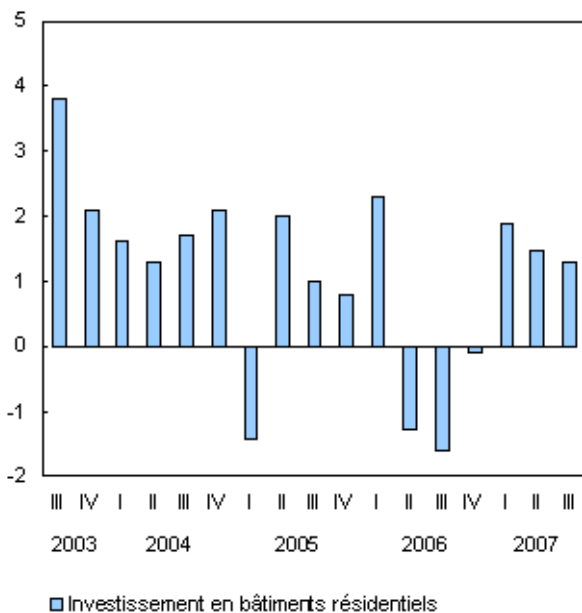
L'investissement en logement poursuit sa progression

L'investissement en logement a de nouveau connu une solide croissance au cours du troisième trimestre. L'investissement total en bâtiments résidentiels a augmenté de 4,8 % au cours des trois derniers trimestres, alors qu'il avait reculé de 2,9 % au cours des trois trimestres antérieurs.

Graphique B.7

Un autre trimestre fort pour l'investissement en logement

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



Cette vigueur découle des activités de construction d'habitations neuves, le nombre de mises en chantier ayant atteint 247 400 au taux annuel au troisième trimestre. Les activités de rénovation ont également joué un rôle, ayant progressé de 1,2 %, soit à un rythme deux fois plus élevé qu'au deuxième trimestre.

Le marché de la revente a fléchi durant les mois d'été, les coûts de transfert de propriété (qui comprennent les commissions de courtage immobilier) ayant reculé de 1,6 % après avoir enregistré des hausses importantes au cours des deux trimestres précédents.

La progression du revenu du travail a ralenti par rapport au premier semestre de 2007

Le revenu du travail a augmenté de 0,5 % au troisième trimestre, soit moins du tiers de sa progression au premier et au deuxième trimestres, au cours desquels des paiements spéciaux au titre de l'équité salariale au Québec et des cotisations spéciales aux fonds de retraite à Terre-Neuve-et-Labrador avaient stimulé le revenu du travail. Si l'on fait exception de ces paiements spéciaux, la croissance du revenu du travail se serait établie à 1,8 % au premier trimestre, à 1,6 % au second et à 1,2 % au troisième.

L'emploi ainsi que la rémunération hebdomadaire moyenne étaient en hausse au cours du trimestre, tandis que le taux de chômage a légèrement fléchi pour atteindre son point le plus bas des trente dernières années. La masse salariale a augmenté de 3,3 % dans le secteur de la construction mais a diminué de 0,9 % dans celui de la fabrication.

Le revenu personnel disponible a augmenté au troisième trimestre. Les paiements effectués par les particuliers au titre de l'impôt sur le revenu ont baissé de 1,3 % par rapport au niveau élevé du deuxième trimestre, atteint en raison de l'impôt perçu sur les gains en capital rapportés dans leurs déclarations de revenus. Le taux d'épargne personnelle a glissé à 1,3 %, et l'on a observé une hausse importante des emprunts hypothécaires des ménages pour un troisième trimestre consécutif.

Hausse des bénéfices des sociétés

Les bénéfices des sociétés avant impôts ont augmenté de 2,6 %, ce qui représente le rythme le plus rapide en près de deux ans. Cette progression tient notamment aux gains réalisés dans le secteur bancaire. Les secteurs de l'extraction de pétrole et de gaz ainsi que du raffinage du pétrole et des produits du charbon ont également connu de bons résultats à ce chapitre, tout comme les détaillants et les grossistes.

L'affaiblissement des exportations et les conflits de travail dans le secteur forestier en Colombie-Britannique ont contribué à la diminution des bénéfices des producteurs de bois et de papier, tandis que la baisse des prix des produits de base a entraîné un recul des bénéfices dans le secteur de l'exploitation minière (exception faite des combustibles minéraux).

Prix pour l'ensemble de l'économie

L'indice des prix en chaîne du PIB a légèrement reculé au troisième trimestre (-0,3 %) après avoir progressé de 1,3 % au deuxième trimestre.

Cela tient pour une part au fléchissement des prix au niveau des exportations des produits de l'énergie, l'indice des prix du PIB excluant l'énergie ayant légèrement progressé de 0,2 %. Les paiements spéciaux ayant influé sur le revenu du travail dans le secteur des administrations publiques (dont il a été fait mention précédemment) ont aussi joué un rôle; si on les exclut également, les prix pour l'ensemble de l'économie ont augmenté de 0,5 % au troisième trimestre et de 1,4 % au deuxième.

La valeur du dollar canadien a augmenté de 5,1 % par rapport à la devise américaine au troisième trimestre, tandis que l'indice de prix en chaîne des importations a reculé de 2,8 %. Les prix des biens de consommation ont diminué au cours du trimestre, tout comme les prix des machines et matériel achetés par les entreprises.

Tableau B.1 Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Rémunération des salariés	730 928 0,5	739 764 1,2	751 268 1,6	767 872 2,2	781 416 1,8	785 172 0,5	694 041 6,0	737 382 6,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	197 444 1,4	201 864 2,2	201 464 -0,2	205 872 2,2	208 444 1,2	213 764 2,6	189 357 11,9	198 859 5,0
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	14 156 1,8	13 668 -3,4	13 556 -0,8	15 096 11,4	15 308 1,4	15 256 -0,3	14 578 12,8	13 823 -5,2
Intérêts et revenus divers de placements	65 880 0,4	65 464 -0,6	64 304 -1,8	66 672 3,7	68 740 3,1	66 980 -2,6	61 070 12,9	65 310 6,9
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	240 -40,0	268 11,7	468 74,6	1 008 115,4	1 876 86,1	1 436 -23,5	1 321 -57,5	344 -74,0
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	85 824 0,7	86 140 0,4	86 732 0,7	88 236 1,7	89 468 1,4	90 076 0,7	83 636 3,2	85 980 2,8
Ajustement de la valeur des stocks	-444 ...	-1 376 ...	-5 820 ...	-2 760 ...	4 192 ...	2 700 ...	-933 ...	-1 775 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	64 448 1,1	64 620 0,3	64 880 0,4	66 132 1,9	66 892 1,1	67 340 0,7	61 847 4,8	64 421 4,2
Produit intérieur net aux prix de base	1 158 476 0,6	1 170 412 1,0	1 176 852 0,6	1 208 128 2,7	1 236 336 2,3	1 242 724 0,5	1 104 917 7,0	1 164 344 5,4
Impôts moins subventions, sur produits	99 644 1,6	95 764 -3,9	95 160 -0,6	97 708 2,7	100 832 3,2	101 048 0,2	94 334 5,0	97 161 3,0
Provisions pour consommation de capital	183 876 1,1	185 752 1,0	187 504 0,9	189 796 1,2	192 056 1,2	194 352 1,2	176 338 4,8	184 750 4,8
Divergence statistique	224 ...	468 ...	-268 ...	376 ...	896 ...	-652 ...	-509 ...	52 ...
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 442 220 0,8	1 452 396 0,7	1 459 248 0,5	1 496 008 2,5	1 530 120 2,3	1 537 472 0,5	1 375 080 6,5	1 446 307 5,2

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau B.2 Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	799 220 1,4	809 776 1,3	817 020 0,9	830 552 1,7	847 460 2,0	854 152 0,8	760 701 5,6	803 502 5,6
Biens durables	104 784 1,0	106 808 1,9	107 560 0,7	109 212 1,5	112 992 3,5	112 388 -0,5	100 014 4,7	105 716 5,7
Biens semi-durables	66 664 1,5	67 444 1,2	67 484 0,1	69 184 2,5	69 976 1,1	71 296 1,9	63 055 4,0	66 818 6,0
Biens non durables	196 540 1,9	197 692 0,6	195 196 -1,3	199 592 2,3	204 348 2,4	203 192 -0,6	187 836 6,2	195 572 4,1
Services	431 232 1,3	437 832 1,5	446 780 2,0	452 564 1,3	460 144 1,7	467 276 1,5	409 796 5,8	435 396 6,2
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	277 720 -0,0	280 064 0,8	283 640 1,3	290 148 2,3	296 168 2,1	296 220 0,0	262 650 5,5	279 806 6,5
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	40 128 2,0	40 668 1,3	41 208 1,3	41 580 0,9	42 116 1,3	42 772 1,6	36 296 13,1	40 336 11,1
Investissement des administrations publiques en stocks	-96 ...	-116 ...	-52 ...	8 ...	-60 ...	100 ...	27 ...	-41 ...
Formation brute de capital fixe des entreprises	274 660 1,3	280 012 1,9	285 852 2,1	292 428 2,3	297 460 1,7	303 184 1,9	253 074 10,3	277 885 9,8
Bâtiments résidentiels	98 160 1,3	98 552 0,4	99 900 1,4	103 564 3,7	107 012 3,3	109 700 2,5	89 791 8,3	98 386 9,6
Ouvrages non résidentiels et équipement	176 500 1,4	181 460 2,8	185 952 2,5	188 864 1,6	190 448 0,8	193 484 1,6	163 283 11,4	179 499 9,9
Ouvrages non résidentiels	83 980 3,9	87 368 4,0	90 620 3,7	93 256 2,9	95 512 2,4	97 320 1,9	72 674 17,1	85 698 17,9
Machines et matériel	92 520 -0,8	94 092 1,7	95 332 1,3	95 608 0,3	94 936 -0,7	96 164 1,3	90 609 7,3	93 801 3,5
Investissement des entreprises en stocks	15 440 ...	11 640 ...	-1 840 ...	-848 ...	336 ...	13 320 ...	9 642 ...	7 824 ...
Non agricoles	16 416 ...	11 992 ...	-1 516 ...	328 ...	1 252 ...	14 668 ...	9 038 ...	8 369 ...
Agricultures	-976 ...	-352 ...	-324 ...	-1 176 ...	-916 ...	-1 348 ...	604 ...	-545 ...
Exportations de biens et services	518 504 -0,8	526 512 1,5	531 240 0,9	547 624 3,1	546 664 -0,2	533 340 -2,4	520 379 5,1	524 706 0,8
Biens	449 124 -1,2	457 168 1,8	462 028 1,1	477 924 3,4	476 840 -0,2	463 968 -2,7	451 779 5,3	455 696 0,9
Services	69 380 1,9	69 344 -0,1	69 212 -0,2	69 700 0,7	69 824 0,2	69 372 -0,6	68 600 3,5	69 010 0,6
Moins : Importations de biens et services	483 136 2,0	495 696 2,6	498 088 0,5	505 112 1,4	499 128 -1,2	506 268 1,4	468 197 6,2	487 660 4,2
Biens	400 520 2,0	411 860 2,8	412 692 0,2	419 508 1,7	411 472 -1,9	419 648 2,0	388 282 6,9	404 391 4,1
Services	82 616 1,7	83 836 1,5	85 396 1,9	85 604 0,2	87 656 2,4	86 620 -1,2	79 915 3,2	83 269 4,2
Divergence statistique	-220 ...	-464 ...	268 ...	-372 ...	-896 ...	652 ...	508 ...	-51 ...
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 442 220 0,8	1 452 396 0,7	1 459 248 0,5	1 496 008 2,5	1 530 120 2,3	1 537 472 0,5	1 375 080 6,5	1 446 307 5,2
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 391 728</i> <i>1,1</i>	<i>1 410 520</i> <i>1,4</i>	<i>1 427 720</i> <i>1,2</i>	<i>1 454 708</i> <i>1,9</i>	<i>1 483 204</i> <i>2,0</i>	<i>1 496 328</i> <i>0,9</i>	<i>1 312 721</i> <i>6,7</i>	<i>1 401 529</i> <i>6,8</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau B.3 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	750 550	759 897	766 839	773 292	784 543	790 397	724 942	755 204
	0,9	1,2	0,9	0,8	1,5	0,7	3,8	4,2
Biens durables	108 498	111 390	112 667	114 479	118 527	118 279	102 468	109 755
	1,9	2,7	1,1	1,6	3,5	-0,2	5,3	7,1
Biens semi-durables	68 138	69 351	69 700	71 423	72 030	73 669	63 866	68 529
	1,8	1,8	0,5	2,5	0,8	2,3	4,3	7,3
Biens non durables	170 187	171 346	171 030	172 125	174 262	173 982	167 859	170 305
	0,9	0,7	-0,2	0,6	1,2	-0,2	1,9	1,5
Services	404 747	409 104	414 880	416 956	421 714	426 562	391 140	407 772
	0,6	1,1	1,4	0,5	1,1	1,1	4,3	4,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	250 155	251 113	252 961	254 395	256 429	260 042	242 557	250 604
	0,8	0,4	0,7	0,6	0,8	1,4	2,2	3,3
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	37 914	37 955	38 336	38 141	38 220	38 829	35 086	37 929
	1,1	0,1	1,0	-0,5	0,2	1,6	10,9	8,1
Investissement des administrations publiques en stocks	-84	-96	-40	8	-52	84	24	-33

Formation brute de capital fixe des entreprises	260 075	262 489	265 286	266 766	269 645	274 613	244 256	261 536
	0,7	0,9	1,1	0,6	1,1	1,8	8,1	7,1
Bâtiments résidentiels	78 974	77 711	77 690	79 239	80 373	81 403	76 976	78 604
	-1,3	-1,6	-0,0	2,0	1,4	1,3	3,5	2,1
Ouvrages non résidentiels et équipement	182 598	186 880	189 984	189 580	191 256	195 387	168 019	184 693
	1,8	2,3	1,7	-0,2	0,9	2,2	10,8	9,9
Ouvrages non résidentiels	70 523	72 651	74 707	75 011	75 276	75 808	63 480	71 667
	2,5	3,0	2,8	0,4	0,4	0,7	10,8	12,9
Machines et matériel	111 598	113 532	114 184	113 264	114 865	119 054	104 641	112 390
	1,2	1,7	0,6	-0,8	1,4	3,6	10,8	7,4
Investissement des entreprises en stocks	17 668	12 953	112	2 460	4 459	15 388	13 544	10 238

Non agricoles	16 943	11 893	-721	2 302	3 989	15 098	11 055	9 301

Agricultures	-483	63	156	-756	-433	-760	2 004	17

Exportations de biens et services	502 355	505 539	508 881	509 858	513 714	516 624	501 732	505 344
	-0,4	0,6	0,7	0,2	0,8	0,6	2,2	0,7
Biens	437 427	441 107	444 776	445 977	449 577	452 792	436 649	440 950
	-0,7	0,8	0,8	0,3	0,8	0,7	2,4	1,0
Services	64 931	64 471	64 172	63 958	64 219	63 939	65 105	64 432
	1,2	-0,7	-0,5	-0,3	0,4	-0,4	1,0	-1,0
Moins : Importations de biens et services	544 582	552 820	551 615	551 726	562 040	586 498	519 435	545 268
	2,4	1,5	-0,2	0,0	1,9	4,4	7,5	5,0
Biens	454 479	462 483	461 088	462 216	468 617	492 443	432 703	455 279
	2,6	1,8	-0,3	0,2	1,4	5,1	8,1	5,2
Services	90 235	90 513	90 687	89 721	93 512	94 380	86 834	90 131
	1,3	0,3	0,2	-1,1	4,2	0,9	4,5	3,8
Divergence statistique	-195	-410	237	-323	-768	560	464	-45

Produit intérieur brut aux prix du marché	1 280 142	1 284 213	1 288 949	1 300 021	1 312 063	1 321 433	1 247 780	1 282 204
	0,4	0,3	0,4	0,9	0,9	0,7	3,1	2,8
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 297 838</i>	<i>1 310 523</i>	<i>1 322 465</i>	<i>1 331 601</i>	<i>1 347 749</i>	<i>1 362 872</i>	<i>1 246 194</i>	<i>1 304 376</i>
	0,9	1,0	0,9	0,7	1,2	1,1	4,5	4,7

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilise des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

Tableau B.4 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006	
	variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre aux taux annuels, dollars enchaînés (2002)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	3,8	5,1	3,7	3,4	5,9	3,0	3,8	4,2	
Biens durables	7,9	11,1	4,7	6,6	14,9	-0,8	5,3	7,1	
Biens semi-durables	7,4	7,3	2,0	10,3	3,4	9,4	4,3	7,3	
Biens non durables	3,7	2,8	-0,7	2,6	5,1	-0,6	1,9	1,5	
Services	2,4	4,4	5,8	2,0	4,6	4,7	4,3	4,3	
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	3,2	1,5	3,0	2,3	3,2	5,8	2,2	3,3	
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	4,4	0,4	4,1	-2,0	0,8	6,5	10,9	8,1	
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	-172	-12	56	48	-60	136	4	-57	
Formation brute de capital fixe des entreprises	2,8	3,8	4,3	2,3	4,4	7,6	8,1	7,1	
Bâtiments résidentiels	-5,2	-6,2	-0,1	8,2	5,8	5,2	3,5	2,1	
Ouvrages non résidentiels et équipement	7,5	9,7	6,8	-0,8	3,6	8,9	10,8	9,9	
Ouvrages non résidentiels	10,5	12,6	11,8	1,6	1,4	2,9	10,8	12,9	
Machines et matériel	5,0	7,1	2,3	-3,2	5,8	15,4	10,8	7,4	
Investissement des entreprises en stocks[2]	7 450	-4 715	-12 841	2 348	1 999	10 929	5 653	-3 307	
Non agricoles[2]	7 853	-5 050	-12 614	3 023	1 687	11 109	5 751	-1 754	
Agricoles[2]	-816	546	93	-912	323	-327	-386	-1 987	
Exportations de biens et services	-1,8	2,6	2,7	0,8	3,1	2,3	2,2	0,7	
Biens	-2,8	3,4	3,4	1,1	3,3	2,9	2,4	1,0	
Services	4,9	-2,8	-1,8	-1,3	1,6	-1,7	1,0	-1,0	
Moins : Importations de biens et services	9,8	6,2	-0,9	0,1	7,7	18,6	7,5	5,0	
Biens	10,7	7,2	-1,2	1,0	5,7	21,9	8,1	5,2	
Services	5,3	1,2	0,8	-4,2	18,0	3,8	4,5	3,8	
Divergence statistique[2]	-384	-215	647	-560	-445	1 328	637	-509	
Produit intérieur brut aux prix du marché	1,5	1,3	1,5	3,5	3,8	2,9	3,1	2,8	
<i>Demande intérieure finale</i>	3,5	4,0	3,7	2,8	4,9	4,6	4,5	4,7	

1. Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2. Variation en millions de dollars, aux taux annuels.

Tableau B.5 Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,520	0,689	0,509	0,469	0,805	0,414	2,146	2,284
Biens durables	0,138	0,193	0,084	0,118	0,256	-0,015	0,391	0,506
Biens semi-durables	0,083	0,082	0,023	0,113	0,039	0,104	0,200	0,328
Biens non durables	0,123	0,093	-0,025	0,086	0,165	-0,021	0,269	0,196
Services	0,177	0,322	0,427	0,153	0,344	0,347	1,286	1,254
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,153	0,074	0,142	0,110	0,155	0,271	0,426	0,629
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,030	0,003	0,028	-0,014	0,006	0,044	0,269	0,214
Investissement des administrations publiques en stocks	-0,014	-0,001	0,004	0,004	-0,004	0,010	0,000	-0,005
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,131	0,177	0,206	0,109	0,210	0,359	1,437	1,299
Bâtiments résidentiels	-0,091	-0,110	-0,002	0,136	0,099	0,090	0,230	0,140
Ouvrages non résidentiels et équipement	0,222	0,287	0,208	-0,027	0,111	0,268	1,207	1,159
Ouvrages non résidentiels	0,143	0,176	0,171	0,025	0,022	0,044	0,526	0,687
Machines et matériel	0,079	0,111	0,037	-0,053	0,089	0,224	0,680	0,472
Investissement des entreprises en stocks	0,512	-0,327	-0,886	0,160	0,133	0,716	0,379	-0,261
Non agricoles	0,556	-0,358	-0,892	0,211	0,114	0,735	0,404	-0,133
Agricultures	-0,044	0,031	0,005	-0,051	0,019	-0,019	-0,025	-0,129
Exportations de biens et services	-0,162	0,229	0,240	0,070	0,274	0,200	0,849	0,262
Biens	-0,220	0,263	0,262	0,086	0,255	0,220	0,797	0,316
Services	0,058	-0,034	-0,022	-0,016	0,019	-0,020	0,052	-0,054
Moins : Importations de biens et services	0,776	0,508	-0,075	0,007	0,618	1,401	2,492	1,623
Biens	0,703	0,491	-0,086	0,069	0,380	1,349	2,224	1,407
Services	0,073	0,018	0,011	-0,062	0,238	0,053	0,268	0,216
Divergence statistique	-0,030	-0,017	0,050	-0,043	-0,034	0,101	0,052	-0,041
Produit intérieur brut aux prix du marché	0,363	0,318	0,369	0,859	0,926	0,714	3,066	2,759
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>0,833</i>	<i>0,943</i>	<i>0,886</i>	<i>0,674</i>	<i>1,176</i>	<i>1,087</i>	<i>4,277</i>	<i>4,427</i>

1. Les données en dollars enchaînés (2002) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de la croissance du PIB.

Tableau B.6 Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (2002 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	106,5 0,5	106,6 0,1	106,5 -0,1	107,4 0,8	108,0 0,6	108,1 0,1	104,9 1,7	106,4 1,4
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	111,0 -0,8	111,5 0,5	112,1 0,5	114,1 1,8	115,5 1,2	113,9 -1,4	108,3 3,3	111,6 3,1
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	105,8 0,9	107,1 1,2	107,5 0,4	109,0 1,4	110,2 1,1	110,2 0,0	103,4 2,0	106,3 2,8
Formation brute de capital fixe des entreprises	105,6 0,7	106,7 1,0	107,8 1,0	109,6 1,7	110,3 0,6	110,4 0,1	103,6 2,0	106,3 2,6
Exportations de biens et services	103,2 -0,4	104,1 0,9	104,4 0,3	107,4 2,9	106,4 -0,9	103,2 -3,0	103,7 2,8	103,8 0,1
Importations de biens et services	88,7 -0,3	89,7 1,1	90,3 0,7	91,6 1,4	88,8 -3,1	86,3 -2,8	90,2 -1,2	89,4 -0,8
Produit intérieur brut aux prix du marché	112,7 0,4	113,1 0,4	113,2 0,1	115,1 1,7	116,6 1,3	116,3 -0,3	110,2 3,4	112,8 2,4
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>107,2 0,2</i>	<i>107,6 0,4</i>	<i>108,0 0,4</i>	<i>109,2 1,1</i>	<i>110,1 0,8</i>	<i>109,8 -0,3</i>	<i>105,3 2,1</i>	<i>107,5 2,0</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

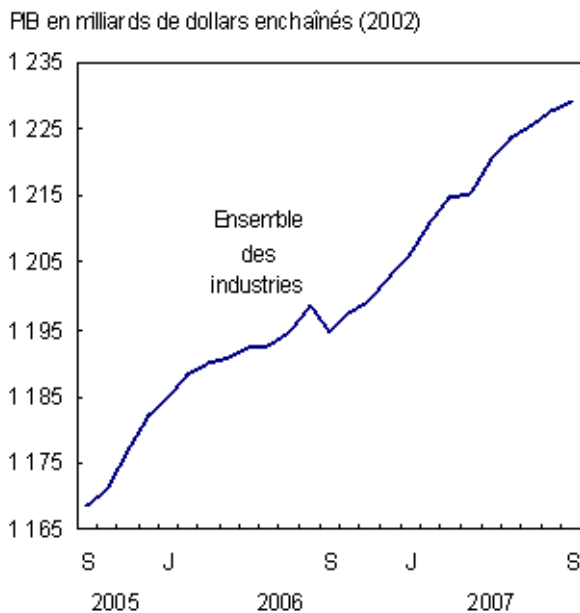
Section C PIB par industrie

Septembre 2007 et troisième trimestre de 2007

L'activité économique a augmenté de 0,1 % en septembre, après avoir progressé de 0,2 % en août et de 0,1 % en juillet. La croissance observée dans les services (+0,2 %) a été partiellement neutralisée par le fléchissement de la production des biens (-0,1 %). L'expansion du secteur de l'énergie et du commerce de gros a stimulé la croissance, tandis que le repli des secteurs de la fabrication et du commerce de détail l'a atténuée. Des hausses ont également été notées dans la construction ainsi que dans le secteur de l'hébergement et des services de restauration. Le secteur de la finance et des assurances et l'extraction de minerais métalliques ont également reculé.

Graphique C.1

Légère croissance de l'activité économique

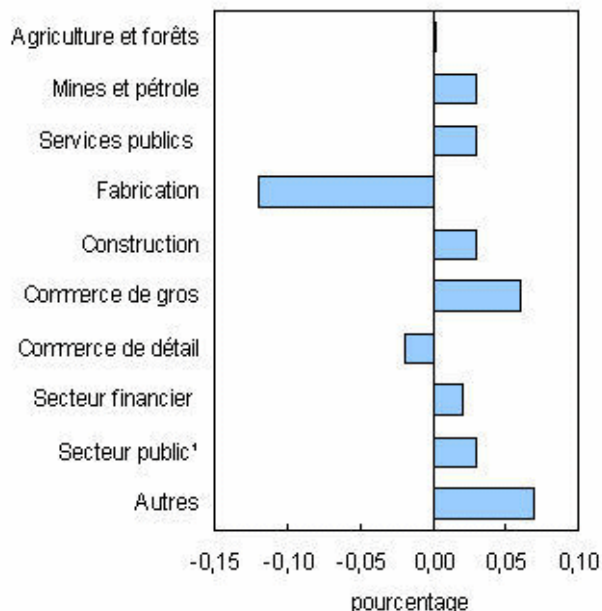


Forte avancée du commerce de gros

Le commerce de gros a progressé de 1,0 % en septembre, sa cinquième hausse mensuelle d'affilée. Les ventes de produits alimentaires et de boissons, de véhicules automobiles et de matériaux de construction ont augmenté. Il en a été de même pour les ventes en gros d'articles ménagers et personnels, de produits métalliques et de produits pétroliers. Ces hausses ont été affaiblies par la diminution des ventes de céréales et de graines oléagineuses, d'ordinateurs et d'autres appareils électroniques, de bois d'œuvre et de menuiseries, ainsi que de machines de bureau et d'usage professionnel.

Graphique C.2

Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale - Septembre 2007



1. L'éducation, la santé et les administrations publiques.

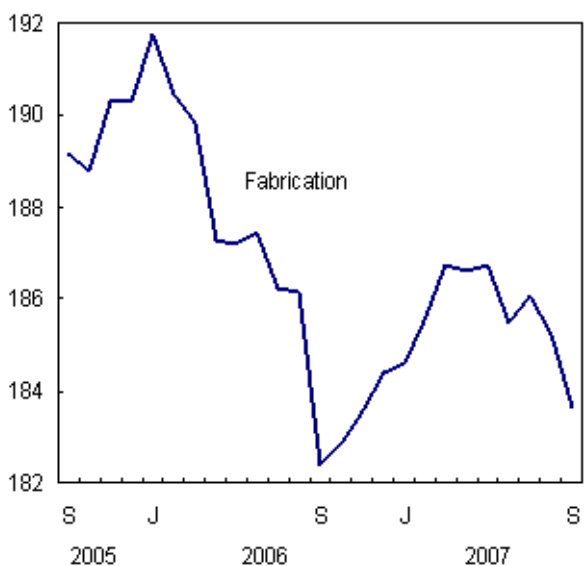
Le secteur de la fabrication fléchit pour un deuxième mois d'affilée

En septembre, le secteur de la fabrication a poursuivi son mouvement de repli (-0,9 %), à la suite des baisses d'août et de juin, alors que dollar canadien s'appréciait vis-à-vis de la devise américaine. La production de biens non durables (-0,7 %) et de biens durables (-0,9 %) a diminué. Des 21 grands groupes du secteur de la fabrication, 16 d'entre eux, représentant 78 % de la valeur ajoutée manufacturière totale, ont régressé.

Les industries des produits en papier, des véhicules automobiles, des produits alimentaires, des ordinateurs et des produits électroniques ont toutes accusé des baisses considérables. Des hausses sensibles ont été observées dans les sous-secteurs des produits chimiques et de l'impression.

Graphique C.3**Le secteur de la fabrication en forte baisse**

PIB en milliards de dollars enchaînés (2002)



La production industrielle (soit celle des mines, des services publics et des fabricants) a diminué de 0,3 % en septembre. La croissance du secteur des services publics et de celui de l'extraction minière n'a pas suffi à faire contreponds au repli du secteur de la fabrication. Aux États-Unis, la production industrielle a augmenté de 0,2 % en septembre. Le secteur de la fabrication et celui de l'extraction minière ont pris de l'expansion, alors que les services publics ont cédé du terrain.

Le secteur de l'énergie prend de l'expansion

Le secteur de l'énergie a grimpé de 0,8 % en septembre, après être resté stable en août. La production d'électricité a fait un bond de 1,7 % en septembre, grâce à la vigueur de la production d'hydroélectricité. La production de gaz naturel a connu une légère hausse, tandis que la production de pétrole brut a glissé. Les activités d'exploration pétrolière et gazière se sont intensifiées (+3,7 %) pour un quatrième mois consécutif, mais restent nettement au-dessous du niveau enregistré au début de 2007.

La production du secteur de l'extraction minière excluant le pétrole et de gaz a fléchi de 0,1 % en septembre. Les baisses accusées par les mines de métaux ont été partiellement contrebalancées par l'intensification des activités d'extraction de minéraux non métalliques (qui comprennent les diamants). En particulier, la production des mines de cuivre, de nickel, de plomb et de zinc est revenue à un niveau plus normal après avoir atteint un sommet sans précédent en août.

La construction progresse

Le secteur de la construction a progressé de 0,4 % en septembre, une cinquième hausse mensuelle consécutive. La croissance relevée dans la construction résidentielle (+0,8 %) ainsi que dans les travaux de génie et de réparation (+0,3 %) a plus que compensé le faible repli de la construction de bâtiments non résidentiels (-0,1 %). La construction de maisons unifamiliales et de bâtiments à logements multiples a stimulé la construction résidentielle. Pour le deuxième mois d'affilée, la construction de bâtiments industriels a augmenté et la construction de bâtiments commerciaux et publics s'est repliée. Les travaux de génie ont fait du surplace.

Après les niveaux records d'activité observés en juin et en juillet, le marché de la revente de maisons a connu, en septembre, une deuxième baisse mensuelle d'affilée, en raison de la chute marquée des ventes sur les principaux marchés. Ce relâchement s'est traduit par une diminution de 1,6 % des activités des agents et des courtiers immobiliers en septembre.

Le commerce de détail recule

Après de très bons résultats en août, le commerce de détail accuse une légère baisse de 0,3 % en septembre. Les ventes des concessionnaires de véhicules automobiles neufs et d'occasion ont diminué, tout comme celles des magasins d'ordinateurs, des pharmacies et des magasins de produits de soins personnels. Les ventes des détaillants de produits alimentaires et de boissons, de matériaux de construction et celles des magasins de marchandises diverses (qui comprennent les grands magasins) ont augmenté.

Autres industries

Le secteur de la finance et des assurances s'est contracté de 0,1 %. Le recul du secteur des assurances n'a été que partiellement contrebalancé par la légère progression des activités bancaires. Les activités du secteur de l'hébergement et des services de restauration ont progressé de 1,1 % en septembre. Le nombre de voyageurs internationaux ayant fait des séjours d'une nuit ou plus au Canada a grimpé de 1,9 %, et la majeure partie de cette croissance est attribuable aux visiteurs en provenance des États-Unis.

Troisième trimestre de 2007

Au troisième trimestre de 2007, l'activité économique a progressé un peu moins vite qu'au deuxième. L'activité économique canadienne s'est accrue de 0,1 % en septembre, après avoir augmenté de 0,2 % en août et de 0,1 % en juillet.

La production du secteur des services s'est accrue de 0,9 % au troisième trimestre, tandis que celle des industries productrices de biens s'est contractée de 0,1 %. Une hausse appréciable a été observée dans le commerce de gros. Les secteurs de la finance et des assurances, de la construction, de l'extraction minière, de l'hébergement et des services de restauration ont également participé à la croissance générale. Ces hausses ont été partiellement neutralisées par le recul de la fabrication, des services publics et de la foresterie et exploitation forestière.

Le commerce de gros, en hausse de 2,7 %, a poursuivi sa forte remontée trimestrielle amorcée en 2004 et interrompue uniquement au quatrième trimestre de 2006. Cette progression trimestrielle s'est largement appuyée sur la vigueur des ventes de machines et de matériel ainsi que de véhicules automobiles. Les ventes de vêtements, d'articles ménagers et personnels, de produits pharmaceutiques, de matériaux de construction et de produits métalliques ont également augmenté. Par contre, les ventes en gros de bois d'œuvre et de menuiseries ainsi que d'alcool et de tabac ont fléchi.

Le secteur de la finance et des assurances a affiché une croissance de 1,1 % grâce au dynamisme des services bancaires et des services de courtage. Les activités des agents et courtiers immobiliers ont chuté de 2,7 %, les transactions sur le marché de la revente de maisons étant revenues à des niveaux plus normaux après plusieurs mois d'activité record. La construction a progressé de 1,4 % au troisième trimestre. Toutes les catégories d'activités de construction ont pris de l'expansion, la construction résidentielle venant en tête.

Le commerce de détail a enregistré une légère hausse de 0,6 % au troisième trimestre, principalement grâce aux ventes de vêtements, d'ordinateurs et de boissons. Toutefois, les ventes de véhicules automobiles, de véhicules d'occasion, de véhicules de plaisance et de pièces de véhicules tout comme celles des dépanneurs ont diminué.

Le secteur de l'énergie a affiché une légère croissance de 0,1 % au troisième trimestre. Si les activités d'exploration pétrolière et gazière ont bondi (+19,7 %), les services publics (-1,6 %) de même que les activités d'extraction de pétrole et de gaz (-0,8 %) se sont repliés au cours du trimestre. Bien que le bond de l'industrie de l'exploration pétrolière et gazière soit appréciable, il fait suite à une chute de 28 % au deuxième trimestre, de sorte que ces activités restent bien en deçà des niveaux enregistrés au début de l'année ainsi qu'en 2006 et 2005.

Après deux hausses trimestrielles consécutives, le secteur de la fabrication s'est contracté de 0,7 % au troisième trimestre, alors que le dollar canadien s'appréciait. Des 21 grands groupes du secteur de la fabrication, 15 d'entre eux, représentant 60 % de la valeur ajoutée manufacturière totale, ont régressé. La production de biens non durables (-0,4 %) et de biens durables (-0,9 %) a diminué au cours du trimestre. Des baisses marquées ont été observées dans les scieries et dans les industries des produits métalliques et des machines au troisième trimestre. Par contre, la fabrication de véhicules automobiles et de pièces pour véhicules a progressé au cours du trimestre.

La production industrielle (soit celle des services publics, des mines et des fabricants) a fléchi de 0,4 % au troisième trimestre, alors que les services publics et le secteur de la fabrication ont tous deux cédé du terrain. Le secteur minier, toutefois, a pris de l'expansion grâce à l'intensification des activités d'exploration pétrolière et gazière ainsi que d'extraction de minerais métalliques. Aux États-Unis, les trois secteurs ont progressé, ce qui s'est traduit par une augmentation globale de 1,1 % de la production industrielle au cours du trimestre.

Tableau C.1 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]

	Février 2007	Mars 2007	Avril 2007	Mai 2007	Juin 2007	Juillet 2007	Août 2007	Septembre 2007
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Ensemble des industries	1 210 954 0,4	1 214 743 0,3	1 215 333 0,0	1 220 703 0,4	1 223 748 0,2	1 225 405 0,1	1 227 699 0,2	1 229 128 0,1
Industries productrices de biens	378 651 0,8	378 671 0,0	378 841 0,0	378 173 -0,2	379 117 0,2	378 391 -0,2	378 598 0,1	378 141 -0,1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	27 368 -0,1	27 055 -1,1	27 130 0,3	26 914 -0,8	26 568 -1,3	26 342 -0,9	26 623 1,1	26 638 0,1
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	58 603 2,0	58 118 -0,8	57 721 -0,7	56 866 -1,5	58 291 2,5	57 741 -0,9	58 123 0,7	58 362 0,4
Services publics	30 907 2,2	30 470 -1,4	31 416 3,1	31 458 0,1	31 353 -0,3	30 923 -1,4	30 727 -0,6	31 114 1,3
Construction	76 010 -0,0	76 301 0,4	76 115 -0,2	76 704 0,8	77 269 0,7	77 397 0,2	77 798 0,5	78 108 0,4
Fabrication	185 535 0,5	186 742 0,7	186 647 -0,1	186 756 0,1	185 477 -0,7	186 051 0,3	185 224 -0,4	183 625 -0,9
Industries productrices de services	832 866 0,2	836 697 0,5	837 122 0,1	843 282 0,7	845 385 0,2	847 832 0,3	849 947 0,2	851 875 0,2
Commerce de gros	69 052 1,0	69 818 1,1	69 355 -0,7	70 678 1,9	70 938 0,4	71 935 1,4	72 027 0,1	72 766 1,0
Commerce de détail	70 801 -0,3	72 008 1,7	71 787 -0,3	73 567 2,5	73 267 -0,4	72 791 -0,6	73 686 1,2	73 451 -0,3
Transport et entreposage	55 747 0,4	56 146 0,7	56 225 0,1	56 337 0,2	56 230 -0,2	57 025 1,4	57 289 0,5	57 417 0,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	43 817 0,5	43 893 0,2	44 009 0,3	43 969 -0,1	44 281 0,7	44 196 -0,2	44 264 0,2	44 342 0,2
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	236 713 0,4	237 351 0,3	238 146 0,3	239 273 0,5	240 079 0,3	240 844 0,3	240 955 0,0	241 163 0,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	56 435 0,2	56 527 0,2	56 759 0,4	57 126 0,6	57 259 0,2	57 391 0,2	57 450 0,1	57 579 0,2
Services administratifs et gestion des déchets	31 187 0,3	31 267 0,3	31 388 0,4	31 536 0,5	31 674 0,4	31 759 0,3	31 849 0,3	31 952 0,3
Services d'enseignement	56 780 0,0	56 862 0,1	57 027 0,3	57 225 0,3	57 290 0,1	57 309 0,0	57 425 0,2	57 571 0,3
Soins de santé et assistance sociale	75 807 0,1	75 991 0,2	76 223 0,3	76 464 0,3	76 611 0,2	76 756 0,2	76 904 0,2	77 025 0,2
Arts, spectacles et loisirs	11 576 -0,7	11 568 -0,1	11 419 -1,3	11 520 0,9	12 030 4,4	11 801 -1,9	11 744 -0,5	11 806 0,5
Hébergement et services de restauration	27 337 -2,2	27 526 0,7	26 880 -2,3	27 410 2,0	27 462 0,2	27 627 0,6	27 855 0,8	28 173 1,1
Autres services, sauf les administrations publiques	30 530 0,1	30 579 0,2	30 626 0,2	30 702 0,2	30 747 0,1	30 781 0,1	30 841 0,2	30 906 0,2
Administrations publiques	67 144 0,2	67 220 0,1	67 351 0,2	67 550 0,3	67 575 0,0	67 703 0,2	67 740 0,1	67 805 0,1
Autres agrégations								
Production industrielle	276 053 1,1	276 063 0,0	276 339 0,1	275 315 -0,4	276 002 0,2	275 363 -0,2	274 950 -0,1	274 203 -0,3
Fabrication de biens non durables	72 661 -0,2	72 731 0,1	72 940 0,3	73 555 0,8	73 764 0,3	73 861 0,1	73 018 -1,1	72 475 -0,7
Fabrication de biens durables	113 097 1,0	114 252 1,0	113 937 -0,3	113 405 -0,5	111 885 -1,3	112 369 0,4	112 407 0,0	111 346 -0,9
Secteur des entreprises	1 020 377 0,4	1 023 842 0,3	1 024 044 0,0	1 028 847 0,5	1 031 681 0,3	1 033 105 0,1	1 035 204 0,2	1 036 365 0,1
Secteur non commercial	190 484 0,1	190 803 0,2	191 209 0,2	191 771 0,3	191 977 0,1	192 198 0,1	192 388 0,1	192 657 0,1
Secteur des TIC, total	55 867 0,9	56 081 0,4	56 489 0,7	56 457 -0,1	57 066 1,1	56 993 -0,1	57 063 0,1	56 803 -0,5
Secteur de l'énergie	87 465 2,3	86 597 -1,0	86 917 0,4	85 814 -1,3	87 292 1,7	86 502 -0,9	86 506 0,0	87 169 0,8

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

Tableau C.2 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Industries productrices de biens	375 464	374 480	373 421	377 643	378 710	378 377	371 208	375 489
	-0,8	-0,3	-0,3	1,1	0,3	-0,1	2,7	1,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	28 176	27 399	27 384	27 271	26 871	26 534	28 437	27 847
	-0,9	-2,8	-0,1	-0,4	-1,5	-1,3	2,7	-2,1
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	56 751	57 558	57 204	58 057	57 626	58 075	56 044	57 174
	-0,8	1,4	-0,6	1,5	-0,7	0,8	0,3	2,0
Services publics	30 250	30 286	29 818	30 543	31 409	30 921	30 550	30 128
	0,3	0,1	-1,5	2,4	2,8	-1,6	4,9	-1,4
Construction	73 596	74 369	75 536	76 115	76 696	77 768	68 527	74 087
	1,0	1,1	1,6	0,8	0,8	1,4	7,8	8,1
Fabrication	187 315	184 920	183 590	185 630	186 293	184 967	188 478	186 631
	-1,8	-1,3	-0,7	1,1	0,4	-0,7	1,6	-1,0
Industries productrices de services	816 920	822 022	827 148	833 623	841 930	849 885	788 924	818 862
	0,9	0,6	0,6	0,8	1,0	0,9	3,1	3,8
Commerce de gros	68 644	69 239	68 298	69 076	70 324	72 243	63 879	68 383
	1,9	0,9	-1,4	1,1	1,8	2,7	6,0	7,1
Commerce de détail	68 968	69 647	69 847	71 264	72 874	73 309	65 132	69 015
	2,0	1,0	0,3	2,0	2,3	0,6	3,6	6,0
Transport et entreposage	55 493	55 565	55 683	55 808	56 264	57 244	53 802	55 501
	0,4	0,1	0,2	0,2	0,8	1,7	3,5	3,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	42 932	43 353	43 651	43 773	44 086	44 267	41 848	43 147
	0,7	1,0	0,7	0,3	0,7	0,4	4,0	3,1
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	229 000	231 525	234 023	236 632	239 166	240 987	221 951	230 362
	0,9	1,1	1,1	1,1	1,1	0,8	3,2	3,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	55 076	55 504	56 088	56 436	57 048	57 473	53 793	55 377
	0,4	0,8	1,1	0,6	1,1	0,7	2,8	2,9
Services administratifs et gestion des déchets	30 392	30 775	30 979	31 183	31 533	31 853	28 756	30 524
	1,5	1,3	0,7	0,7	1,1	1,0	5,2	6,1
Services d'enseignement	56 111	56 206	56 587	56 803	57 181	57 435	55 008	56 221
	0,2	0,2	0,7	0,4	0,7	0,4	2,2	2,2
Soins de santé et assistance sociale	74 633	74 878	75 376	75 831	76 433	76 895	72 784	74 780
	0,5	0,3	0,7	0,6	0,8	0,6	1,5	2,7
Arts, spectacles et loisirs	11 544	11 293	11 566	11 602	11 656	11 784	10 940	11 410
	2,7	-2,2	2,4	0,3	0,5	1,1	0,8	4,3
Hébergement et services de restauration	27 219	27 173	27 880	27 605	27 251	27 885	26 418	27 365
	0,1	-0,2	2,6	-1,0	-1,3	2,3	2,7	3,6
Autres services, sauf les administrations publiques	29 989	30 170	30 390	30 536	30 692	30 843	29 346	30 072
	0,8	0,6	0,7	0,5	0,5	0,5	1,8	2,5
Administrations publiques	66 967	66 756	66 831	67 130	67 492	67 749	65 309	66 758
	0,7	-0,3	0,1	0,4	0,5	0,4	1,5	2,2
Autres agrégations								
Production industrielle	274 517	273 486	271 364	275 049	275 885	274 839	274 884	274 357
	-1,3	-0,4	-0,8	1,4	0,3	-0,4	1,6	-0,2
Fabrication de biens non durables	74 464	74 031	73 355	72 738	73 420	73 118	75 800	74 329
	-1,3	-0,6	-0,9	-0,8	0,9	-0,4	-0,1	-1,9
Fabrication de biens durables	113 027	111 038	110 392	113 113	113 076	112 041	112 814	112 470
	-2,1	-1,8	-0,6	2,5	-0,0	-0,9	2,8	-0,3
Secteur des entreprises	1 003 206	1 007 201	1 010 284	1 020 047	1 028 191	1 034 891	975 594	1 005 146
	0,3	0,4	0,3	1,0	0,8	0,7	3,2	3,0
Secteur non commercial	188 696	188 692	189 561	190 517	191 652	192 414	184 377	188 687
	0,5	-0,0	0,5	0,5	0,6	0,4	1,7	2,3
Secteur des TIC, total	54 271	54 744	55 151	55 772	56 671	56 953	52 262	54 485
	0,9	0,9	0,7	1,1	1,6	0,5	4,6	4,3
Secteur de l'énergie	85 772	86 638	84 925	86 508	86 674	86 726	85 011	85 876
	-0,5	1,0	-2,0	1,9	0,2	0,1	1,6	1,0

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Section D

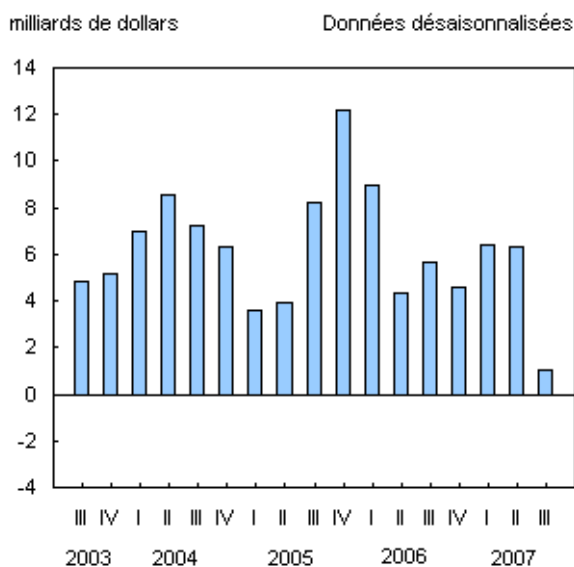
Balance des paiements internationaux

Troisième trimestre de 2007

Au troisième trimestre de 2007, l'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a diminué d'une valeur de 5,3 milliards de dollars pour chuter à 1,0 milliard de dollars. Une forte baisse de l'excédent au chapitre des biens explique en majeure partie ce résultat qui est le plus faible depuis le deuxième trimestre de 2003.

Graphique D.1

Forte baisse du solde du compte courant



Dans le compte capital et financier (non désaisonné), tant les sorties que les entrées d'investissements ont accusé un ralentissement appréciable au cours du troisième trimestre de 2007. Néanmoins, l'actif étranger net du Canada a presque doublé le rythme de croissance du passif international net, en dépit de la première diminution trimestrielle des avoirs canadiens de titres étrangers en plus de 12 ans et d'importantes acquisitions étrangères de sociétés canadiennes.

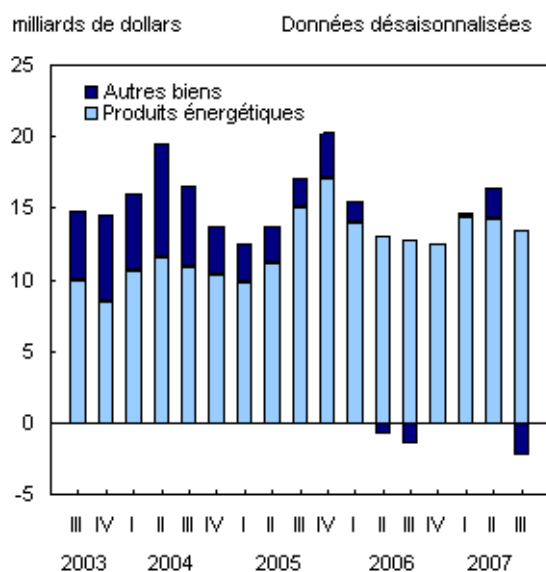
Compte courant

Forte baisse de l'excédent au chapitre des biens, sous l'impulsion de baisses de prix pour certains produits

L'excédent du commerce des biens a chuté de 5,3 milliards de dollars pour s'établir à 11,1 milliards de dollars au troisième trimestre, soit son plus bas niveau depuis le deuxième trimestre de 1999. En baisse de 2,7 %, les exportations de biens se sont situées à 116,0 milliards de dollars. Quant aux importations, elles se sont redressées après avoir fléchi au deuxième trimestre. Le recul de 3,2 milliards de dollars des exportations a été généralisé, s'opérant dans la presque totalité des grandes catégories de produits.

Graphique D.2

Un déficit record des produits non-énergétiques fait diminuer le surplus des biens



Note aux lecteurs

La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents; elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

Le **compte courant** porte sur les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements et les transferts courants. Les transactions telles que les exportations et les revenus d'intérêts correspondent à des recettes, alors que les importations et les versements d'intérêts correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (actif étranger des investisseurs canadiens), soit à des non-résidents (passif canadien face aux investisseurs étrangers). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital au Canada et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit correspond, en principe, à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En pratique, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes s'égalisent rarement, ce qui donne lieu à une erreur de mesure. La **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée.

Au troisième trimestre, les exportations de produits énergétiques ont accusé une baisse de 0,8 milliard de dollars, suite à un recul de 15% du prix du gaz naturel. Un gain en volume des exportations de gaz naturel et de pétrole brut, de même qu'une hausse des prix du pétrole brut n'ont pu compenser l'effet de la diminution du prix du gaz naturel. Les baisses en volume et en prix d'autres produits énergétiques ont également contribué au mouvement décroissant observé au troisième trimestre.

Après avoir augmenté au cours de sept trimestres consécutifs, les exportations de matières industrielles ont perdu 0,6 milliard de dollars au troisième trimestre. Les prix de ces matières ont légèrement diminué en moyenne, mais sont demeurés proches des sommets historiques. Ce sont les prix du nickel, de ses minerais et de ses alliages ainsi que des produits chimiques inorganiques (dont l'uranium) qui ont le plus baissé après des hausses appréciables au deuxième trimestre. L'augmentation des prix des autres matières industrielles a grandement contrebalancé ces diminutions.

Les exportations de machines et de matériel ont également décliné de 0,6 milliard de dollars. Ce sont les aéronefs et le reste du matériel de transport (excluant les produits automobiles) qui ont enregistré le plus grand recul. Les produits automobiles ont eux aussi régressé, mais pas autant qu'au deuxième trimestre.

Les exportations de produits forestiers ont encore perdu du terrain au troisième trimestre (0,5 milliard de dollars), surtout le bois d'œuvre et le papier journal. Depuis la fin de 2005, ces exportations accusent une baisse de 23 % conséquence tant d'une diminution des volumes que des prix.

La reprise des importations entraîne aussi l'excédent au chapitre des biens vers le bas

Après un recul au deuxième trimestre, les importations de biens ont repris une marche en avant, progressant de 2,0 milliards de dollars pour atteindre un record de 104,9 milliards de dollars, niveau légèrement supérieur à celui du premier trimestre. La plupart des gains proviennent d'une reprise des importations des produits automobiles et des machines et équipement.

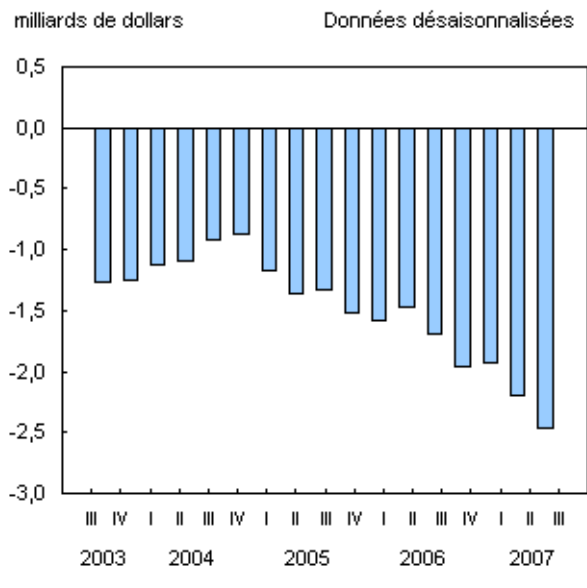
Les importations de produits automobiles ont gagné 0,8 milliard de dollars principalement grâce aux voitures particulières qui, en hausse à 7,0 milliards de dollars, ont atteint leur deuxième sommet en importance dans l'histoire. Quant aux machines et au matériel, ils ont augmenté de 0,6 milliard de dollars à cause d'importations records d'aéronefs, de moteurs et de pièces (valeur sans précédent de 3,0 milliards de dollars).

Les importations de produits énergétiques sont demeurées stables au troisième trimestre avec le pétrole brut en hausse et, en contrepois, d'autres produits énergétiques en baisse.

Le déficit au chapitre des services décroît malgré un déficit record au compte des voyages

Le déficit au chapitre des services s'est un peu allégé au troisième trimestre. Une forte diminution du déficit au compte des services commerciaux a eu plus de poids qu'un déficit record au compte des voyages. Le déficit global de 4,6 milliards de dollars n'en a pas moins été le deuxième en importance dans l'histoire.

Graphique D.3
La forte hausse des dépenses aux États-Unis entraîne un déficit record des voyages



Au compte des voyages, le déficit s'est alourdi de 0,3 milliard de dollars pour culminer à 2,5 milliards de dollars. Aidé par un dollar canadien s'appréciant de nouveau au troisième trimestre, le nombre de Canadiens voyageant aux États-Unis a augmenté de 5,5 %. Les dépenses de ces voyageurs ont presque été de 3,9 milliards de dollars, soit une progression de 10,3 % par rapport au deuxième trimestre et de loin le plus haut niveau jamais constaté. Comme les dépenses des voyageurs américains au Canada n'ont pas changé par rapport au deuxième trimestre, le déficit des voyages avec les États-Unis s'est établi à 1,8 milliard de dollars; le plus élevé depuis la fin de 1991.

Le déficit supérieur au compte des voyages a été plus que compensé par un déficit bien inférieur au compte des services commerciaux. À 0,3 milliard de dollars, celui-ci était le plus faible depuis la fin de 2005. Des paiements réduits en services financiers et, dans une moindre mesure, en redevances ont principalement contribué à cette baisse. La baisse des importations de services financiers a été le reflet d'un niveau plus normal des volumes d'opérations en actions de l'étranger, après deux trimestres de vigueur exceptionnelle, et d'une contraction des nouvelles émissions à l'étranger d'obligations canadiennes.

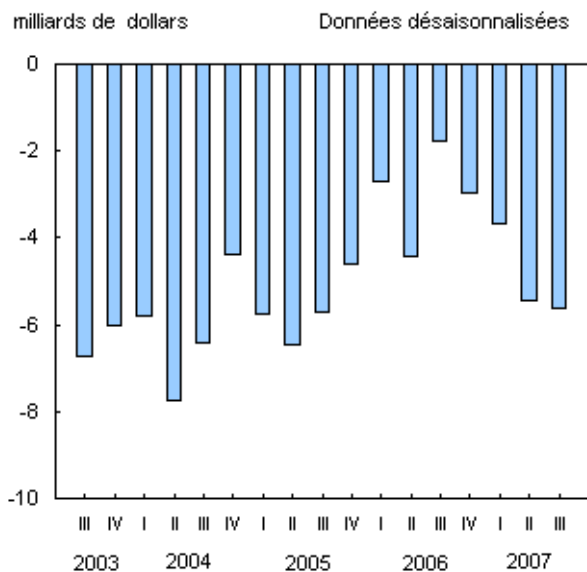
Le déficit au compte des services de transport a approché les 2,0 milliards de dollars au troisième trimestre alors que les paiements en tarifs pour les passagers ont atteint un autre sommet.

Très léger accroissement du déficit au compte du revenu de placements

Au compte du revenu de placements, le déficit a augmenté de 0,2 milliard à 5,6 milliards de dollars au troisième trimestre, la hausse des paiements ayant dépassé celle des recettes.

Graphique D.4

Peu de changements au déficit des revenus de placements



Les bénéfices réalisés par les investisseurs directs étrangers ont culminé à 9,8 milliards de dollars à la faveur d'une progression de 0,8 milliard de dollars. Malgré une baisse au troisième trimestre, les bénéfices provenant du secteur l'énergie demeurent les plus imposants pour les investisseurs directs étrangers.

Les revenus sous forme d'intérêts des investisseurs de portefeuille canadiens ont diminué pour la première fois depuis le deuxième trimestre de 2005. Les recettes se sont montées à 2,1 milliards de dollars au troisième trimestre, glissant de 95 millions de dollars de leur sommet du trimestre précédent.

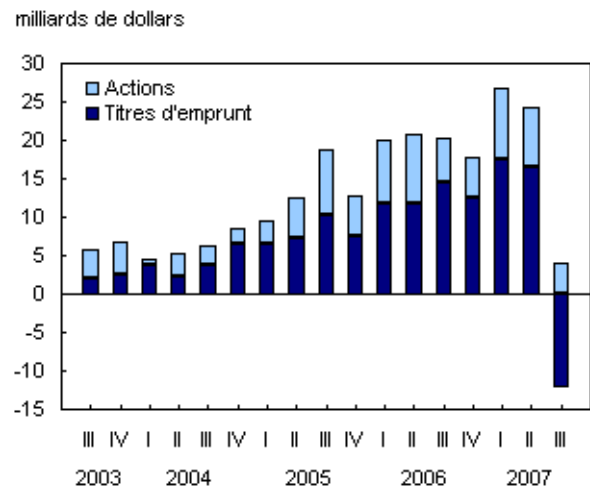
Compte financier

Un rare désinvestissement en titres étrangers attribuable principalement aux instruments du marché monétaire

Les résidents canadiens se sont départis de titres étrangers pour une valeur de 8,0 milliards de dollars au troisième trimestre, tous des titres d'emprunt, après avoir effectué des placements records lors des deux trimestres précédents. Le premier désinvestissement trimestriel en titres étrangers en plus de 12 ans a coïncidé avec l'effondrement global récent du marché du papier commercial adossé à des actifs.

Graphique D.5

Désinvestissement inégalé en titres d'emprunt étrangers¹



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Les investissements canadiens en instruments du marché monétaire étranger ont chuté d'une valeur record de 10,4 milliards de dollars pendant le trimestre, ces avoirs ayant été amputés de plus de la moitié. Les trois-quarts du désinvestissement ont porté sur les effets non américains, principalement des émissions de banques européennes. Pendant ce temps, les investisseurs canadiens ont acquis pour 506 millions de dollars de bons du Trésor du gouvernement américain, des titres plus sécuritaires.

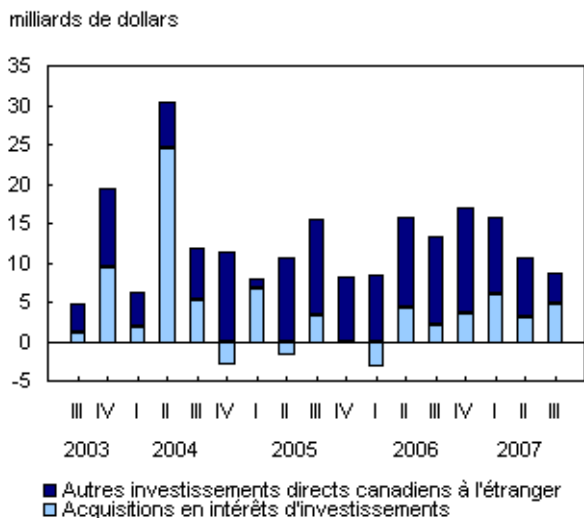
Les investisseurs canadiens ont aussi diminué leurs avoirs en obligations étrangères d'une valeur de 1,7 milliard de dollars au troisième trimestre, mettant fin à près de quatre ans de placements soutenus en titres d'emprunt étrangers de long terme. Contrairement au marché monétaire, ce désinvestissement a porté principalement sur les obligations du gouvernement américain (4,8 milliards de dollars). Les Canadiens ont continué à acquérir des obligations de sociétés américaines et des obligations non américaines (3,1 milliards de dollars), mais à un rythme plus lent qu'au cours des deux premiers trimestres de 2007.

Les investissements en actions étrangères sont demeurés soutenus au troisième trimestre à 4,1 milliards de dollars et étaient répartis également entre les actions américaines et non américaines.

Les investissements directs à l'étranger ralentissent pour un troisième trimestre consécutif

Au troisième trimestre, les investissements directs canadiens à l'étranger se sont élevés à 8,7 milliards de dollars, soit leur plus bas niveau en six trimestres. Plus de la moitié de ces sorties de fonds (4,8 milliards de dollars) ont pris la forme d'acquisitions.

Graphique D.6
Croissance modérée de l'investissement direct à l'étranger¹



1. Signes renversés de la balance des paiements.

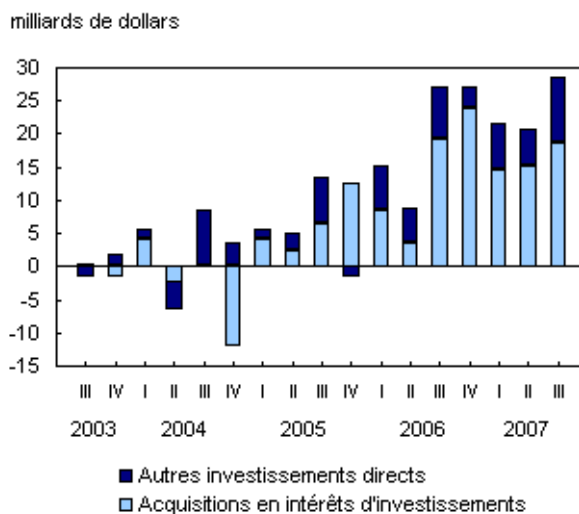
Les investissements directs dans le secteur de l'énergie et des minéraux métalliques ont rebondi et atteint 5,7 milliards de dollars avec, en toile de fond, une économie mondiale marquée par la montée des cours pétroliers et la dépréciation du dollar américain. En revanche, les investissements dans le secteur de la finance et de l'assurance ont marqué un net

ralentissement par rapport aux trimestres précédents, ayant atteint 2,2 milliards de dollars. Les États-Unis ont reçu la majorité des placements provenant des investisseurs directs canadiens (4,0 milliards de dollars).

Importants investissements directs étrangers dans l'économie canadienne sous l'impulsion d'acquisitions

Les flux de capitaux investis dans l'économie canadienne par les investisseurs directs étrangers ont dépassés la somme de 20 milliards de dollars pour un cinquième trimestre de suite, s'étant établis à 28,6 milliards de dollars au troisième trimestre de 2007. Il s'agit du trimestre au cours duquel l'entrée d'investissements a été la plus importante depuis la bulle technologique de 2000. Ces entrées de capitaux ont servi en majeure partie à l'acquisition de sociétés canadiennes (18,8 milliards de dollars).

Graphique D.7
Les prise de contrôle étrangères ne s'essouffent pas



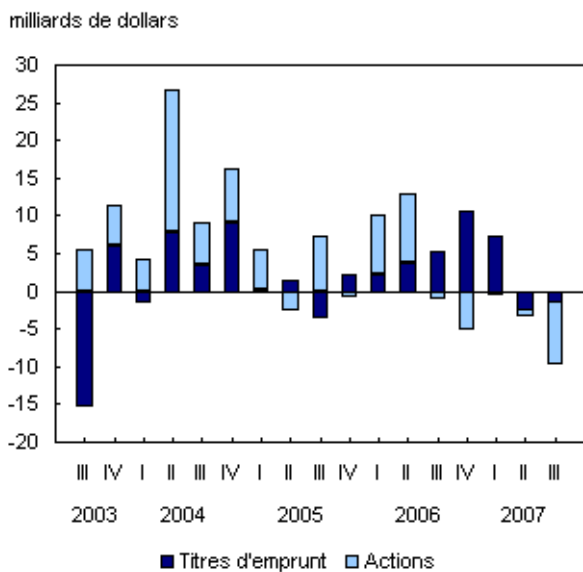
Les investisseurs directs de l'Union européenne ont été les plus actifs, ayant effectué des placements de 17,9 milliards de dollars pendant le trimestre. Les deux secteurs de l'économie canadienne qui ont bénéficié le plus de ce financement sont ceux de l'énergie et des minéraux métalliques (10,6 milliards de dollars) et de la finance et de l'assurance (9,3 milliards de dollars).

Ce mouvement d'investissement direct important au Canada s'est amorcé au troisième trimestre de 2006 pour s'élever à 125,2 milliards de dollars depuis. Au cours de cette période, cette activité a consisté, dans une large mesure, en un niveau élevé d'acquisitions de sociétés canadiennes (91,7 milliards de dollars).

Les prises de contrôle étrangères mènent à un désinvestissement record en titres de portefeuille canadiens

Les avoirs étrangers de portefeuille en titres canadiens ont chuté de 9,9 milliards de dollars au troisième trimestre. Ce retrait, le plus considérable jamais inscrit pour un trimestre, a porté essentiellement sur les actions canadiennes. La majeure partie du désinvestissement de 8,5 milliards de dollars en actions canadiennes au troisième trimestre s'expliquait par les prises de contrôle étrangères de sociétés canadiennes et par les retraits subséquents des actions de portefeuille détenues par les étrangers. De plus, les investisseurs étrangers ont également vendu pour 2,3 milliards de dollars d'actions de portefeuille au moment où le cours des actions canadiennes étaient légèrement en hausse pour le trimestre (1,4 %).

Graphique D.8
Chute des avoirs étrangers de portefeuille en titres canadiens



Les avoirs étrangers en obligations canadiennes sont demeurés en grande partie inchangés au troisième trimestre (-189 millions de dollars). Les non-résidents se sont procuré pour 6,0 milliards de dollars d'obligations en circulation, mais ce mouvement a été plus que compensé par des remboursements nets appréciables (remboursements moins nouvelles émissions), surtout des obligations du gouvernement fédéral et des administrations publiques provinciales.

Les non-résidents ont vendu pour 1,2 milliard de dollars d'instruments du marché monétaire canadien au troisième trimestre. Tout le désinvestissement étranger a porté sur les titres du gouvernement fédéral et des administrations publiques provinciales. L'investissement en effets d'entreprises publiques (1,0 milliard de dollars) a été entièrement annulé par un désinvestissement en effets d'autres sociétés.

Opérations liées aux dépôts, aux prêts et aux réserves

Le compte des autres investissements a enregistré une sortie de fonds nette importante s'élevant à 26,2 milliards de dollars pour le trimestre. Le principal facteur à l'origine de cette situation a été une forte croissance des dépôts et des prêts du côté de l'actif. Une forte baisse des prêts canadiens à court terme détenus à l'étranger sous forme de conventions de rachat a également contribué aux sorties de fonds du trimestre. Le dollar canadien est finalement parvenu à la parité avec le dollar américain pour clore le troisième trimestre à un peu plus de 100 cents américains, un gain de 6,6 cents US depuis le trimestre précédent. Le dollar canadien a aussi pris de la valeur par rapport à la plupart des autres grandes devises.

Tableau D.1 Balance des paiements

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Non désaisonnalisées, millions de dollars								
Compte courant								
Recettes								
Biens et services	132 405	131 426	130 643	134 906	139 510	131 501	518 762	522 926
Biens	115 548	111 946	115 070	119 327	122 584	112 139	451 783	455 696
Services	16 857	19 480	15 573	15 579	16 926	19 363	66 979	67 230
Revenus de placements	14 748	16 492	17 050	15 035	16 076	15 850	48 213	61 599
Investissements directs	7 609	8 677	9 523	7 032	7 571	7 878	26 017	32 600
Investissements de portefeuille	4 202	4 262	4 682	5 228	5 458	5 108	12 380	16 867
Autres investissements	2 937	3 554	2 844	2 775	3 047	2 864	9 816	12 131
Transferts courants	2 021	1 920	2 704	2 942	2 127	2 172	8 176	9 682
Recettes du compte courant	149 174	149 838	150 397	152 883	157 713	149 524	575 151	594 207
Paiements								
Biens et services	125 310	121 328	122 453	126 199	128 839	123 580	467 423	486 789
Biens	104 860	100 300	102 246	104 419	107 016	101 982	388 282	404 395
Services	20 450	21 028	20 207	21 780	21 823	21 598	79 141	82 394
Revenus de placements	18 108	18 006	19 888	20 016	20 546	21 177	70 735	73 446
Investissements directs	8 145	7 608	8 573	7 924	9 294	10 327	34 212	31 091
Investissements de portefeuille	6 602	6 783	7 129	7 011	6 906	6 748	27 897	27 094
Autres investissements	3 361	3 616	4 186	5 081	4 347	4 102	8 625	15 260
Transferts courants	1 781	2 090	2 859	3 542	1 897	2 173	9 051	10 394
Paiements du compte courant	145 199	141 423	145 200	149 758	151 282	146 930	547 208	570 629
Soldes								
Biens et services	7 095	10 099	8 190	8 707	10 671	7 922	51 340	36 137
Biens	10 688	11 646	12 824	14 909	15 569	10 157	63 501	51 302
Services	-3 593	-1 548	-4 635	-6 201	-4 897	-2 235	-12 162	-15 165
Revenus de placements	-3 359	-1 514	-2 839	-4 981	-4 470	-5 327	-22 522	-11 847
Investissements directs	-535	1 069	951	-892	-1 723	-2 448	-8 195	1 509
Investissements de portefeuille	-2 400	-2 521	-2 447	-1 784	-1 447	-1 640	-15 518	-10 227
Autres investissements	-424	-62	-1 342	-2 305	-1 300	-1 238	1 191	-3 129
Transferts courants	239	-170	-154	-600	231	-1	-875	-712
Solde du compte courant	3 975	8 415	5 197	3 126	6 432	2 593	27 943	23 578
Compte capital et financier[1]								
Compte capital	1 076	993	951	1 246	1 018	1 046	5 940	4 201
Compte financier	-5 769	-7 587	-1 164	-8 908	-7 157	-8 230	-38 287	-22 741
Actif du Canada, flux nets								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-15 787	-13 245	-17 046	-15 767	-10 719	-8 731	-40 645	-51 322
Investissements de portefeuille	-20 808	-20 372	-17 637	-26 749	-24 266	-7 982	-53 279	-78 693
Obligations étrangères	-12 689	-9 533	-10 767	-17 186	-16 336	1 688	-29 238	-43 602
Actions étrangères	-9 055	-5 892	-5 142	-9 331	-7 691	-4 079	-21 951	-28 291
Effets du marché monétaire étranger	936	-4 946	-1 728	-232	-239	10 373	-2 089	-6 800
Autres investissements	-20 938	-12 939	19 796	-20 873	-15 193	-22 184	-22 157	-35 325
Prêts	-4 317	-6 377	429	-5 009	2 582	-9 151	8 217	-12 201
Dépôts	-16 742	-4 069	25 901	-6 103	-11 748	-18 140	-15 817	-8 183
Réserves internationales	909	52	1 662	-4 722	-366	-144	-1 653	-1 013
Autres actifs	-788	-2 545	-8 195	-5 038	-5 661	5 251	-12 903	-13 927
Total de l'actif du Canada, flux nets	-57 533	-46 555	-14 887	-63 389	-50 179	-22 932	-116 081	-165 339
Passif du Canada, flux nets								
Investissements directs étrangers au Canada	8 784	27 223	27 047	21 667	20 644	28 613	35 046	78 317
Investissements de portefeuille	12 849	4 166	5 328	6 888	-3 329	-9 874	9 577	32 544
Obligations canadiennes	-843	6 351	12 341	8 122	-3 435	-189	-78	18 015
Actions canadiennes	9 091	-1 034	-5 264	-532	-899	-8 524	9 133	10 814
Effets du marché monétaire canadien	4 602	-1 151	-1 749	-702	1 006	-1 160	522	3 715
Autres investissements	30 131	7 579	-18 653	25 925	25 706	-4 038	33 171	31 737
Emprunts	3 226	7 048	716	3 012	2 809	-4 434	3 496	11 873
Dépôts	27 046	657	-18 032	21 844	22 329	-37	28 951	20 724
Autres passifs	-141	-126	-1 337	1 069	568	434	723	-860
Total du passif du Canada, flux nets	51 764	38 968	13 723	54 480	43 022	14 702	77 793	142 598
Total du compte capital et financier, flux nets	-4 694	-6 593	-213	-7 662	-6 139	-7 185	-32 347	-18 540
Divergence statistique	719	-1 821	-4 984	4 536	-293	4 591	4 404	-5 038

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Tableau D.2 Compte courant

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
Recettes								
Biens et services	129 186	131 187	132 338	136 427	136 168	132 835	518 762	522 926
Biens	112 282	114 294	115 506	119 481	119 208	115 989	451 783	455 696
Services	16 904	16 893	16 832	16 946	16 960	16 846	66 979	67 230
Voyages	4 213	4 178	4 124	4 149	4 207	4 241	16 674	16 598
Transports	2 965	3 049	3 111	3 229	3 214	3 082	11 750	12 129
Services commerciaux	9 290	9 224	9 140	9 115	9 094	9 068	36 888	36 708
Services gouvernementaux	436	443	457	453	446	454	1 666	1 795
Revenus de placements	14 323	16 498	16 885	15 622	15 474	15 806	48 213	61 599
Investissements directs	7 407	8 716	9 150	7 495	7 344	7 845	26 017	32 600
Intérêts	398	434	276	414	483	305	1 045	1 380
Bénéfices	7 009	8 282	8 874	7 081	6 861	7 540	24 971	31 220
Investissements de portefeuille	4 129	4 295	4 741	5 239	5 285	5 195	12 380	16 867
Intérêts	1 480	1 582	1 838	2 034	2 180	2 095	3 652	6 189
Dividendes	2 649	2 712	2 903	3 205	3 104	3 101	8 728	10 679
Autres investissements	2 787	3 488	2 995	2 887	2 845	2 766	9 816	12 131
Transferts courants	2 282	2 252	2 521	2 506	2 444	2 605	8 176	9 682
Privé	644	673	623	735	640	660	2 697	2 680
Officiel	1 638	1 579	1 897	1 771	1 804	1 945	5 479	7 002
Total des recettes	145 791	149 938	151 744	154 555	154 086	151 245	575 151	594 207
Paiements								
Biens et services	120 562	123 701	124 297	126 040	124 546	126 333	467 423	486 789
Biens	100 128	102 968	103 175	104 877	102 868	104 911	388 282	404 395
Services	20 434	20 732	21 122	21 163	21 678	21 423	79 141	82 394
Voyages	5 685	5 874	6 081	6 076	6 396	6 711	22 059	23 311
Transports	4 721	4 823	5 058	5 025	5 084	5 058	17 566	19 194
Services commerciaux	9 773	9 779	9 726	9 811	9 942	9 396	38 503	38 865
Services gouvernementaux	255	255	256	250	255	257	1 013	1 024
Revenus de placements	18 760	18 259	19 848	19 305	20 903	21 446	70 735	73 446
Investissements directs	8 584	7 555	8 569	7 697	9 378	10 177	34 212	31 091
Intérêts	365	365	370	356	365	365	1 501	1 465
Bénéfices	8 219	7 190	8 199	7 341	9 013	9 812	32 711	29 626
Investissements de portefeuille	6 584	6 797	7 175	6 966	6 894	6 767	27 897	27 094
Intérêts	5 448	5 624	5 819	5 846	5 700	5 580	23 369	22 324
Dividendes	1 136	1 173	1 355	1 120	1 194	1 187	4 528	4 770
Autres investissements	3 592	3 908	4 105	4 642	4 631	4 502	8 625	15 260
Transferts courants	2 139	2 313	2 977	2 822	2 287	2 426	9 051	10 394
Privé	1 330	1 417	2 129	1 917	1 427	1 412	5 172	6 913
Officiel	809	896	849	905	860	1 015	3 879	3 481
Total des paiements	141 462	144 273	147 123	148 167	147 736	150 206	547 208	570 629
Soldes								
Biens et services	8 624	7 487	8 041	10 387	11 622	6 501	51 340	36 137
Biens	12 154	11 325	12 331	14 604	16 340	11 078	63 501	51 302
Services	-3 530	-3 839	-4 290	-4 217	-4 718	-4 577	-12 162	-15 165
Voyages	-1 472	-1 696	-1 957	-1 927	-2 189	-2 470	-5 385	-6 713
Transports	-1 757	-1 775	-1 948	-1 795	-1 870	-1 977	-5 815	-7 065
Services commerciaux	-482	-556	-587	-697	-848	-328	-1 615	-2 157
Services gouvernementaux	181	188	202	202	190	198	653	770
Revenus de placements	-4 437	-1 761	-2 963	-3 683	-5 429	-5 641	-22 522	-11 847
Investissements directs	-1 176	1 161	581	-202	-2 034	-2 332	-8 195	1 509
Intérêts	34	69	-94	59	118	-60	-455	-85
Bénéfices	-1 210	1 092	674	-260	-2 152	-2 272	-7 740	1 594
Investissements de portefeuille	-2 455	-2 502	-2 434	-1 727	-1 610	-1 572	-15 518	-10 227
Intérêts	-3 968	-4 042	-3 982	-3 812	-3 520	-3 485	-19 718	-16 135
Dividendes	1 513	1 540	1 548	2 085	1 910	1 914	4 200	5 908
Autres investissements	-806	-420	-1 110	-1 755	-1 786	-1 737	1 191	-3 129
Transferts courants	143	-61	-457	-315	157	179	-875	-712
Privé	-686	-744	-1 505	-1 181	-787	-751	-2 475	-4 233
Officiel	829	683	1 049	866	944	930	1 600	3 521
Compte courant	4 330	5 665	4 622	6 388	6 350	1 039	27 943	23 578

Section E

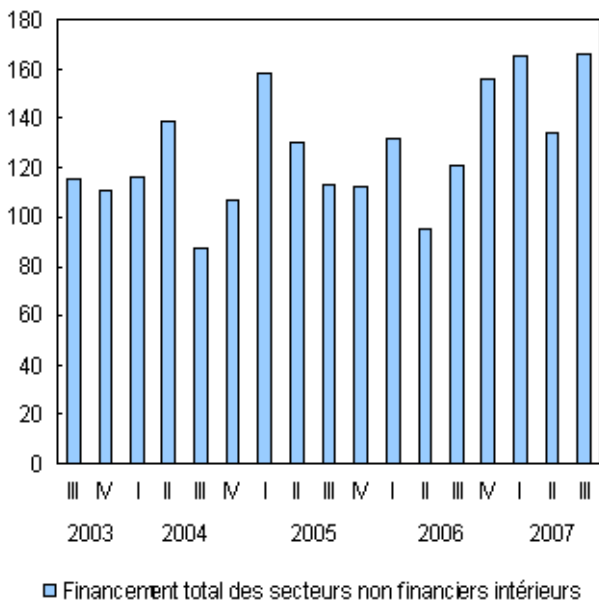
Comptes des flux financiers

Troisième trimestre de 2007

Le financement total recueilli par les secteurs non financiers intérieurs sur les marchés financiers a atteint 166,1 milliards de dollars au troisième trimestre de 2007 (données désaisonnalisées aux taux annuels), soit une hausse par rapport au trimestre précédent. Chez les emprunteurs du secteur privé, la part la plus importante de la demande de fonds était imputable aux ménages. Après une importante réduction de la dette négociable au deuxième trimestre, l'ensemble du secteur des administrations publiques a fait de nouveau appel aux marchés financiers. La réduction significative de la dette de l'administration fédérale a été contrebalancée par l'augmentation considérable des emprunts par les autres ordres du gouvernement.

Graphique E.1
La demande générale de financement augmente

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



Les principaux indicateurs du marché financier ont lancé des signaux légèrement différents au cours du trimestre. L'indice composite S&P/Bourse de Toronto a légèrement faibli en juillet et août, mais s'est rétabli en septembre pour terminer le troisième trimestre en hausse de 1,4 % comparativement au deuxième trimestre. Grâce à la vigueur de l'économie nationale et à la demande soutenue pour les produits de base canadiens comme le pétrole brut et les métaux, le dollar canadien a continué sa montée par rapport à la devise américaine, la dépassant en valeur à la fin du trimestre et touchant un sommet jamais atteint depuis 30 ans. Pour la première fois depuis mai 2006, le taux d'escompte a crû d'un quart de point de pourcentage en juillet. Malgré cette augmentation du taux d'escompte, les taux hypothécaires sont demeurés assez stables au cours du troisième trimestre, après avoir enregistré de modestes hausses au trimestre précédent. Les rendements d'obligations, qui avaient enregistré des gains modérés au cours du deuxième trimestre, ont légèrement reculé pendant les deux derniers mois du troisième trimestre.

Secteur des ménages

L'emprunt global du secteur des ménages a augmenté au troisième trimestre tandis que l'emprunt hypothécaire conservait sa vigueur, stimulé par la hausse des mises en chantier. La demande de crédit à la consommation est demeurée forte, les dépenses au chapitre des services et des biens semi-durables ont continué de s'amplifier, compensant l'affaiblissement des dépenses des consommateurs à l'égard des biens durables et non durables.

La dette globale des ménages sous forme d'hypothèques et de crédit à la consommation a crû pour s'établir à 115,7 % du revenu personnel disponible. Cependant, les frais de service de la dette sont demeurés stables à environ 8 % du revenu personnel disponible.

L'investissement dans les actifs financiers par le secteur des ménages a de nouveau été mené par l'acquisition de dépôts et d'actif de retraite.

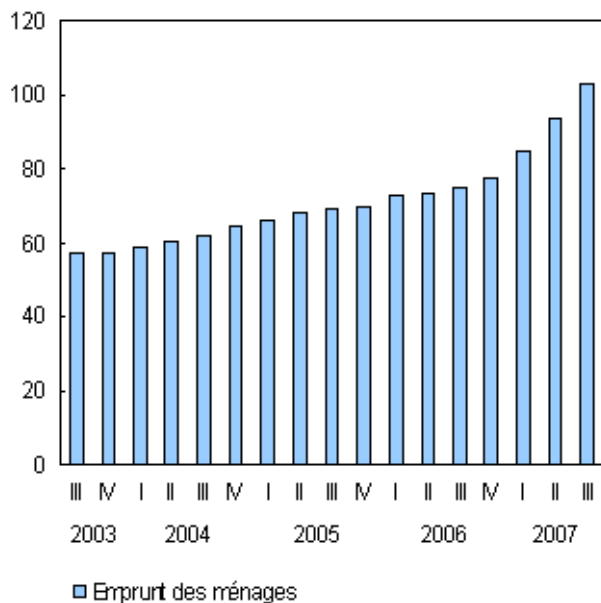
Note aux lecteurs

Les *Comptes des flux financiers* (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesurent l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

Les *Comptes des flux financiers* montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

Graphique E.2**Les emprunts des ménages continuent d'augmenter**

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels

**Secteur des entreprises**

Au cours du troisième trimestre, le secteur des entreprises a continué d'être un prêteur net face au reste de l'économie, tout en accumulant des stocks et en continuant d'augmenter son investissement en capital fixe. Les bénéfices non répartis des sociétés, qui représentent la majeure partie de l'épargne des entreprises, se sont ressaisis après deux trimestres de recul successifs.

En ce qui concerne les sociétés non financières privées, il y a eu un net ralentissement de l'émission de nouveaux titres. Les institutions financières ont continué d'affermir leur situation générale. Leur réduction appréciable à l'étranger d'avoirs en actions, en instruments du marché monétaire et en instruments rapportant un revenu fixe a été plus que compensée par leur acquisition nette d'instruments canadiens rapportant un revenu fixe.

Secteur des administrations publiques

L'administration fédérale a poursuivi sa tendance de réduction de la dette au troisième trimestre en remboursant de façon significative sa dette nette à court terme pour un deuxième trimestre consécutif. Le nouveau financement net d'autres ordres du gouvernement a cependant contrebalancé cette tendance, notamment les nouvelles émissions d'effets et d'obligations à court terme par les provinces. Néanmoins, les revenus demeurant fermes, l'ensemble du secteur des administrations publiques a maintenu sa situation excédentaire.

Graphique E.3**L'emprunt total des administrations publiques rebondit**

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels

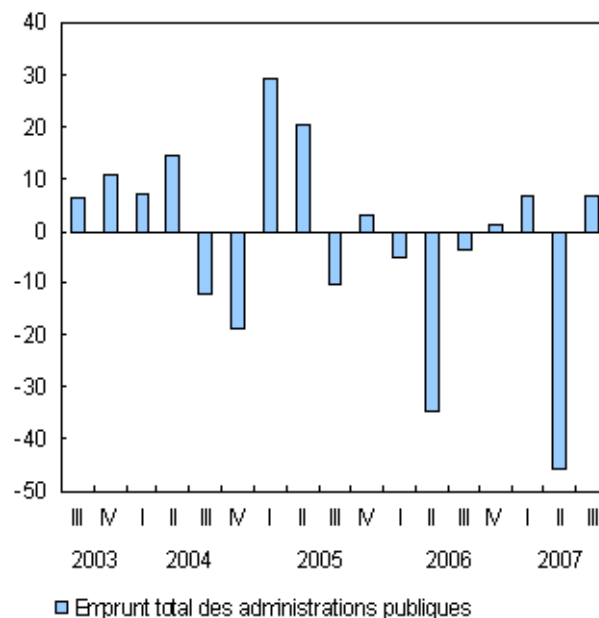


Tableau E.1 Tableau sommaire du marché financier

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Financement								
Particuliers et entreprises individuelles	75 760	77 056	82 928	88 852	100 896	105 800	70 555	79 150
Crédit à la consommation	27 792	28 868	29 920	30 952	31 796	32 168	25 122	28 277
Emprunts bancaires	2 000	1 676	2 828	1 924	1 872	2 468	1 684	2 267
Autres emprunts	236	212	2 340	2 152	5 456	704	763	2 091
Hypothèques	45 732	46 300	47 840	53 824	61 772	70 460	42 986	46 515
Sociétés privées non financières	51 272	41 948	70 388	71 544	79 368	54 836	48 741	54 523
Emprunts bancaires	8 828	548	5 320	13 428	13 624	6 772	5 319	2 659
Autres emprunts	2 664	-596	-5 076	-1 544	-5 960	-784	2 537	813
Autres effets à court terme	16 124	7 948	15 920	1 184	5 368	8 668	3 895	15 304
Hypothèques	13 628	14 692	18 564	18 916	19 884	21 808	9 971	14 706
Obligations	-3 776	12 444	16 076	22 044	9 096	14 352	6 852	5 369
Actions	13 804	6 912	19 584	17 516	37 356	4 020	20 167	15 672
Entreprises publiques non financières	2 844	5 360	1 044	-1 552	-100	-1 152	-1 356	2 771
Emprunts bancaires	692	376	28	216	-4	280	-59	234
Autres emprunts	-552	-528	1 104	-2 976	456	-24	54	224
Autres effets à court terme	-356	4 608	-820	-120	-132	-1 460	-630	1 002
Hypothèques	-4	-4	-4	-4	-4	4	2	-3
Obligations	3 064	908	736	1 332	-416	76	-723	1 314
Actions	0	0	0	0	0	-28	0	0
Administration fédérale	-31 944	-3 596	-2 448	4 112	-51 824	-29 588	2 309	-10 266
Emprunts bancaires	-64	-20	36	148	152	128	141	-36
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	-21 956	-1 144	4 592	11 160	-37 612	-21 708	11 036	-3 686
Obligations d'épargne du Canada	-1 936	-1 748	-3 124	-2 156	-2 000	-1 100	-1 751	-2 247
Autres obligations	-7 988	-684	-3 952	-5 040	-12 364	-6 908	-7 117	-4 297
Autres paliers d'administration publique	-2 708	108	3 524	2 652	5 976	36 252	8 207	-249
Emprunts bancaires	-540	20	216	880	1 932	-860	209	266
Autres emprunts	188	-20	564	352	660	476	732	127
Autres effets à court terme	5 148	-6 952	-4 740	-2 368	-5 540	20 072	-4 440	-958
Hypothèques	-12	-4	0	4	-4	-4	-13	0
Obligations provinciales	-8 568	5 216	6 840	2 580	7 256	15 252	10 121	-1 201
Obligations municipales	628	1 728	752	1 080	1 604	1 244	1 290	1 356
Autres obligations	448	120	-108	124	68	72	308	161
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	95 224	120 876	155 436	165 608	134 316	166 148	128 456	125 929
Crédit à la consommation	27 792	28 868	29 920	30 952	31 796	32 168	25 122	28 277
Emprunts bancaires	10 916	2 600	8 428	16 596	17 576	8 788	7 294	5 390
Autres emprunts	2 536	-932	-1 068	-2 016	612	372	4 086	3 255
Effets à court terme, Canada	-21 956	-1 144	4 592	11 160	-37 612	-21 708	11 036	-3 686
Autres effets à court terme	20 916	5 604	10 360	-1 304	-304	27 280	-1 175	15 348
Hypothèques	59 344	60 984	66 400	72 740	81 648	92 268	52 946	61 218
Obligations	-18 128	17 984	17 220	19 964	3 244	22 988	8 980	455
Actions	13 804	6 912	19 584	17 516	37 356	3 992	20 167	15 672

Tableau E.2 Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	1 082 796	1 097 596	1 114 472	1 140 708	1 159 252	1 162 500	1 032 247	1 094 724
	-0,1	1,4	1,5	2,4	1,6	0,3	5,1	6,1
Rémunération des salariés	730 928	739 764	751 268	767 872	781 416	785 172	694 041	737 382
	0,5	1,2	1,6	2,2	1,8	0,5	6,0	6,2
Revenu net des entreprises individuelles[2]	86 064	86 408	87 200	89 244	91 344	91 512	84 957	86 324
	0,5	0,4	0,9	2,3	2,4	0,2	1,0	1,6
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	123 016	124 116	126 924	131 572	134 300	131 976	114 048	123 376
	3,0	0,9	2,3	3,7	2,1	-1,7	5,4	8,2
Transferts courants en provenance des administrations publiques	138 456	142 804	144 732	147 204	147 724	149 248	134 766	143 183
	-5,6	3,1	1,4	1,7	0,4	1,0	3,6	6,2
Transferts courants en provenance des sociétés	1 760	1 812	1 852	1 876	1 908	1 952	1 737	1 779
	4,0	3,0	2,2	1,3	1,7	2,3	-25,4	2,4
Transferts courants en provenance des non-résidents	2 572	2 692	2 496	2 940	2 560	2 640	2 698	2 680
	-13,1	4,7	-7,3	17,8	-12,9	3,1	7,4	-0,7
Dépenses	1 068 564	1 082 564	1 095 456	1 116 352	1 145 532	1 150 600	1 019 422	1 075 772
	1,1	1,3	1,2	1,9	2,6	0,4	6,2	5,5
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	799 220	809 776	817 020	830 552	847 460	854 152	760 701	803 502
	1,4	1,3	0,9	1,7	2,0	0,8	5,6	5,6
Transferts courants aux administrations publiques	249 680	252 620	257 856	264 872	276 624	274 316	240 761	252 422
	0,1	1,2	2,1	2,7	4,4	-0,8	7,7	4,8
Transferts courants aux sociétés	15 648	16 144	16 416	16 652	17 136	17 820	14 013	15 794
	4,5	3,2	1,7	1,4	2,9	4,0	10,0	12,7
Transferts courants aux non-résidents	4 016	4 024	4 164	4 276	4 312	4 312	3 947	4 054
	0,1	0,2	3,5	2,7	0,8	0,0	13,8	2,7
Épargne	14 232	15 032	19 016	24 356	13 720	11 900	12 825	18 952
	-48,3	5,6	26,5	28,1	-43,7	-13,3	-41,6	47,8
Revenu disponible[3]	833 116	844 976	856 616	875 836	882 628	888 184	791 486	842 302
	-0,2	1,4	1,4	2,2	0,8	0,6	4,3	6,4
Taux d'épargne	1,7	1,8	2,2	2,8	1,6	1,3	1,6	2,3

Épargne brute et transferts de capitaux	59 728	60 808	64 852	72 552	61 812	60 428	57 803	64 515
	-17,8	1,8	6,7	11,9	-14,8	-2,2	-7,9	11,6
Épargne	14 232	15 032	19 016	24 356	13 720	11 900	12 825	18 952
	-48,3	5,6	26,5	28,1	-43,7	-13,3	-41,6	47,8
Provisions pour consommation de capital	42 024	42 572	43 204	44 040	44 648	45 320	39 981	42 308
	1,4	1,3	1,5	1,9	1,4	1,5	6,0	5,8
Transferts nets de capitaux	3 472	3 204	2 632	4 156	3 444	3 208	4 997	3 255
	-6,5	-7,7	-17,9	57,9	-17,1	-6,9	62,3	-34,9
Moins: Acquisition de capital non financier	117 036	117 924	117 604	121 716	126 972	125 592	108 361	117 105
	1,0	0,8	-0,3	3,5	4,3	-1,1	8,6	8,1
Prêt net	-57 308	-57 116	-52 752	-49 164	-65 160	-65 164	-50 558	-52 590

Transactions: actifs financiers	23 988	19 400	33 236	48 508	43 376	41 536	21 883	29 245

Argent et dépôts	40 756	32 148	37 004	13 912	38 440	40 132	4 371	33 510

Titres de dette canadiens	-20 328	-25 052	-10 208	-7 512	-8 456	-19 444	-11 559	-17 548

Actions de sociétés et fonds mutuels	-12 692	-5 320	3 144	29 028	-2 044	13 888	14 326	1 590

Assurance-vie et rentes	55 160	43 924	41 564	50 592	63 160	50 552	40 987	46 172

Autres actifs financiers	-38 908	-26 300	-38 268	-37 512	-47 724	-43 592	-26 242	-34 479

Transactions: passif	80 268	80 232	84 884	93 820	108 324	109 836	72 033	82 448

Crédit à la consommation	27 792	28 868	29 920	30 952	31 796	32 168	25 122	28 277

Emprunts bancaires et autres emprunts	2 236	1 888	5 168	4 076	7 328	3 172	2 447	4 358

Hypothèques	45 732	46 300	47 840	53 824	61 772	70 460	42 986	46 515

Comptes à payer	4 508	3 176	1 956	4 968	7 428	4 036	1 478	3 298

Investissement financier net	-56 280	-60 832	-51 648	-45 312	-64 948	-68 300	-50 150	-53 203

Divergence du secteur	-1 028	3 716	-1 104	-3 852	-212	3 136	-408	613

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

3. Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

Tableau E.3 Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	367 388	379 884	402 076	375 072	387 580	390 192	350 618	378 421
	0,8	3,4	5,8	-6,7	3,3	0,7	11,8	7,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	197 444	201 864	201 464	205 872	208 444	213 764	189 357	198 859
	1,4	2,2	-0,2	2,2	1,2	2,6	11,9	5,0
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	14 156	13 668	13 556	15 096	15 308	15 256	14 578	13 823
	1,8	-3,4	-0,8	11,4	1,4	-0,3	12,8	-5,2
Ajustement de la valeur des stocks	-444	-1 376	-5 820	-2 760	4 192	2 700	-933	-1 775

Intérêts, dividendes et recettes diverses[2]	85 380	94 588	121 668	85 324	87 236	85 040	79 331	96 768
	-0,1	10,8	28,6	-29,9	2,2	-2,5	20,1	22,0
Intérêts sur la dette de consommation	15 648	16 144	16 416	16 652	17 136	17 820	14 013	15 794
	4,5	3,2	1,7	1,4	2,9	4,0	10,0	12,7
Intérêts sur la dette publique[3]	55 204	54 996	54 792	54 888	55 264	55 612	54 272	54 952
	0,7	-0,4	-0,4	0,2	0,7	0,6	-0,6	1,3
Dépenses	258 888	260 084	269 652	265 484	269 256	271 344	248 425	262 371
	-0,8	0,5	3,7	-1,5	1,4	0,8	8,4	5,6
Intérêts, dividendes et paiements divers	207 236	206 312	208 852	208 652	213 548	213 572	196 802	207 171
	0,5	-0,4	1,2	-0,1	2,3	0,0	9,0	5,3
Impôts directs	49 420	51 192	55 496	52 476	53 320	55 400	49 492	51 432
	-0,4	3,6	8,4	-5,4	1,6	3,9	7,6	3,9
Autres transferts courants	2 232	2 580	5 304	4 356	2 388	2 372	2 131	3 768
	-55,0	15,6	105,6	-17,9	-45,2	-0,7	-18,1	76,8
Épargne	108 500	119 800	132 424	109 588	118 324	118 848	102 193	116 050
	4,9	10,4	10,5	-17,2	8,0	0,4	20,8	13,6
Épargne brute et transferts de capitaux	227 724	240 204	253 900	232 036	242 188	244 208	217 059	235 952
	2,6	5,5	5,7	-8,6	4,4	0,8	11,7	8,7
Épargne	108 500	119 800	132 424	109 588	118 324	118 848	102 193	116 050
	4,9	10,4	10,5	-17,2	8,0	0,4	20,8	13,6
Provisions pour consommation de capital	116 692	117 784	118 608	119 768	121 116	122 444	111 932	117 146
	1,0	0,9	0,7	1,0	1,1	1,1	4,3	4,7
Transferts nets de capitaux	2 532	2 620	2 868	2 680	2 748	2 916	2 934	2 756
	-15,7	3,5	9,5	-6,6	2,5	6,1	18,5	-6,1
Moins : Acquisition de capital non financier	173 064	173 728	166 408	169 864	170 824	190 912	154 355	168 604
	7,3	0,4	-4,2	2,1	0,6	11,8	14,1	9,2
Prêt net	54 660	66 476	87 492	62 172	71 364	53 296	62 704	67 348

Transactions : actifs financiers	460 392	565 544	579 636	673 812	718 468	663 828	463 862	536 606

<i>Dont:</i>								
Crédit à la consommation	27 792	28 868	29 920	30 952	31 796	32 168	25 122	28 277

Prêts bancaires et autres prêts	19 932	32 880	32 828	39 520	30 272	32 932	7 335	28 180

Hypothèques	68 412	69 364	73 560	81 492	92 584	101 148	60 490	69 392

Effets à court terme	-13 940	13 420	42 744	13 164	-17 608	17 072	24 393	31 635

Obligations	45 652	57 372	90 280	40 140	90 400	112 868	66 894	61 001

Actions	-11 712	-616	8 296	17 296	19 372	-6 676	17 551	-1 670

Investissements étrangers	71 912	75 964	98 284	107 616	127 232	-39 700	51 864	78 209

Transactions: passif	404 328	502 260	495 892	611 948	656 388	596 220	398 083	472 687

<i>Dont :</i>								
Argent et dépôts	83 852	100 872	114 656	140 164	168 752	208 364	93 312	94 248

Emprunts bancaires et autres emprunts	11 736	5 580	19 856	29 708	31 308	38 336	7 880	7 698

Effets à court terme	25 932	42 836	41 596	18 528	13 764	21 288	23 527	40 811

Obligations	46 184	68 608	118 692	78 168	97 584	106 220	64 159	76 814

Actions	50 064	61 936	111 756	100 680	144 480	113 536	60 272	81 849

Assurance-vie et rentes	50 644	38 768	36 136	44 744	58 816	47 760	38 364	41 255

Investissement financier net	56 064	63 284	83 744	61 864	62 080	67 608	65 779	63 919

Divergence du secteur	-1 404	3 192	3 748	308	9 284	-14 312	-3 075	3 429

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

3. L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.

Tableau E.4 Comptes sectoriels - administrations publiques[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	580 264	580 640	589 552	598 668	614 500	615 768	559 746	582 437
	0,2	0,1	1,5	1,5	2,6	0,2	7,0	4,1
Impôts sur revenus	227 920	232 120	242 824	245 764	257 436	257 500	219 949	233 344
	-1,1	1,8	4,6	1,2	4,7	0,0	8,9	6,1
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	67 092	67 440	67 448	68 000	68 872	69 196	65 340	66 898
	2,3	0,5	0,0	0,8	1,3	0,5	5,2	2,4
Impôts sur production et importations	179 420	175 808	175 868	179 176	182 440	183 032	173 081	177 248
	0,9	-2,0	0,0	1,9	1,8	0,3	4,7	2,4
Autres transferts courants en provenance des particuliers	10 644	10 568	10 668	10 668	10 852	10 800	10 442	10 614
	0,6	-0,7	0,9	0,0	1,7	-0,5	3,1	1,6
Revenus de placements	50 796	49 756	47 124	49 096	48 328	48 776	48 446	49 604
	0,1	-2,0	-5,3	4,2	-1,6	0,9	11,8	2,4
Ventes de biens et services[2]	44 392	44 948	45 620	45 964	46 572	46 464	42 488	44 729
	1,0	1,3	1,5	0,8	1,3	-0,2	5,6	5,3
Dépenses	543 064	550 724	557 160	566 264	572 748	574 740	524 279	550 708
	-1,6	1,4	1,2	1,6	1,1	0,3	4,2	5,0
Dépenses courantes brutes en biens et services[2]	322 112	325 012	329 260	336 112	342 740	342 684	305 138	324 535
	0,1	0,9	1,3	2,1	2,0	-0,0	5,5	6,4
Transferts courants	157 852	162 688	164 852	167 072	166 796	168 864	156 376	163 200
	-5,7	3,1	1,3	1,3	-0,2	1,2	4,0	4,4
Intérêts sur la dette publique	63 100	63 024	63 048	63 080	63 212	63 192	62 765	62 973
	0,6	-0,1	0,0	0,1	0,2	-0,0	-1,7	0,3
Épargne	37 200	29 916	32 392	32 404	41 752	41 028	35 467	31 729
	35,7	-19,6	8,3	0,0	28,8	-1,7	78,8	-10,5
Épargne brute et transferts de capitaux	60 660	53 464	56 388	56 540	65 924	65 672	57 900	55 216
	20,5	-11,9	5,5	0,3	16,6	-0,4	37,8	-4,6
Épargne	37 200	29 916	32 392	32 404	41 752	41 028	35 467	31 729
	35,7	-19,6	8,3	0,0	28,8	-1,7	78,8	-10,5
Provisions pour consommation de capital	25 160	25 396	25 692	25 988	26 292	26 588	24 425	25 296
	0,9	0,9	1,2	1,2	1,2	1,1	4,9	3,6
Transferts nets de capitaux	-1 700	-1 848	-1 696	-1 852	-2 120	-1 944	-1 992	-1 809

Moins : Acquisition de capital non financier	40 032	40 552	41 156	41 588	42 056	42 872	36 323	40 295
	1,5	1,3	1,5	1,0	1,1	1,9	13,1	10,9
Prêt net	20 628	12 912	15 232	14 952	23 868	22 800	21 577	14 921

Transactions : actifs financiers	12 004	20 132	52 388	28 752	11 708	4 832	57 107	21 225

Argent et dépôts	5 428	2 212	412	560	9 080	5 120	2 951	1 287

Prêts	-1 352	-744	1 092	-92	2 416	1 672	4 053	1 180

Titres canadiens	11 772	20 580	11 552	32 988	3 996	20 172	21 909	8 827

Autres actifs financiers	-3 844	-1 916	39 332	-4 704	-3 784	-22 132	28 194	9 931

Transactions: passif	-6 932	11 628	35 828	12 860	-10 000	-16 092	35 625	7 197

Emprunts bancaires et autres emprunts	-416	-20	816	1 380	2 744	-256	1 082	357

Effets à court terme	-16 808	-8 096	-148	8 792	-43 152	-1 636	6 596	-4 644

Obligations	-19 364	2 728	-60	8 472	-1 812	8 704	2 323	-7 529

Autres passifs	29 656	17 016	35 220	-5 784	32 220	-22 904	25 624	19 013

Investissement financier net	18 936	8 504	16 560	15 892	21 708	20 924	21 482	14 028

Divergence du secteur	1 692	4 408	-1 328	-940	2 160	1 876	95	893

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus, les dépenses courantes sont donc enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.

Tableau E.5 Comptes sectoriels - non-résidents[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	552 068	564 928	574 236	576 036	571 564	579 432	534 710	559 566
	0,9	2,3	1,6	0,3	-0,8	1,4	7,3	4,6
Ventes de biens (importations)	400 520	411 860	412 692	419 508	411 472	419 648	388 282	404 391
	2,0	2,8	0,2	1,7	-1,9	2,0	6,9	4,1
Ventes de services (importations)	82 616	83 836	85 396	85 604	87 656	86 620	79 915	83 269
	1,7	1,5	1,9	0,2	2,4	-1,2	3,2	4,2
Intérêts, dividendes et recettes diverses	60 376	59 980	64 240	59 636	63 288	63 460	57 462	61 512
	-1,8	-0,7	7,1	-7,2	6,1	0,3	14,5	7,0
Transferts courants	8 556	9 252	11 908	11 288	9 148	9 704	9 051	10 394
	-27,9	8,1	28,7	-5,2	-19,0	6,1	19,5	14,8
Dépenses	566 188	584 156	619 868	599 760	599 356	584 880	561 477	585 146
	-0,7	3,2	6,1	-3,2	-0,1	-2,4	6,7	4,2
Achats de biens (exportations)	449 124	457 168	462 028	477 924	476 840	463 968	451 779	455 696
	-1,2	1,8	1,1	3,4	-0,2	-2,7	5,3	0,9
Achats de services (exportations)	69 380	69 344	69 212	69 700	69 824	69 372	68 600	69 010
	1,9	-0,1	-0,2	0,7	0,2	-0,6	3,5	0,6
Intérêts, dividendes et paiements divers	38 556	48 636	78 544	42 112	42 916	41 120	32 922	50 758
	3,4	26,1	61,5	-46,4	1,9	-4,2	37,7	54,2
Transferts courants	9 128	9 008	10 084	10 024	9 776	10 420	8 176	9 682
	-13,1	-1,3	11,9	-0,6	-2,5	6,6	14,3	18,4
Épargne	-14 120	-19 228	-45 632	-23 724	-27 792	-5 448	-26 767	-25 580

Épargne brute et transferts de capitaux	-18 424	-23 204	-49 436	-28 708	-31 864	-9 628	-32 706	-29 782

Épargne	-14 120	-19 228	-45 632	-23 724	-27 792	-5 448	-26 767	-25 580

Transferts nets de capitaux	-4 304	-3 976	-3 804	-4 984	-4 072	-4 180	-5 939	-4 202

Prêt net[2]	-18 424	-23 204	-49 436	-28 708	-31 864	-9 628	-32 706	-29 782

Transactions : actifs financiers	173 808	136 904	73 704	162 332	139 084	75 484	59 075	128 674

Argent et dépôts	40 172	-19 844	5 568	63 268	-12 004	-11 248	4 200	3 898

Prêts	-5 828	-2 888	640	6 652	5 860	14 984	-1 894	-4 967

Effets à court terme	10 208	2 700	-15 024	5 212	-2 748	4 076	520	2 376

Obligations	948	33 552	34 836	28 484	-3 708	4 020	-546	17 704

Actions	16 436	2 876	-7 636	-11 188	-17 812	-22 588	9 134	10 815

Autres actifs financiers	111 872	120 508	55 320	69 904	169 496	86 240	47 661	98 848

Transactions : passif	192 528	147 860	122 360	194 776	157 924	95 716	96 186	153 418

Réserves officielles	-380	1 764	-384	6 488	4 392	2 948	1 655	1 015

Argent et dépôts	20 328	19 520	7 204	8 088	9 864	4 196	6 389	15 022

Emprunts bancaires et autres emprunts	-804	21 800	8 720	10 916	-2 832	8 336	-1 915	11 980

Investissements étrangers	88 576	87 344	110 520	112 348	120 008	-40 368	61 234	91 314

Autres passifs	84 808	17 432	-3 700	56 936	26 492	120 604	28 823	34 087

Investissement financier net	-18 720	-10 956	-48 656	-32 444	-18 840	-20 232	-37 111	-24 744

Divergence du secteur	296	-12 248	-780	3 736	-13 024	10 604	4 405	-5 038

- La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.
- Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens et ce, pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.

Section F

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Troisième trimestre de 2007

La productivité du travail dans les entreprises canadiennes n'a augmenté que de 0,2% entre juillet et septembre, soit un taux de croissance identique à celui enregistré au trimestre précédent. Ce taux demeure inférieur au rythme des trois premiers mois de l'année, qui s'est établi à 0,6%.

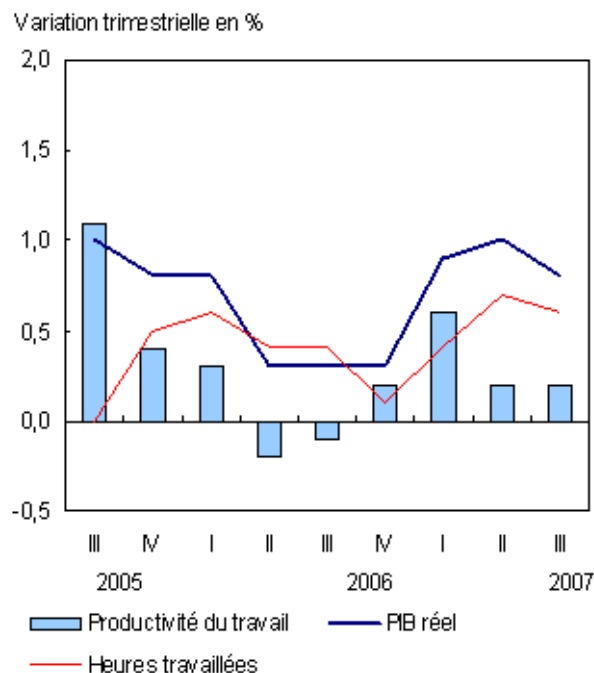
Pendant ce temps, la croissance de la productivité aux États-Unis a fortement accéléré pour atteindre 1,6% au troisième trimestre, principalement en raison d'une progression appréciable de la production.

Au troisième trimestre, le secteur des services assure à lui seul la croissance globale de la productivité dans les entreprises canadiennes, alors que la productivité dans le secteur des biens fléchissait. En particulier, la productivité dans la fabrication a décliné pour la première fois en un an.

La modeste performance au chapitre de la productivité au troisième trimestre, combinée à la vigueur du dollar canadien, a propulsé à nouveau à la hausse le coût unitaire de main-d'oeuvre canadien exprimé en dollars américains, quoique à un rythme inférieur au deuxième. Cela continue à nuire à la compétitivité des entreprises canadiennes vis-à-vis de leurs équivalentes américaines.

Graphique F.1

La croissance de la productivité dans les entreprises canadiennes demeure faible



Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité pour l'ensemble du secteur des entreprises, ses 15 principales industries de la classification à deux chiffres du SCIAN ainsi que le secteur des biens et celui des services. Les mesures trimestrielles de la productivité de l'ensemble de l'économie, du secteur des entreprises et du secteur non commercial sont disponibles à partir du premier trimestre de 1981, tandis que celles au niveau industriel commencent seulement à partir du premier trimestre de 1997.

L'utilisation du terme «productivité» fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez le nouveau module du Système des comptes économiques nationaux (www.statcan.ca/cen). Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à productivite.mesures@statcan.ca.

Révisions

Ce communiqué incorpore les estimations révisées de la productivité du travail et des variables qui sont basées sur les révisions des données source. L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) a publié le 30 mars 2007 des révisions des données d'emplois à partir de 2001. Des révisions de 2002 à 2006 du Produit intérieur brut (PIB) par industrie ont été diffusées le 31 octobre 2007 par la Division des Comptes des industries. Les nouveaux repères annuels du volume d'heures travaillées ont été publiés le 27 novembre 2007. En raison de ces révisions, les estimations ont été révisées rétrospectivement jusqu'au premier trimestre de 2007 au niveau agrégé et au premier trimestre de 1997 au niveau industriel.

De plus, les indices de productivité du travail et des variables connexes sont convertis de l'année de référence 1997 à l'année de référence 2002. Ce changement a une incidence sur les données du premier trimestre 1981 à aujourd'hui. L'adoption de la nouvelle année de base 2002 ne modifie pas les taux de croissance de la productivité, puisqu'elle représente une mise à l'échelle des indices fondés sur 1997.

La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

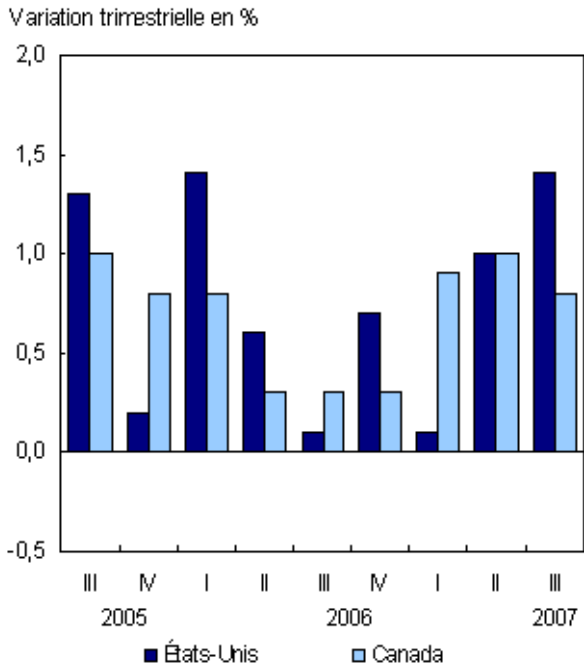
Le **coût unitaire de main-d'oeuvre en dollars américains**: Il est égal au ratio du coût unitaire de main-d'oeuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

La croissance de la productivité demeure modérée au Canada, pendant qu'elle accélère nettement aux États-Unis

Alors que le PIB au Canada a crû un peu moins au troisième trimestre qu'au deuxième trimestre, la croissance du PIB aux États-Unis a connu une forte accélération au troisième trimestre.

Graphique F.2

La croissance de la production est deux fois plus élevée dans les entreprises américaines

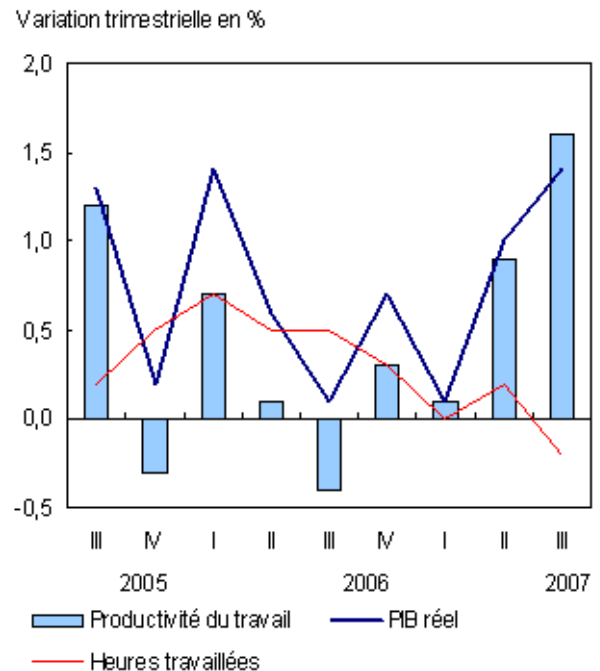


Après avoir connu un rythme identique de progression dans les deux pays au deuxième trimestre (+1,0%), le PIB aux États-Unis s'est accru à un rythme presque deux fois plus rapide que celui du Canada. Au troisième trimestre, la croissance du PIB dans les entreprises canadiennes s'est établie à 0,8%, comparativement à un fort gain de 1,4% dans les entreprises américaines.

Aux États-Unis, la productivité s'est fortement accrue (+1,6%) entre juillet et septembre, soit une nette accélération par rapport aux gains de 0,9 % au deuxième trimestre et à la croissance quasi-nulle (+0,1 %) au cours des trois premiers mois de l'année. Il s'agit de la meilleure performance depuis le troisième trimestre de 2003 (+2,3%).

Graphique F.3

La croissance de la productivité américaine accélère



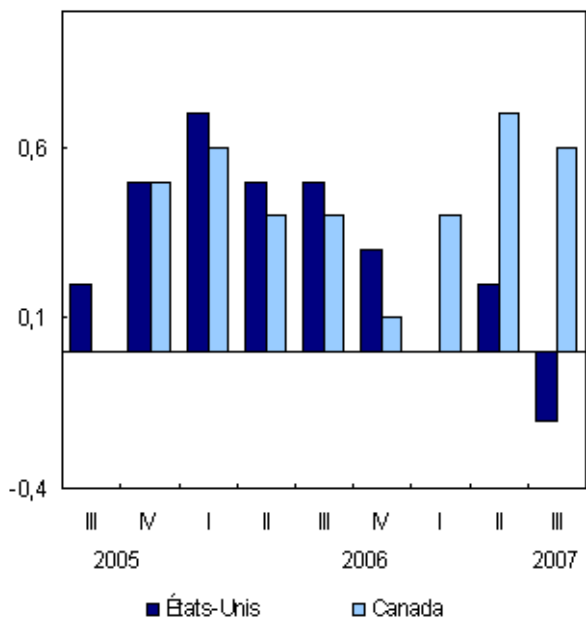
L'écart en matière de croissance de la productivité entre le Canada et les États-Unis prend également sa source sur le front du marché de l'emploi.

Le volume d'heures travaillées consacrées à la production dans les entreprises canadiennes a augmenté de 0,6% au troisième trimestre, soit une augmentation légèrement inférieure à celle enregistrée au trimestre précédent (+0,7 %). L'essentiel de la progression des heures travaillées observée entre juillet et septembre est survenue dans le travail à temps plein.

Graphique F.4

La croissance des heures travaillées ralentit dans les deux pays, mais est négative aux États-Unis

Variation trimestrielle en %



Entre-temps, le volume d'heures travaillées dans les entreprises américaines a légèrement diminué de 0,2% au troisième trimestre, après avoir connu une hausse de 0,2 % au deuxième. Il s'agit d'un premier recul après une série de seize trimestres consécutifs d'augmentation ou de stagnation. Le rythme de croissance du volume d'heures travaillées ralentit graduellement depuis le troisième trimestre de 2006.

Les coûts unitaires de main-d'œuvre continuent de ralentir

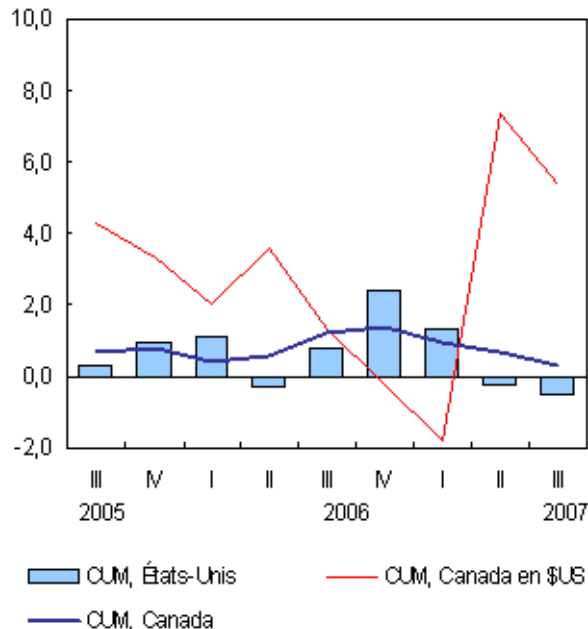
Les coûts de main-d'œuvre par unité de production, un baromètre des pressions inflationnistes sur les salaires, ont ralenti dans les entreprises canadiennes au troisième trimestre, augmentant de seulement 0,3%, contre la hausse de 0,7% affichée au trimestre précédent. Il s'agissait d'un ralentissement graduel depuis le quatrième trimestre de 2006.

Cela reflète un décélération de la croissance de la rémunération horaire par rapport au deuxième trimestre, compte tenu des gains modestes de productivité enregistrés au cours des deux derniers trimestres. Au cours des quatre trimestres précédents, la rémunération horaire au Canada avait connu des augmentations trimestrielles égales ou supérieures à 0,9%.

Graphique F.5

Les coûts unitaires de main-d'œuvre canadiens en \$US décèlent légèrement

Variation trimestrielle en %



Du côté des entreprises américaines, les coûts du travail par unité de production ont diminué de 0,5% au troisième trimestre, après avoir affiché une légère baisse de 0,2% au trimestre précédent. Au cours de ces deux derniers trimestres, l'augmentation de la rémunération horaire a été inférieure à celle de la productivité, permettant ainsi une deuxième baisse trimestrielle consécutive des coûts unitaires de main-d'œuvre aux États-Unis.

Compte tenu de la vive appréciation du dollar canadien au troisième trimestre, la croissance du coût unitaire de main-d'œuvre canadienne exprimé en dollars américains s'est élevée à 5,4% durant le trimestre, après avoir enregistré une forte hausse de 7,4% au deuxième trimestre.

Analyse industrielle

Pendant que la productivité du secteur des biens continue de reculer...

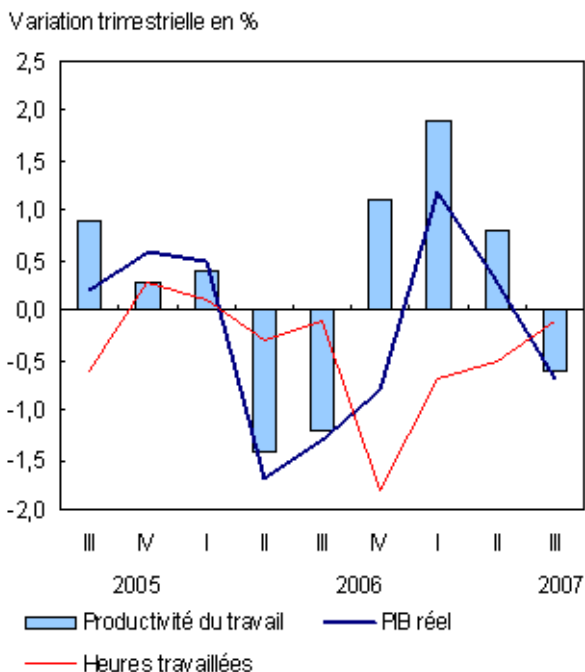
Au troisième trimestre de 2007, la productivité du travail a reculé de 0,8% dans les industries produisant des biens, par rapport à une baisse de 0,2% au deuxième trimestre. Toutes les industries composant ce secteur ont participé à la baisse générale. La fabrication, l'industrie la plus importante de ce secteur, a enregistré son premier recul de productivité depuis le troisième trimestre de 2006.

Dans le secteur de la fabrication, la productivité a diminué de 0,6% au troisième trimestre. Il s'agit d'une première baisse, après trois gains trimestriels consécutifs.

Les heures travaillées consacrées à la fabrication ont légèrement reculé de 0,1% entre juillet et septembre, soit un sixième trimestre consécutif de baisse, reflétant ainsi la poursuite de la rationalisation de ce secteur. Entre-temps, la production dans la fabrication accuse un déclin de 0,7% au troisième trimestre, après deux hausses trimestrielles consécutives.

Graphique F.6

La productivité dans la fabrication a fléchi pour la première fois en un an



La production manufacturière continue d'être entravée, notamment par la perte de compétitivité découlant de l'appréciation marquée du dollar canadien.

Au troisième trimestre les fabricants ont en effet dû faire face à l'appréciation de 4,9% du dollar canadien par rapport à sa contrepartie américaine qui s'est ajoutée à celle de 6,3% enregistrée au deuxième.

... celle du secteur des services poursuit sa progression

Par contre, en affichant un gain de 0,4%, le secteur produisant des services a enregistré une troisième hausse consécutive de sa productivité. Ce taux de croissance était identique à celui du deuxième trimestre, mais supérieur au gain de 0,2% du premier trimestre. À l'exception des industries de l'information et des cultures, toutes les industries produisant des services ont amélioré ou maintenu leur niveau de productivité au cours du troisième trimestre. Encore une fois, le commerce de gros a dominé ce secteur avec une forte croissance de sa productivité au troisième trimestre, sous l'impulsion de la vigueur des

ventes de machines et matériel et de véhicules automobiles.

Bien qu'ils n'aient enregistré qu'une faible hausse de productivité au troisième trimestre, les services financiers, affaires immobilières et gestion d'entreprises affichaient une productivité à la hausse pour un septième trimestre consécutif.

Baisse des pressions à la hausse de la rémunération horaire dans les deux secteurs

Après avoir accéléré durant la deuxième partie de 2006 et au premier trimestre de 2007 (+1,5%), la croissance de la rémunération horaire dans l'ensemble des entreprises a graduellement ralenti, affichant une hausse de 0,9% au deuxième trimestre et de 0,4% au troisième trimestre de 2007. Le secteur des biens ainsi que celui des services ont, tous deux affiché une décélération de la rémunération horaire au cours du troisième trimestre.

Dans le secteur produisant des biens, l'augmentation de la rémunération horaire a continué de s'atténuer, affichant une hausse de 0,2% comparativement à 0,4% au deuxième trimestre. Ces taux sont bien inférieurs à la progression de 2,1% enregistrée au cours de chacun des deux trimestres précédents. Sauf l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse, toutes les industries produisant des biens ont contribué à cette décélération.

Dans le secteur des services, la croissance de la rémunération horaire a ralenti pour la première fois au troisième trimestre (+0,6%), après avoir augmenté à un rythme comparable au cours des trois trimestres précédents (+1,2%). Le groupe des services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement, de même que celui des autres services privés ont principalement contribué à ce ralentissement en affichant un recul de leur rémunération horaire.

Par ailleurs, le commerce de détail et les services professionnels, scientifiques et techniques ont affiché des hausses relativement importantes de la rémunération horaire pour un deuxième trimestre consécutif.

Légère accélération des coûts unitaires du travail dans les industries produisant des biens...

La croissance de 0,2 % de la rémunération horaire, combinée à la baisse de 0,8 % de la productivité au deuxième trimestre, a entraîné une hausse de 0,9 % des coûts unitaires de main-d'oeuvre des entreprises canadiennes produisant des biens par rapport à 0,6% au deuxième trimestre. Les coûts unitaires de la main-d'oeuvre permettent de mesurer les pressions inflationnistes dans les salaires, en comparant les différences relatives entre l'évolution de la rémunération horaire et celle de la productivité.

Cette légère accélération des coûts de main-d'œuvre par unité de production dans les industries produisant des biens au troisième trimestre provient de hausses dans la plupart des industries composant ce secteur, à l'exception de la fabrication. Dans cette industrie, le coût unitaire de main-d'œuvre reculait pour un troisième trimestre consécutif.

... mais une nette amélioration dans les services

La décélération graduelle du coût unitaire de main-d'œuvre dans les entreprises canadiennes amorcée au quatrième trimestre de 2006 est principalement attribuable au secteur des services. Le coût unitaire de main-d'œuvre dans ce secteur a augmenté d'à peine 0,1% au troisième trimestre, contre 0,8% au deuxième trimestre. Ce ralentissement est principalement attribuable au commerce de gros, au transport et à l'entreposage, au groupe des services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement, de même qu'à celui des autres services privés. Ces améliorations ont été contrebalancées par une accélération du coût unitaire de main-d'œuvre dans le commerce de détail au troisième trimestre.

Tableau F.1 Secteur des entreprises - productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Productivité du travail	-0,2	-0,1	0,2	0,6	0,2	0,2
PIB réel	0,3	0,3	0,3	0,9	1,0	0,8
Heures travaillées	0,4	0,4	0,1	0,4	0,7	0,6
Rémunération horaire	0,5	1,1	1,6	1,5	0,9	0,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,6	1,2	1,4	1,0	0,7	0,3
Taux de change[2]	-2,8	-0,1	1,6	2,8	-6,3	-4,9
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	3,6	1,3	-0,2	-1,8	7,4	5,4
États-Unis						
Productivité du travail	0,1	-0,4	0,3	0,1	0,9	1,6
PIB réel	0,6	0,1	0,7	0,1	1,0	1,4
Heures travaillées	0,5	0,5	0,3	0,0	0,2	-0,2
Rémunération horaire	-0,1	0,4	2,8	1,3	0,6	1,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,3	0,8	2,4	1,3	-0,2	-0,5
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Productivité du travail	1,6	0,4	0,2	0,5	0,9	1,2
PIB réel	3,0	2,2	1,6	1,7	2,4	3,0
Heures travaillées	1,4	1,8	1,4	1,2	1,6	1,9
Rémunération horaire	4,2	3,5	3,9	4,8	5,3	4,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,6	3,1	3,7	4,3	4,4	3,4
Taux de change[2]	-9,8	-6,7	-2,9	1,5	-2,2	-6,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	13,7	10,5	6,8	2,8	6,6	10,9
États-Unis						
Productivité du travail	1,7	0,2	0,7	0,2	0,8	2,9
PIB réel	3,6	2,4	2,8	1,5	1,9	3,2
Heures travaillées	1,8	2,2	2,1	1,3	1,1	0,3
Rémunération horaire	3,9	2,8	4,8	4,4	5,2	5,9
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,2	2,6	4,1	4,3	4,3	3,0
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Productivité du travail	-0,8	-0,4	0,8	2,3	0,8	0,8
PIB réel	1,1	1,1	1,1	3,6	4,0	3,2
Heures travaillées	1,5	1,5	0,4	1,5	3,0	2,6
Rémunération horaire	2,1	4,6	6,4	6,3	3,7	1,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,6	4,8	5,9	4,0	2,8	1,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	15,0	5,3	-0,8	-7,0	33,0	23,2
États-Unis						
Productivité du travail	0,8	-1,5	1,2	0,2	3,6	6,7
PIB réel	2,5	0,6	2,6	0,2	4,4	5,7
Heures travaillées	1,7	2,2	1,4	0,0	0,8	-1,0
Rémunération horaire	-0,4	1,6	11,4	5,5	2,4	4,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-1,2	3,1	10,1	5,3	-1,1	-2,0

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Tableau F.2 Secteur des entreprises - quelques variables associées au marché du travail[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Tous les emplois	0,2	0,2	0,6	0,6	0,4	0,5
Heures travaillées	0,4	0,4	0,1	0,4	0,7	0,6
Heures moyennes	0,1	0,3	-0,5	-0,2	0,4	0,2
Part du travail[2]	0,0	0,8	1,4	-0,6	-0,8	0,3
États-Unis						
Tous les emplois	0,4	0,3	0,4	0,2	0,2	-0,1
Heures travaillées	0,5	0,5	0,3	0,0	0,2	-0,2
Heures moyennes	0,0	0,2	-0,0	-0,2	-0,0	-0,1
Part du travail[2]	-1,1	0,3	2,2	0,3	-0,8	-0,5
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Tous les emplois	1,3	1,4	1,5	1,5	1,7	2,0
Heures travaillées	1,4	1,8	1,4	1,2	1,6	1,9
Heures moyennes	0,0	0,4	-0,1	-0,3	0,0	-0,1
Part du travail[2]	-0,7	1,1	3,3	1,7	0,8	0,3
États-Unis						
Tous les emplois	1,8	1,9	1,9	1,3	1,1	0,7
Heures travaillées	1,8	2,2	2,1	1,3	1,1	0,3
Heures moyennes	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	-0,4
Part du travail[2]	-1,1	-0,3	1,8	1,7	2,0	1,2
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Tous les emplois	0,8	0,8	2,3	2,3	1,5	1,9
Heures travaillées	1,5	1,5	0,4	1,5	3,0	2,6
Heures moyennes	0,4	1,2	-2,0	-0,8	1,6	0,8
Part du travail[2]	0,0	3,3	5,9	-2,4	-3,2	1,2
États-Unis						
Tous les emplois	1,6	1,2	1,5	0,8	0,9	-0,4
Heures travaillées	1,7	2,2	1,4	0,0	0,8	-1,0
Heures moyennes	0,1	1,0	-0,1	-0,8	-0,1	-0,5
Part du travail[2]	-4,4	1,0	9,3	1,2	-3,2	-2,1

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Tableau F.3 Indices de productivité du travail par industrie[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Calculés à partir de données désaisonnalisées (2002 = 100)								
Secteur des entreprises - biens	103,1	102,8	103,3	104,9	104,7	103,9	102,7	103,2
	<i>-0,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,3</i>	<i>0,5</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	126,5	123,0	125,5	128,2	125,8	125,7	126,8	125,8
	<i>-1,2</i>	<i>-2,8</i>	<i>2,0</i>	<i>2,2</i>	<i>-1,9</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,8</i>
Construction	106,0	106,3	107,2	106,8	105,0	104,0	99,9	105,7
	<i>2,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,7</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>5,9</i>
Fabrication	105,6	104,3	105,4	107,4	108,3	107,7	105,7	105,6
	<i>-1,4</i>	<i>-1,2</i>	<i>1,1</i>	<i>1,9</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,6</i>	<i>3,8</i>	<i>-0,1</i>
Secteur des entreprises - services	106,7	107,2	107,0	107,2	107,6	108,0	104,3	106,7
	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>3,0</i>	<i>2,3</i>
Commerce de gros	121,0	122,2	119,8	120,0	121,4	123,4	112,0	120,2
	<i>2,9</i>	<i>1,0</i>	<i>-2,0</i>	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	<i>1,6</i>	<i>6,8</i>	<i>7,3</i>
Commerce de détail	111,1	112,3	111,6	114,3	115,9	116,0	105,3	111,1
	<i>1,7</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,6</i>	<i>2,4</i>	<i>1,4</i>	<i>0,1</i>	<i>1,6</i>	<i>5,5</i>
Transport et entreposage	106,4	106,2	106,4	105,5	105,0	105,3	105,2	106,3
	<i>0,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>5,9</i>	<i>1,1</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	113,7	114,1	113,5	113,2	112,4	111,0	107,0	113,5
	<i>0,9</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,7</i>	<i>-1,2</i>	<i>6,4</i>	<i>6,1</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	101,6	103,2	104,5	105,1	105,9	106,0	101,3	102,6
	<i>0,5</i>	<i>1,6</i>	<i>1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>-1,1</i>	<i>1,3</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	101,7	100,9	101,0	100,1	101,3	102,4	102,6	101,2
	<i>0,5</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>-1,3</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	101,8	101,5	101,6	102,3	102,2	102,7	99,8	101,5
	<i>0,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>
Hébergement et services de restauration	101,3	101,0	102,3	100,2	97,4	98,1	101,0	101,8
	<i>-1,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,3</i>	<i>-2,1</i>	<i>-2,8</i>	<i>0,7</i>	<i>4,0</i>	<i>0,8</i>
Autres services commerciaux	103,9	104,0	104,3	103,5	103,5	103,5	104,4	104,0
	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>3,5</i>	<i>-0,3</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

Tableau F.4 Indices de coût unitaire de main d'oeuvre par industrie[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (2002 = 100)								
Secteur des entreprises - biens	110,9	112,3	114,0	114,7	115,4	116,4	108,0	111,8
	<i>1,0</i>	<i>1,3</i>	<i>1,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>3,4</i>	<i>3,4</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	85,6	87,1	87,6	89,5	88,2	90,2	85,9	86,9
	<i>-1,9</i>	<i>1,8</i>	<i>0,6</i>	<i>2,2</i>	<i>-1,5</i>	<i>2,3</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,2</i>
Construction	106,4	107,9	108,7	111,8	114,4	116,5	105,5	107,2
	<i>0,5</i>	<i>1,4</i>	<i>0,7</i>	<i>2,9</i>	<i>2,3</i>	<i>1,8</i>	<i>4,5</i>	<i>1,7</i>
Fabrication	107,6	109,1	110,3	109,6	109,4	109,2	106,2	108,3
	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,0</i>	<i>2,0</i>
Secteur des entreprises - services	108,7	109,8	111,4	112,6	113,5	113,6	106,8	109,6
	<i>0,4</i>	<i>1,0</i>	<i>1,5</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>2,5</i>	<i>2,6</i>
Commerce de gros	96,1	97,8	101,1	103,7	102,8	101,6	99,2	98,1
	<i>-1,3</i>	<i>1,8</i>	<i>3,4</i>	<i>2,6</i>	<i>-0,9</i>	<i>-1,2</i>	<i>-0,8</i>	<i>-1,1</i>
Commerce de détail	107,5	106,2	106,1	104,4	105,0	106,6	106,0	106,5
	<i>1,1</i>	<i>-1,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,6</i>	<i>0,6</i>	<i>1,5</i>	<i>1,1</i>	<i>0,5</i>
Transport et entreposage	105,3	106,4	107,8	110,1	110,5	110,6	105,5	106,2
	<i>0,0</i>	<i>1,0</i>	<i>1,3</i>	<i>2,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	103,8	104,1	105,6	105,6	106,5	108,3	101,7	104,2
	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>1,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,9</i>	<i>1,7</i>	<i>0,6</i>	<i>2,5</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	115,0	114,8	116,0	116,8	118,5	119,1	110,3	114,8
	<i>1,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>1,5</i>	<i>0,5</i>	<i>4,6</i>	<i>4,1</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	112,6	116,4	116,6	118,3	118,3	118,9	109,6	115,0
	<i>-1,5</i>	<i>3,4</i>	<i>0,2</i>	<i>1,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>5,8</i>	<i>4,9</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	112,5	113,8	117,0	120,7	122,3	120,3	110,8	114,2
	<i>-0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>2,8</i>	<i>3,2</i>	<i>1,3</i>	<i>-1,6</i>	<i>4,3</i>	<i>3,0</i>
Hébergement et services de restauration	108,0	115,2	117,8	119,4	124,5	124,0	106,9	111,8
	<i>1,7</i>	<i>6,7</i>	<i>2,3</i>	<i>1,4</i>	<i>4,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>2,3</i>	<i>4,6</i>
Autres services commerciaux	115,9	116,4	117,3	119,6	121,7	120,8	110,9	115,8
	<i>2,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>2,0</i>	<i>1,8</i>	<i>-0,7</i>	<i>4,1</i>	<i>4,4</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

Section G

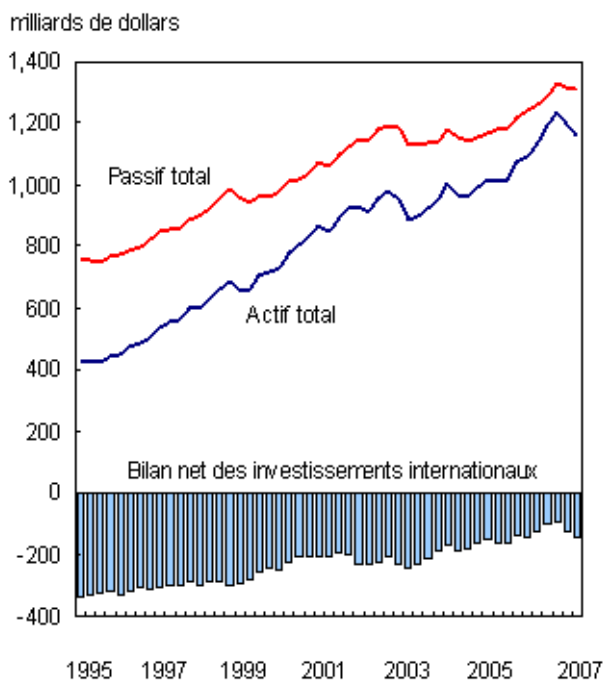
Bilan des investissements internationaux du Canada

Troisième trimestre de 2007

L'actif international et le passif international ont tous deux encore diminué au troisième trimestre de 2007, mais le fléchissement de l'actif a été plus marqué. C'est ainsi que le passif international net total du Canada (la différence entre l'actif financier du Canada à l'étranger et le passif envers les non-résidents) a augmenté pour un troisième trimestre consécutif, mais plus lentement qu'au trimestre précédent.

Le passif net envers les non-résidents a augmenté de 12,2 milliards de dollars au troisième trimestre et est passé à 145,3 milliards de dollars. Le passif extérieur net représente maintenant 9,4 % du produit intérieur brut du Canada, comparativement à 8,1 % au trimestre précédent, mais ce pourcentage est beaucoup moins élevé que le record de 44,3 % établi en 1994.

Graphique G.1
Bilan des investissements internationaux du Canada



Le dollar canadien continue d'alimenter l'augmentation du passif international net

L'augmentation du passif net envers les non-résidents est attribuable surtout à l'appréciation constante du dollar canadien au cours du troisième trimestre, qui a eu un effet plus marqué sur l'actif que sur le passif. Le dollar canadien a continué de progresser par rapport à la plupart des grandes devises étrangères au troisième trimestre, mais à une cadence moindre. Il a gagné 7,1 % par rapport au dollar américain, 5,1 % par rapport à la livre sterling et 1,65 % par rapport à l'euro, mais il a perdu 0,08 % par rapport au yen japonais.

L'augmentation de la dette extérieure nette reflétait aussi le ralentissement des investissements internationaux au troisième trimestre, bien que les opérations sur l'actif aient excédé celles du passif. Le désinvestissement en actions canadiennes par des non-résidents et la baisse marquée des portefeuilles d'investisseurs canadiens en instruments du marché monétaire étrangers expliquent en majeure partie la faiblesse des opérations financières sur l'actif et sur le passif.

L'actif international diminue plus que le passif international

Les portefeuilles d'actif international ont reculé à 1 164,4 milliards de dollars, une chute de 31,4 milliards de dollars comparativement au trimestre précédent. L'effet de la devise a réduit la valeur de cet actif en dollars canadiens de 53,9 milliards de dollars, pendant que le désinvestissement en instruments du marché monétaire étrangers contribuait à une diminution supplémentaire de l'actif. La diminution totale n'a été que légèrement contrebalancée par l'augmentation de l'actif dépôts.

Parallèlement, le passif international du Canada a fléchi de 19,2 milliards de dollars pour s'établir à 1 309,7 milliards de dollars. Bien que les acquisitions internationales d'entreprises canadiennes aient été encore fortes au troisième trimestre, cette augmentation a été largement annulée par l'effet de la devise ressenti dans les avoirs étrangers en obligations canadiennes et les dépôts.

Note aux lecteurs

Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devises étrangères est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

Actif canadien : forte diminution des avoirs au niveau des titres étrangers et de l'investissement direct

La vigueur du dollar canadien a encore eu un effet important sur la valeur des portefeuilles de titres étrangers des investisseurs canadiens et sur les investissements directs canadiens à l'étranger. Presque tous ces éléments d'actif sont libellés en devises étrangères.

L'effet de la devise sur les titres étrangers, au cours du troisième trimestre, a entraîné une réduction des actifs de 17,4 milliards de dollars. Outre l'important effet de la devise, il y a eu un désinvestissement de 10,4 milliards de dollars dans les portefeuilles d'instruments du marché monétaire étrangers. Ce désinvestissement a réduit ces avoirs à 9,0 milliards, soit de plus de la moitié ce qu'ils étaient au trimestre précédent. Ce niveau est le plus bas enregistré depuis le deuxième trimestre de 2003.

En outre, il y a eu une réduction des portefeuilles d'obligations étrangères et un ralentissement des opérations en actions étrangères au cours du trimestre.

L'appréciation du dollar canadien au troisième trimestre a continué de se répercuter fortement sur la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger, qui ont reculé de 17,2 milliards de dollars pour s'établir à 491,3 milliards de dollars. Les opérations d'investissements directs avec des sociétés affiliées étrangères ont été plus faibles que d'habitude et la vigueur du dollar a retranché 25,4 milliards de dollars de la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger.

Les investissements directs canadiens aux États-Unis ont chuté de 11,2 milliards de dollars pour s'établir à 209,4 milliards de dollars, pendant que les investissements directs canadiens dans tous les autres pays diminuaient de 6,0 milliards de dollars pour s'établir à 281,8 milliards de dollars.

Passif du Canada : augmentation des investissements directs étrangers au Canada

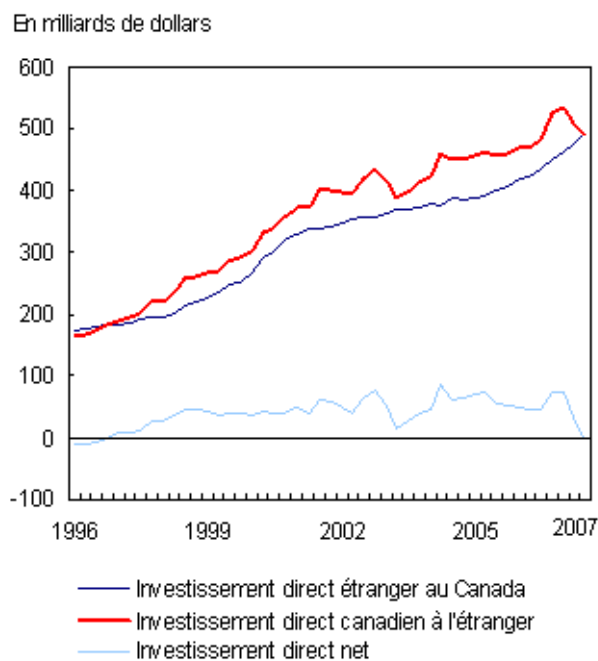
Les portefeuilles d'investissements directs étrangers au Canada ont augmenté de 9,1 milliards de dollars au cours du trimestre malgré l'appréciation constante du dollar canadien qui a rendu plus chères les entreprises canadiennes. La valeur des acquisitions d'entreprises canadiennes a été de 18,8 milliards de dollars au cours du trimestre, dont 39 % dans l'industrie minière. Les investissements directs étrangers au Canada atteignaient 495,3 milliards de dollars à la fin de septembre.

Les avoirs des non résidents en obligations canadiennes, actions et effets du marché monétaire ont baissé de 19,3 milliards de dollars au cours du trimestre. Un désinvestissement de 8,5 milliards de dollars en actions canadiennes et l'effet négatif de la devise pour un montant de 12,8 milliards de dollars sur les obligations canadiennes en circulation détenues par des non-résidents sont émises en devises étrangères).

Le bilan net des investissements directs devient négatif

Pour la première fois en plus de 10 ans, le bilan net des investissements directs du Canada – la différence entre les investissements directs canadiens à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada – a été négatif. Les investissements directs étrangers au Canada ont dépassé les investissements directs canadiens à l'étranger par une faible marge.

Graphique G.2
Position d'investissement direct



Depuis le début de l'année, ce bilan net a diminué de 78,5 milliards de dollars. De ce montant, 57,6 milliards de dollars est attribuable à l'effet de taux change. La variation du dollar canadien a un impact sur l'actif des investissements directs, mais aucun sur le passif de ces mêmes investissements.

Le Canada est en position de passif net dans les investissements directs par rapport aux États-Unis, et il est celui qui a contribué le plus à la chute des investissements directs nets au troisième trimestre. Le Canada est en position d'actif net dans les investissements directs avec tous les autres pays pris ensemble.

L'augmentation de la dette extérieure nette est plus marquée lorsque les placements de portefeuille sont à la valeur de marché

Le passif international net du Canada dans son ensemble peut aussi être calculé avec des avoirs et des dettes, au niveau des titres négociables, exprimés à la valeur au marché. Dans ce cas, la dette extérieure nette augmente un peu plus rapidement (de 39,9 milliards de dollars), pour atteindre 108,0 milliards de dollars. Ceci s'explique en partie par la réévaluation à la baisse des portefeuilles canadiens d'actions étrangères par les investisseurs canadiens, et tient compte de la correction sur les grands marchés boursiers au troisième trimestre.

Tableau G.1 Bilan des investissements internationaux en fin de période

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Millions de dollars								
Actif								
Investissements directs canadiens à l'étranger	468 500	480 635	523 260	535 359	508 441	491 254	459 606	523 260
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	103 207	112 763	128 505	145 001	152 119	143 407	82 276	128 505
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	<i>108 378</i>	<i>121 474</i>	<i>138 171</i>	<i>156 039</i>	<i>161 069</i>	<i>146 841</i>	<i>88 744</i>	<i>138 171</i>
Actions étrangères	200 794	202 720	216 194	218 569	205 138	196 859	197 082	216 194
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	<i>464 047</i>	<i>491 609</i>	<i>559 671</i>	<i>574 255</i>	<i>568 110</i>	<i>541 790</i>	<i>445 564</i>	<i>559 671</i>
Marché monétaire étranger	12 916	17 870	19 966	20 128	19 774	8 997	13 055	19 966
<i>Marché monétaire étranger à la valeur marchande</i>	<i>12 964</i>	<i>17 941</i>	<i>20 062</i>	<i>20 196</i>	<i>19 825</i>	<i>9 044</i>	<i>13 108</i>	<i>20 062</i>
Autres investissements								
Prêts	63 556	71 298	72 360	76 932	72 385	76 841	45 957	72 360
Dépôts	147 845	152 119	131 427	136 720	139 816	151 150	120 813	131 427
Réserves internationales	40 301	40 131	40 959	45 507	42 534	40 887	38 030	40 959
<i>Réserves internationales à la valeur marchande</i>	<i>40 089</i>	<i>40 256</i>	<i>40 862</i>	<i>45 386</i>	<i>41 991</i>	<i>40 769</i>	<i>38 400</i>	<i>40 862</i>
Autres actifs	55 864	57 287	57 758	57 227	55 615	55 021	56 605	57 758
Total de l'actif								
à la valeur comptable	1 092 983	1 134 822	1 190 429	1 235 443	1 195 822	1 164 417	1 013 424	1 190 429
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 361 243</i>	<i>1 432 619</i>	<i>1 543 571</i>	<i>1 602 114</i>	<i>1 567 252</i>	<i>1 512 710</i>	<i>1 268 797</i>	<i>1 543 571</i>
Passif								
Investissements directs étrangers au Canada	423 498	435 328	448 858	462 820	476 269	495 319	407 610	448 858
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	374 022	379 586	404 590	411 070	387 505	373 046	380 818	404 590
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>387 896</i>	<i>404 346</i>	<i>430 163</i>	<i>432 626</i>	<i>398 462</i>	<i>388 279</i>	<i>408 768</i>	<i>430 163</i>
Actions canadiennes	112 513	112 428	112 571	112 382	112 063	108 929	105 818	112 571
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>346 754</i>	<i>351 733</i>	<i>379 482</i>	<i>386 509</i>	<i>407 366</i>	<i>404 475</i>	<i>318 934</i>	<i>379 482</i>
Marché monétaire canadien	27 059	25 931	24 515	23 730	24 089	22 383	20 783	24 515
<i>Marché monétaire canadien à la valeur marchande</i>	<i>27 242</i>	<i>26 136</i>	<i>24 716</i>	<i>23 953</i>	<i>24 279</i>	<i>22 599</i>	<i>20 899</i>	<i>24 716</i>
Autres investissements								
Emprunts	45 529	50 013	49 508	54 654	54 014	47 758	41 645	49 508
Dépôts	234 571	235 692	227 149	247 012	251 663	238 723	201 025	227 149
Autres passifs	21 915	21 674	22 225	23 076	23 326	23 545	22 156	22 225
Total du passif								
à la valeur comptable	1 239 107	1 260 652	1 289 417	1 334 744	1 328 929	1 309 703	1 179 855	1 289 417
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 487 405</i>	<i>1 524 922</i>	<i>1 582 101</i>	<i>1 630 650</i>	<i>1 635 379</i>	<i>1 620 698</i>	<i>1 421 037</i>	<i>1 582 101</i>
Bilan net des investissements internationaux								
à la valeur comptable	-146 124	-125 829	-98 988	-99 301	-133 107	-145 286	-166 431	-98 988
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>-126 162</i>	<i>-92 303</i>	<i>-38 530</i>	<i>-28 536</i>	<i>-68 127</i>	<i>-107 988</i>	<i>-152 240</i>	<i>-38 530</i>

Section H

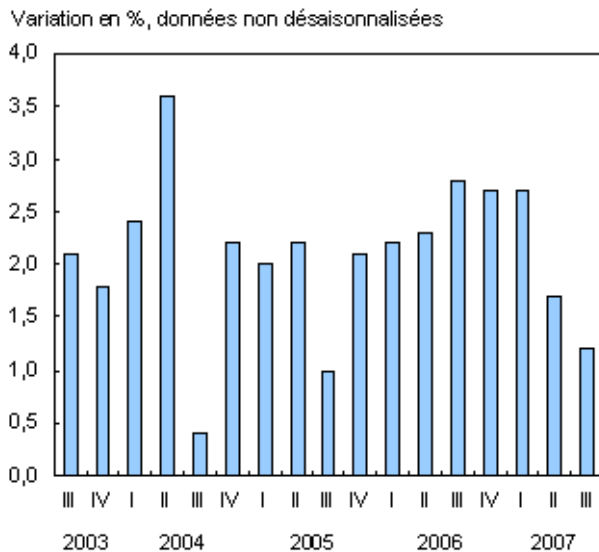
Comptes du bilan national

Troisième trimestre de 2007

À la fin du troisième trimestre de 2007, la valeur nette nationale atteignait 5,4 billions de dollars, soit 163 700 \$ par habitant. Au cours du trimestre, la valeur nette nationale a augmenté d'à peine 63 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 1,2 % par rapport au trimestre précédent. Il s'agit du taux de croissance le plus faible en huit trimestres.

Graphique H.1

La croissance de la valeur nette nationale ralentit



Le ralentissement de la croissance de l'économie au troisième trimestre s'est répercuté sur la croissance du patrimoine national (actifs non financiers de l'ensemble de l'économie), qui est passée à 1,9 %, en baisse par rapport à la croissance de 2,4 % enregistrée au deuxième trimestre. L'immobilier résidentiel a continué d'être le principal moteur de la croissance du patrimoine national, représentant plus de la moitié de la hausse.

Le niveau élevé d'épargne du secteur des administrations publiques et de celui des sociétés, conjugué à la vigueur continue du marché immobilier et un marché boursier robuste, a contribué à la croissance soutenue de la valeur nette nationale au troisième trimestre. Toutefois, l'augmentation de la dette extérieure nette du Canada, attribuable dans une large mesure à une réévaluation entraînée par l'appréciation du dollar canadien par rapport à la plupart des principales devises étrangères, a atténué cette croissance de la valeur nette nationale. L'appréciation du dollar canadien a réduit la valeur en dollars canadiens des actifs internationaux dans une bien plus grande mesure qu'elle a réduit le passif du Canada en devises étrangères. Une hausse de l'investissement direct étranger au Canada, malgré l'appréciation continue du dollar canadien, a contribué à l'augmentation de la dette des Canadiens envers les non-résidents.

Note aux lecteurs

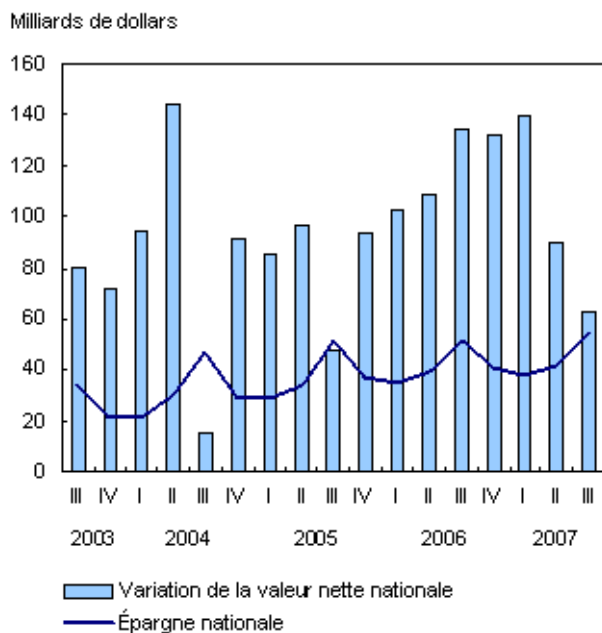
Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des créances financières. Le patrimoine national est la somme des actifs non financiers (les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles) de tous les secteurs de l'économie. La valeur nette nationale est le patrimoine national moins la dette extérieure nette (l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à l'égard des Canadiens). On peut aussi la définir comme étant la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

L'épargne nationale représente la somme de l'épargne des particuliers, des sociétés et des administrations publiques. L'épargne et les investissements nationaux contribuent à la variation de la valeur nette nationale, tout comme la réévaluation de l'actif et du passif. Parmi les causes de la réévaluation figurent la variation des prix des actifs non financiers et des titres de participation, les taux d'intérêt, les taux de change et les provisions pour prêts.

Les séries trimestrielles, à la valeur comptable et à la valeur marchande, sont offertes à partir du premier trimestre de 1990. Pour obtenir plus de renseignements sur les estimations selon la valeur marchande, consultez la page Estimations du bilan à la valeur marchande de notre site Web.

Graphique H.2

L'épargne et les réévaluations sont à l'origine des changements de la valeur nette nationale



Ralentissement de la croissance de la valeur nette des ménages

La croissance de la valeur nette des ménages a ralenti considérablement au cours du troisième trimestre, ayant progressé de 1,2 %, ce qui représente environ la moitié du rythme atteint au deuxième trimestre et le rythme le plus lent en cinq trimestres. L'augmentation de la valeur des actifs, tant financiers que non financiers, a été largement compensée par l'accroissement marqué des passifs. La hausse du passif total des ménages était attribuable principalement aux augmentations des prêts hypothécaires et du crédit à la consommation.

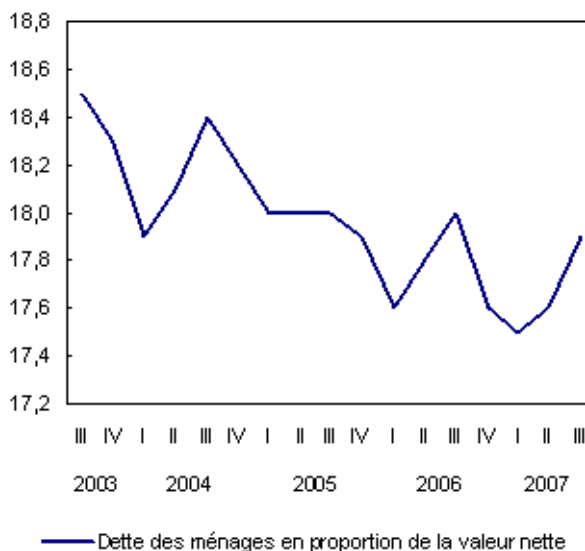
Les actifs financiers ont affiché une légère progression, de modestes hausses au chapitre des dépôts, des fonds de pension et des actions se combinant pour compenser l'effet modérateur de l'appréciation du dollar canadien sur l'investissement étranger. L'immobilier résidentiel a continué d'être le principal facteur de la croissance des actifs non financiers des ménages.

La dette des ménages, sous forme de crédit à la consommation et de prêts hypothécaires, a continué d'augmenter plus rapidement que la valeur nette. Par conséquent, le ratio de la dette et de la valeur nette des ménages est passé à 17,9 %, tandis que la dette globale des ménages en est venue à représenter 115,7 % du revenu personnel disponible.

Graphique H.3

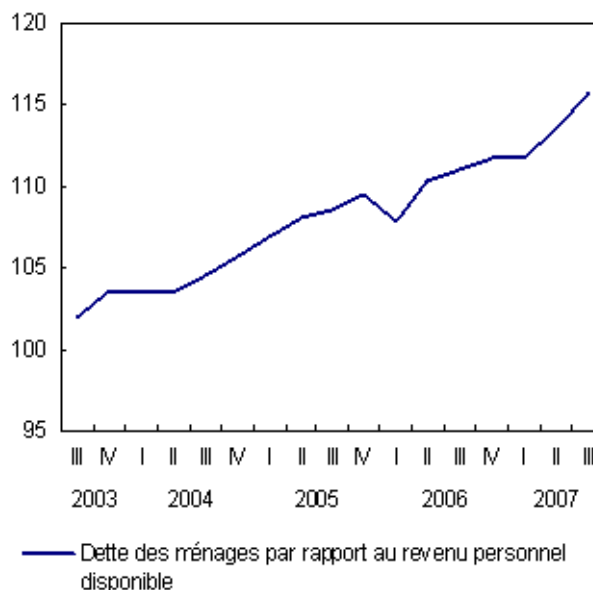
Le ratio d'endettement des ménages est en hausse

En % de la valeur nette, données non désaisonnalisées

**Graphique H.4**

La dette des ménages s'accroît

En % du revenu personnel disponible, données désaisonnalisées



Nouvelle baisse de l'endettement non financier des sociétés

Au troisième trimestre, le secteur des sociétés non financières privées a maintenu sa situation excédentaire tout en augmentant son investissement en capital fixe. La demande de fonds a diminué au troisième trimestre, donnant lieu à une nouvelle baisse de l'endettement. Le ratio emprunts-capitaux propres a diminué pour un deuxième trimestre d'affilée, tandis qu'une forte croissance des bénéfices non répartis conjuguée à de nouvelles émissions d'actions ont dépassé une légère hausse des niveaux d'endettement.

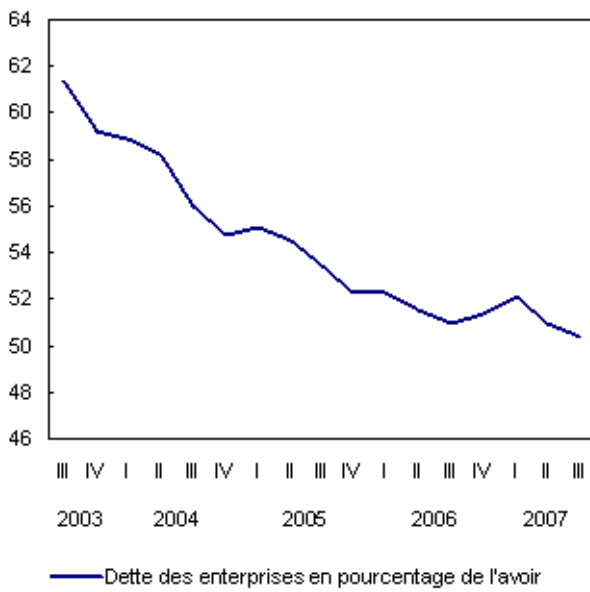
Les établissements financiers continuent d'accroître leur actif financier

Les établissements financiers, qui sont traditionnellement des prêteurs nets aux autres secteurs de l'économie, ont continué d'accroître considérablement leurs actifs financiers, principalement grâce aux augmentations dans leurs portefeuilles de prêts bancaires, de crédit à la consommation et de prêts hypothécaires. L'appréciation du dollar canadien a continué d'avoir un effet, entraînant une diminution de la valeur des portefeuilles d'investissements libellés en devises étrangères des secteurs institutionnels se livrant à des activités d'investissement.

Graphique H.5

La tendance à la baisse de la dette des sociétés se poursuit

En % de l'avoir, données non désaisonnalisées



Le rapport de la dette nette des administrations publiques au produit intérieur brut continue de diminuer

La dette nette totale des administrations publiques a poursuivi sa tendance à la baisse pour un 14^e trimestre d'affilée, en raison d'un excédent budgétaire supplémentaire et de la baisse soutenue de l'encours des effets à court terme et des remboursements nets d'obligations du gouvernement du Canada. Par conséquent, le rapport dette nette-produit intérieur brut a continué de diminuer, la dette nette au troisième trimestre représentant moins de la moitié du produit intérieur brut comparativement à près de 90 % il y a 10 ans.

Tableau H.1 Comptes du bilan national[1]

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
Valeur nette nationale								
Patrimoine national	4 978 2,4	5 079 2,0	5 157 1,5	5 287 2,5	5 416 2,4	5 520 1,9	4 794 6,9	5 157 7,6
Dettes nettes extérieures	-126 ...	-92 ...	-38 ...	-28 ...	-67 ...	-108 ...	-152 ...	-38 ...
Valeur nette nationale	4 852 2,3	4 987 2,8	5 119 2,6	5 259 2,7	5 349 1,7	5 412 1,2	4 642 7,5	5 119 10,3
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	148 700 1,9	152 400 2,5	156 200 2,5	160 000 2,4	162 300 1,4	163 700 0,9	143 000 6,4	156 200 9,2

1. La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Tableau H.2 Bilan national, valeur marchande

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Millions de dollars en fin de trimestre								
Total des actifs	15 831 119	16 176 314	16 713 938	17 114 290	17 434 090	17 724 294	15 265 125	16 713 938
Actifs non financiers	4 978 126	5 079 134	5 157 467	5 287 151	5 416 204	5 519 506	4 794 042	5 157 467
Immeubles résidentiels	1 396 461	1 436 971	1 465 798	1 496 316	1 535 195	1 574 242	1 314 745	1 465 798
Construction non résidentielle	1 134 659	1 150 708	1 165 960	1 193 444	1 223 187	1 245 321	1 131 290	1 165 960
Machines et matériel	419 098	423 775	429 636	447 468	444 569	437 387	413 633	429 636
Biens de consommation durables	379 022	379 953	386 824	387 766	394 941	396 616	374 978	386 824
Stocks	211 411	218 399	215 949	219 829	216 673	223 107	206 397	215 949
Terrains	1 437 475	1 469 328	1 493 300	1 542 328	1 601 639	1 642 833	1 352 999	1 493 300
Actifs financiers nets	-125 767	-92 224	-38 233	-28 191	-67 393	-107 655	-152 490	-38 233
Actifs financiers	10 852 993	11 097 180	11 556 471	11 827 139	12 017 886	12 204 788	10 471 083	11 556 471
Réserves officielles	40 301	40 130	40 960	45 508	42 533	40 886	38 029	40 960
Or et devises étrangères	38 033	37 860	38 867	43 547	40 756	39 224	35 357	38 867
Position de réserve au FMI	1 219	1 218	970	834	740	667	1 629	970
Droits de tirage spéciaux	1 049	1 052	1 123	1 127	1 037	995	1 043	1 123
Argent et dépôts bancaires	889 827	907 028	919 320	923 503	950 477	993 899	856 234	919 320
Autres dépôts	218 536	221 349	225 308	230 908	236 274	241 440	210 475	225 308
Devises et dépôts étrangers	107 362	123 750	137 908	149 007	157 800	167 779	107 659	137 908
Crédit à la consommation	287 155	295 291	302 103	307 269	317 409	326 158	273 869	302 103
Comptes à recevoir	259 145	260 901	263 727	266 441	268 079	270 173	254 173	263 727
Prêts bancaires	230 660	231 522	233 352	244 395	249 642	254 776	216 670	233 352
Autres prêts	223 543	225 771	233 575	234 732	237 850	240 064	219 123	233 575
Effets à court terme, Canada	109 859	109 471	113 158	124 291	109 668	102 209	120 159	113 158
Autres effets à court terme	194 725	201 766	214 354	219 896	221 359	233 542	175 390	214 354
Hypothèques	779 866	799 973	816 121	830 419	856 995	885 460	748 525	816 121
Obligations fédérales	266 802	271 376	264 057	257 015	254 011	253 717	273 451	264 057
(dont les OÉC)	17 125	16 917	15 465	15 083	14 821	14 747	17 712	15 465
Obligations provinciales	302 500	303 300	302 988	304 557	299 198	308 173	307 675	302 988
Obligations municipales	37 975	39 891	39 759	41 621	41 699	42 878	37 745	39 759
Autres obligations	443 962	454 081	485 922	497 477	506 920	534 568	427 744	485 922
Assurances-vie et rentes	1 301 870	1 335 293	1 396 073	1 421 384	1 448 037	1 473 765	1 269 192	1 396 073
Créances, entreprises privées	1 270 534	1 296 282	1 308 610	1 348 033	1 340 365	1 367 099	1 217 074	1 308 610
Créances, administrations publiques	212 445	215 102	217 751	222 772	222 184	223 414	209 243	217 751
Actions	2 187 560	2 223 792	2 391 990	2 451 281	2 538 880	2 577 716	2 094 538	2 391 990
Investissements étrangers	587 630	633 771	720 657	753 375	752 023	700 656	550 399	720 657
Autres éléments de l'actif	900 736	907 340	928 778	953 255	966 483	966 416	863 716	928 778
Passif et valeur nette	15 831 119	16 176 314	16 713 938	17 114 290	17 434 090	17 724 294	15 265 125	16 713 938
Passif	10 978 760	11 189 404	11 594 704	11 855 330	12 085 279	12 312 443	10 623 573	11 594 704
Argent et dépôts bancaires	911 300	924 187	940 210	944 932	969 120	1 014 737	872 473	940 210
Autres dépôts	218 536	221 349	225 308	230 908	236 274	241 440	210 475	225 308
Devises et dépôts étrangers	104 615	118 590	132 089	153 044	156 005	160 277	116 274	132 089
Crédit à la consommation	287 155	295 291	302 103	307 269	317 409	326 158	273 869	302 103
Comptes à payer	260 081	262 418	265 928	268 118	270 982	273 784	251 353	265 928
Emprunts bancaires	219 065	214 747	217 241	225 534	234 755	238 579	207 364	217 241
Autres emprunts	218 497	220 778	222 459	228 151	233 195	237 157	217 614	222 459
Effets à court terme, Canada	123 882	122 969	126 307	135 947	121 090	112 912	129 632	126 307
Autres effets à court terme	206 124	212 111	223 451	230 701	232 718	244 267	185 764	223 451
Hypothèques	780 209	800 316	816 467	830 763	857 334	885 797	748 873	816 467
Obligations fédérales	317 507	319 197	315 538	307 961	296 535	296 448	325 531	315 538
(dont les OÉC)	17 125	16 917	15 465	15 083	14 821	14 747	17 712	15 465
Obligations provinciales	417 297	422 158	429 054	429 897	413 022	416 216	432 043	429 054
Obligations municipales	41 995	44 086	44 047	45 787	45 698	46 920	41 787	44 047
Autres obligations	656 218	680 648	727 545	742 299	738 513	761 107	649 473	727 545
Assurances-vie et rentes	1 301 870	1 335 293	1 396 073	1 421 384	1 448 037	1 473 765	1 269 192	1 396 073
Créances, entreprises privées	525 979	547 096	513 323	545 936	561 144	557 657	478 062	513 323
Créances, administrations publiques	212 445	215 102	217 751	222 772	222 184	223 414	209 243	217 751
Actions	3 303 705	3 353 072	3 575 247	3 651 842	3 786 144	3 867 519	3 161 224	3 575 247
Autres éléments du passif	872 280	879 996	904 563	932 085	945 120	934 289	843 327	904 563
Valeur nette	4 852 359	4 986 910	5 119 234	5 258 960	5 348 811	5 411 851	4 641 552	5 119 234

Tableau H.3 Tableau sommaire du marché du crédit

	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	2005	2006
Millions de dollars en fin de trimestre								
Passif de :								
Particuliers et entreprises individuelles	1 027 765	1 049 971	1 067 745	1 084 222	1 115 037	1 144 941	988 955	1 067 745
Crédit à la consommation	287 155	295 291	302 103	307 269	317 409	326 158	273 869	302 103
Emprunts bancaires	36 709	36 575	36 985	38 106	37 837	38 962	34 349	36 985
Autres emprunts	73 268	72 992	73 703	74 620	76 213	75 478	72 249	73 703
Hypothèques	630 633	645 113	654 954	664 227	683 578	704 343	608 488	654 954
Sociétés privées non financières	606 460	613 040	633 195	651 876	653 216	660 458	593 075	633 195
Emprunts bancaires	123 724	122 149	121 360	125 414	130 705	131 234	117 001	121 360
Autres emprunts	75 525	77 132	76 958	78 295	78 829	77 320	74 696	76 958
Autres effets à court terme	49 722	51 561	57 088	59 679	59 508	62 588	44 784	57 088
Hypothèques	123 660	127 266	132 176	136 869	142 105	147 722	117 270	132 176
Obligations	233 829	234 932	245 613	251 619	242 069	241 594	239 324	245 613
Entreprises publiques non financières	65 618	67 552	67 502	66 804	65 154	64 908	64 436	67 502
Emprunts bancaires	2 804	2 755	2 678	2 649	2 684	2 688	2 465	2 678
Autres emprunts	7 062	7 082	7 376	6 347	6 473	6 574	7 083	7 376
Autres effets à court terme	5 476	7 436	6 204	6 205	6 206	6 206	5 676	6 204
Hypothèques	98	96	95	94	93	94	99	95
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	48 440	48 444	48 500	48 867	47 104	46 771	47 376	48 500
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	1 617	1 618	2 528	2 521	2 473	2 454	1 616	2 528
Administration fédérale	406 110	404 422	403 096	413 495	394 015	385 160	412 102	403 096
Emprunts bancaires	101	101	101	101	101	101	100	101
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	123 882	122 969	126 307	135 947	121 090	112 912	129 632	126 307
Obligations fédérales	282 127	281 352	276 688	277 447	272 824	272 147	282 370	276 688
Obligations d'épargne du Canada	17 125	16 917	15 465	15 083	14 821	14 747	17 712	15 465
Autres obligations	265 002	264 435	261 223	262 364	258 003	257 400	264 658	261 223
Autres paliers d'administration publique	399 523	398 013	404 608	408 583	407 491	413 582	398 354	404 608
Emprunts bancaires	3 443	3 550	3 705	4 767	5 172	4 860	3 005	3 705
Autres emprunts	15 026	15 067	15 228	15 204	15 289	15 428	15 072	15 228
Autres effets à court terme	18 592	15 067	15 663	15 677	15 663	20 206	13 947	15 663
Hypothèques	2 000	2 000	2 000	1 999	1 999	1 999	2 000	2 000
Obligations provinciales	315 301	315 973	321 567	322 480	320 030	321 055	320 883	321 567
Obligations municipales	41 327	42 522	42 543	44 566	45 460	46 156	39 706	42 543
Autres obligations	3 834	3 834	3 902	3 890	3 878	3 878	3 741	3 902
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 505 476	2 532 998	2 576 146	2 624 980	2 634 913	2 669 049	2 456 922	2 576 146
Crédit à la consommation	287 155	295 291	302 103	307 269	317 409	326 158	273 869	302 103
Emprunts bancaire	166 781	165 130	164 829	171 037	176 499	177 845	156 920	164 829
Autres emprunts	170 881	172 273	173 265	174 466	176 804	174 800	169 100	173 265
Effets à court terme, Canada	123 882	122 969	126 307	135 947	121 090	112 912	129 632	126 307
Autres effets à court terme	73 790	74 064	78 955	81 561	81 377	89 000	64 407	78 955
Hypothèques	756 391	774 475	789 225	803 189	827 775	854 158	727 857	789 225
Obligations	926 596	928 796	941 462	951 511	933 959	934 176	935 137	941 462
Non-résidents	42 649	47 083	50 391	53 109	47 301	47 506	40 315	50 391
Emprunts bancaires	11 595	16 775	16 111	18 861	14 887	16 197	9 306	16 111
Autres emprunts	31 054	30 308	34 280	34 248	32 414	31 309	31 009	34 280
Hypothèques
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 548 125	2 580 081	2 626 537	2 678 089	2 682 214	2 716 555	2 497 237	2 626 537
Institutions financières canadiennes	669 581	691 649	732 901	757 572	784 237	819 603	627 056	732 901
Emprunts bancaires	52 284	49 617	52 412	54 497	58 256	60 734	50 444	52 412
Autres emprunts	47 616	48 505	49 194	53 685	56 391	62 357	48 514	49 194
Autres effets à court terme	132 334	138 047	144 496	149 140	151 341	155 267	121 357	144 496
Hypothèques	23 818	25 841	27 242	27 574	29 559	31 639	21 016	27 242
Obligations	413 529	429 639	459 557	472 676	488 690	509 606	385 725	459 557
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	3 217 706	3 271 730	3 359 438	3 435 661	3 466 451	3 536 158	3 124 293	3 359 438
Actif de :								
Particuliers et entreprises individuelles	98 575	100 589	92 918	90 625	80 653	81 319	111 454	92 918
Entreprises non financières	77 101	77 585	80 451	82 433	83 613	83 685	76 479	80 451
Administrations publiques	227 192	236 962	237 515	248 103	251 052	257 546	225 126	237 515
Non-résidents	419 677	422 181	443 641	454 191	431 863	416 287	423 968	443 641
Institutions financières canadiennes	2 418 471	2 457 232	2 527 662	2 583 946	2 642 309	2 720 311	2 311 316	2 527 662